

D'ICI ET D'AILLEURS
Berlin
était une île

NOTRE PLANÈTE
L'affaire Kakadu
ébranle le monde
du patrimoine

CONNEXIONS
La dernière ligne
droite du
photojournalisme

ENTRETIEN
Manuel Castells:
le citoyen
et l'automate

UNESCO le Courrier

Octobre 1999

La montée du sida:
alertez
les jeunes!



Sommaire

Octobre 1999

D'ICI ET D'AILLEURS

- 3 Berlin était une île Photos de Ute Mahler et texte de Thierry Bruhl

ÉDITORIAL

- 9 Quatre défis pour un monde nouveau Federico Mayor

NOTRE PLANÈTE

- 10 L'affaire Kakadu ébranle le monde du patrimoine Sophie Boukhari

APPRENDRE

- 14 Alphabétisation des femmes: un b.a.-ba à revoir Anna Robinson-Pant

17 Dossier



La montée du sida: alertez les jeunes!

Les pays du Sud – l'Afrique noire surtout – sont touchés de plein fouet par l'épidémie de sida: environ la moitié des nouveaux infectés ont entre 15 et 24 ans. La seule parade est de décupler les actions préventives sous toutes leurs formes. Des solutions nouvelles et variées ont fait leurs preuves. Leur généralisation exige l'appui de toutes les autorités.

Le sommaire détaillé est en page 17.

ÉTHIQUES

- 37 Peine de mort: l'abolition progresse Martine Jacot
39 L'exception américaine Vicky Elliott

SIGNES DES TEMPS

- 40 Le grand métissage de la danse moderne Jean-Marc Adolphe et Martine Jacot

CONNEXIONS

- 43 La dernière ligne droite du photojournalisme Edgar Roskis

DIRES

- 46 Manuel Castells: le citoyen et l'automate

UNESCO
le Courrier

52^e année

Mensuel publié en 27 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France
Télécopie: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47
Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org
Internet: http://www.unesco.org/courrier

Directeur: René Lefort
Rédacteur en chef: John Kohut
Anglais: Roy Malkin
Espagnol: Araceli Ortiz de Urbina
Français: Martine Jacot
Secrétariat de direction/éditions en braille:
Annie Brachet (01.45.68.47.15)

Rédaction

Ethirajan Anbarasan
Sophie Boukhari
Cynthia Guttman
Lucia Iglesias Kuntz
Asbel López
Amy Otchet

Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Georges Servat
Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)
Documentation: José Banaag (01.45.68.46.85)
Relations Editions hors Siège et presse:
Solange Belin (01.45.68.46.87)
Assistante administrative:
Thérèse Pinck (01.45.68.45.86)

Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral, Alcino Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

Editions hors siège

Russe: Irina Outkina (Moscou)
Allemand: Urs Aregger (Berne)
Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)
Italien: Gianluca Formichi Sira Miori (Florence)
Hindi: Shri Samay Singh (Delhi)
Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)
Persan: Jalil Shahi (Téhéran)
Portugais: Alzira Alves de Abreu (Rio de Janeiro)
Ourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)
Catalan: Jordi Folch (Barcelone)
Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)
Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)
Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)
Chinois: Feng Mingxia (Beijing)
Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)
Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)
Cinghalais: Neville Piyadigama (Colombo)
Basque: Juxto Egaña (Donostia)
Thaï: Suchitra Chitranukroh (Bangkok)
Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)
Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)
Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)
Galicien: Xavier Senín Fernández (Saint-Jacques-de-Compostelle)
Serbe: Boris Ijkenko (Belgrade)

Diffusion et promotion

Télécopie: 01.45.68.57.45

Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)
Relations agents et prestataires:
Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)
Gestion des stocks et expéditions:
Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier de l'Unesco» en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Le Courrier de l'Unesco destiné à l'information n'est pas un document officiel de l'organisation. Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celles de l'Unesco. Les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'Unesco ou les Nations unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DÉPOT LÉGAL : C1 - OCTOBRE 1999

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The Unesco Courier (USPS 016686) is published monthly in Paris by Unesco. Printed in France. Periodicals postage paid at Champlain NY and additional mailing offices.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maulde & Renou

ISSN 0304-3118

N° 10-1999-OPI 99-586 F

BERLIN ÉTAIT UNE ÎLE

♦ Photos de Ute Mahler, texte de Thierry Bruehl

Fini le calme d'un Berlin-Ouest villageois et d'un Berlin-Est qui semblait mort. Une grande métropole se construit sur les ruines du mur.

♦ Photographe allemande, agence Ostkreuz, Berlin; metteur en scène allemand de 31 ans.

Berlin était une île. En 1988, j'ai quitté Cologne et je me suis installé à Berlin-Ouest. Le mur n'était pas encore tombé. Pour atteindre la ville, on traversait la République démocratique allemande que tout bon Allemand de l'Ouest, né après la guerre, connaissait moins bien que la France, l'Espagne ou la Belgique.

Atteindre Berlin ressemblait à la traversée d'un tunnel. Elle était déjà la plus

grande ville de la République fédérale, mais s'en distinguait toutefois nettement. Quelque chose d'archaïque émanait de ce «melting-pot» de combattants de la guerre froide, de soixante-huitards attardés, d'étudiants engagés et d'artistes désillusionnés. Largement subventionnés par l'Etat parce que Berlin était la vitrine de l'Occident, ils avaient les moyens de mener une existence agréable. Les cafés contribuaient à façonner



Jardins ouvriers du quartier Ostkreuz («carrefour de l'Est»): une famille sur le toit de son cabanon.



Le jardin du Prater, dans le vieux Berlin-Est, était autrefois une guinguette. Il abrite aujourd'hui une galerie d'art et sert de cadre à des fêtes populaires, comme ce «thé-dansant».

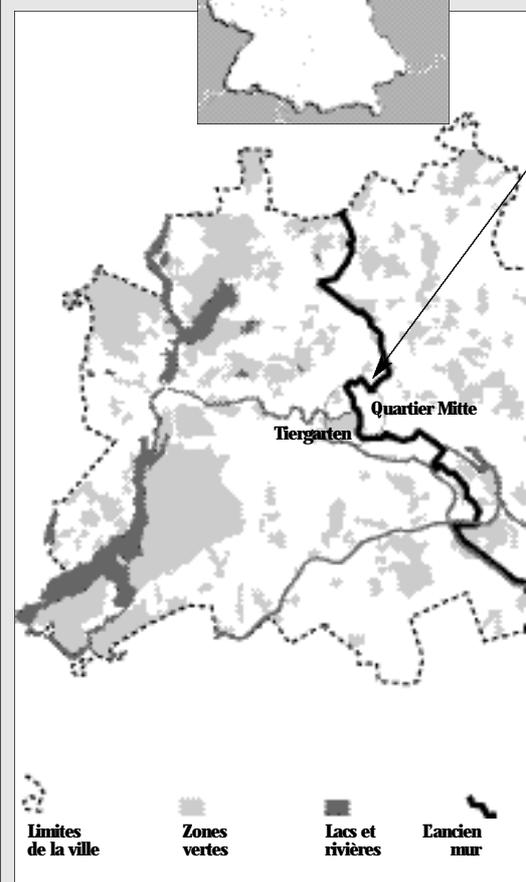
Une chaîne de télévision organise chaque année, durant un week-end, un immense «petit-déjeuner» festif devant le stade olympique, de 10 heures jusqu'à 2 heures du matin, le lendemain. Ce long *Frühstück* coûte une dizaine de Deutsch Mark (une trentaine de francs français).



UNE CAPITALE RENAÎT

Pour une ville européenne, Berlin est relativement jeune: on la mentionne pour la première fois en 1234. Située à la croisée de voies médiévales, elle devint la résidence de la puissante dynastie des Hohenzollern, qui régna durant plus de 500 ans. L'immense capitale que le chancelier Gerhard Schroeder a qualifiée de «république de Berlin» en y prenant ses fonctions le 23 août 1999, s'étend sur 800 km², à 80 km de la frontière polonaise.

Lors du «déménagement du siècle», au cours du même été, le Parlement, les ministères et 12 000 fonctionnaires ont été transférés de Bonn, avec 120 000 meubles et 38 000 mètres de dossiers, transportés pour l'essentiel par le rail. Les documents «confidentiel défense» et les œuvres d'art ont pris la route. Des symboles du passé demeurent: le ministère des Finances occupe le bâtiment d'où Herman Goering, le chef de la Luftwaffe, dirigea la guerre aérienne, et le ministère du Travail est logé dans l'ex-quartier général du maître de la propagande nazie, Joseph Goebbels...



Renouer avec son ancien statut équivaut à une renaissance pour Berlin, qui fut au cœur du mouvement allemand des Lumières au XVIII^e siècle. Elle était alors capitale du royaume de Prusse, avant de devenir celle de l'Empire allemand en 1871. La ville fut l'un des grands centres culturels et scientifiques de l'Europe des années 20, où s'illustrèrent Bertolt Brecht, Walter Gropius et Albert Einstein notamment. Mais cette décennie fut aussi marquée par une très forte montée du chômage et de l'inflation, qui facilitèrent l'ascension d'Hitler. En 1945, la ville ravagée fut divisée en quatre zones d'occupation, puis, en 1949, entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. Le mur fut bâti en août 1961. En 1987, quand les Berlinoises célébrèrent, de part et d'autre du mur, le 750^e anniversaire de la ville, rares étaient ceux qui auraient pu prédire que l'Allemagne serait réunifiée deux ans plus tard.

En 1991, le Bundestag choisit Berlin comme capitale à une courte majorité de 18 voix. C'est aujourd'hui une ville dont on parle au superlatif, avec trois opéras, 160 musées et un complexe cinématographique ultramoderne, qui sera prêt pour le prochain festival du film de Berlin en février 2000. Elle compte sur son nouveau statut pour stimuler son économie et devenir un pivot: on y construit la plus grande gare d'Europe. ■



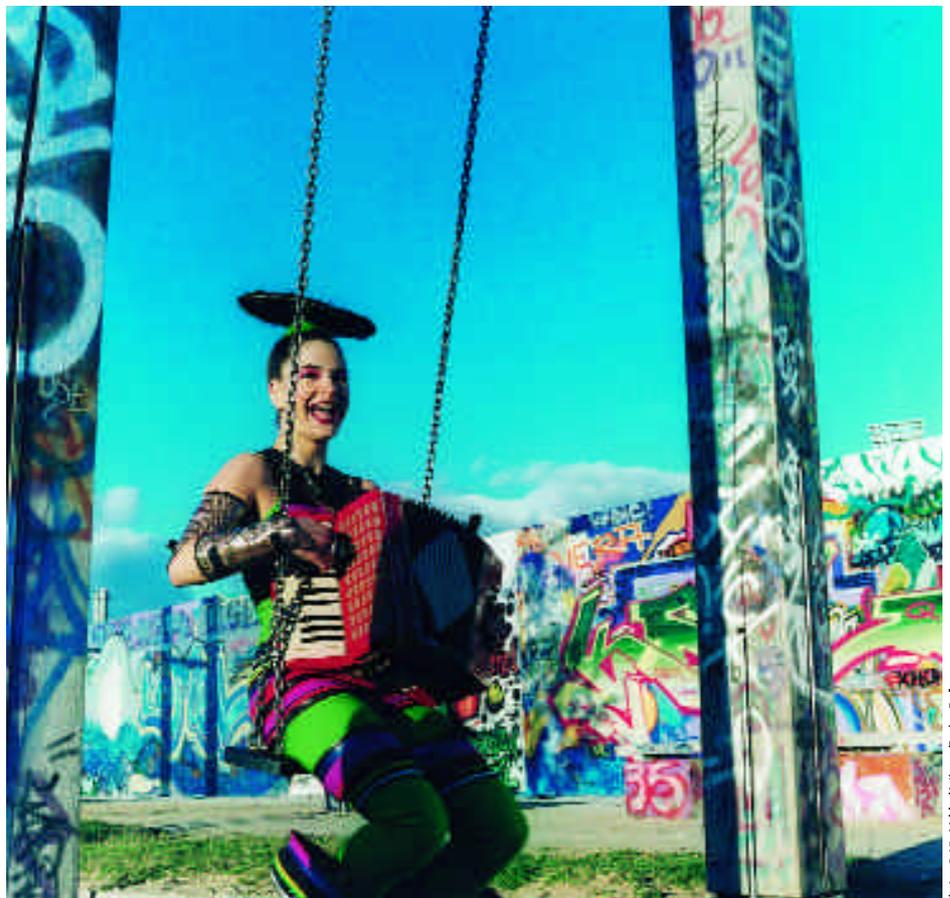
* Le Parlement (Bundestag) siège désormais dans l'ancien Reichstag, rénové à cet effet.

0 4 km



Barbecue, pour une famille turque, dans le parc du château de Bellevue, résidence officielle du président de la République fédérale allemande depuis 1994.

Musique devant un souvenir: une partie de l'ancien mur de Berlin, décorée par des artistes.



Photos © Ute Mehler/Contrasto/Reportage, Paris



Photos © Ute Wähler/Cedric Pascho, Paris

Jeux de cordes lors du «petit-déjeuner» festif organisé chaque année devant le stade olympique.

► l'image de la ville; ils proposaient des petits-déjeuners jusqu'à 18 heures et ils étaient bien fréquentés. Comparée à des métropoles comme Londres ou Paris, Berlin était paisible, calme, presque villageoise.

Visages fermés et bistrotts vides

Seules les visites dans la partie est de la ville troublaient cette quiétude intime. Le contraste ne pouvait être plus grand: après avoir passé les sévères contrôles douaniers et changé la somme d'argent obligatoire, on traversait le rideau de fer mais on se retrouvait, en principe, dans la même ville. Les gens semblaient presque tous semblables, le

visage fermé. Les bistrotts étaient presque toujours vides. Dès la fin des représentations théâtrales, et au plus tard à 23 heures, la capitale de la RDA était morte, ou du moins le paraissait. Mais ce n'était qu'apparence, comme la suite l'a démontré.

Voilà pour le passé. Nous sommes en août 1999, le mur est tombé il y a presque 10 ans, l'Allemagne est réunifiée, Berlin forme une seule et unique ville, redevenue entre-temps la capitale de la République fédérale. Le Bundestag (parlement) et le gouvernement ont quitté Bonn et sont venus s'installer ici cet été. Je vis depuis sept ans à Berlin-Est, dans le quartier Mitte, à la limite de la Prenz-

lauer Berg. La curiosité m'a attiré ici, le désir de découvrir une autre ville à l'intérieur de la mienne. On a réalisé la chance de pouvoir réorganiser une friche dont les propriétaires n'étaient pas clairement identifiés. Hangars, usines et salles de danse vides ont été transformées par des jeunes en associations d'artistes, en lieux de théâtre et autres scènes. Ils s'y sont établis de façon ostentatoire et ont ainsi permis un déplacement des scènes des arts vivants de l'Ouest vers l'Est. En se promenant, on continue de découvrir des lieux qui ont changé de fonctions, des lieux tels qu'il n'en existe, à mon sens, dans nulle autre ville.



La place de Postdam, esplanade livrée aux grues, symbolise le nouveau Berlin. Des touristes casqués suivent une visite guidée sur le chantier de la société Sony.

EOberbaumbrücke est le pont le plus long de Berlin. Avant la réunification, la circulation s'arrêtait à son niveau. Il a été rouvert en 1994. Sur la rivière Spree qu'il enjambe, des touristes visitent Berlin en bateau.



Au centre-ville, à quelque 500 mètres au nord du Reichstag, le long de la Chaussestrasse, des jeunes ont charrié du sable pour construire un terrain de *beach-volleyball*, à l'emplacement de l'ancien stade de la Weltjugend («Jeunesse du monde»), rasé. Juste à côté – et cela ne passe pas inaperçu au cœur de la cité, près d'immeubles de bureaux et de centres commerciaux –, s'étend un immense terrain d'apprentissage du golf, destiné aux étudiants en sport et aux amateurs. Il ne s'agit pas de réaliser des profits. Le seul objectif visé est de permettre la pratique du volley-ball et du golf en plein centre-ville. Le conseil municipal s'est-il inquiété que cet espace, après le déménagement du gouvernement, du Bundestag et de leurs administrations, pourrait devenir l'un des terrains à bâtir les plus convoités des investisseurs?

Contemplation sereine

Il en va tout autrement à 500 mètres au sud du Reichstag. Juste après la chute du mur et sans réfléchir un seul instant, le Sénat de Berlin a vendu la place de Postdam à Daimler Benz et Sony. Durant ces dernières années, ce secteur, qui a été le plus gros chantier d'Europe, est devenu un quartier commercial artificiel, avec ses nouvelles rues bordées d'immeubles. Devant de tels changements, vécus et éprouvés, on se dit que c'en est fait du calme insulaire de l'Ouest et de celui de l'Est avant la chute du mur.

Entre ces deux secteurs, au beau milieu, se trouve le seul endroit d'où l'on peut se livrer à une contemplation sereine de la ville: depuis la nouvelle terrasse et la coupole du bâtiment rénové du Reichstag, on embrasse d'un seul coup d'œil, à bonne distance, cette ville en pleine révolution. Si l'on se tourne vers l'Ouest, au-delà du grand parc de la ville, le Tiergarten, il semble que peu de choses aient changé: une soirée d'été commence et, en différents points de la ville, on voit des volutes de fumée monter dans le ciel. Elles proviennent des innombrables barbecues des Berlinoises, le plus souvent ceux des grandes familles turques qui compensent ainsi l'absence de jardin. Si on traversait le Tiergarten, on serait surpris par une autre particularité berlinoise: on y croise souvent des gens qui se font bronzer nus, bien qu'on soit aussi en plein cœur de la ville!

Si l'on se tourne vers l'Est, on aperçoit encore une forêt de grues en mouvement. Lorsqu'ils ne sont pas classés monuments historiques, les vieux édifices du temps de la RDA, qu'il s'agisse d'hôtels des années 60 ou du ministère des Affaires étrangères, sont rasés pour céder la place à du neuf.

La redistribution des propriétés en ex-RDA, qui consiste la plupart du temps à vendre terrains et immeubles à des



© Ute Mailley/Ostereuz/Repho, Paris

Dans le quartier Mitte («centre»), qui mérite à nouveau son nom: il était en grande partie en Allemagne de l'Est avant la chute du mur. Dans la cour de l'immeuble Acud, nouveau lieu culturel alternatif, le théâtre bat son plein.

► investisseurs privés, a provoqué une véritable hystérie de la rénovation. Dans chaque rue de Berlin-Est ou presque, on ne fait que deviner les façades des immeubles à travers les échafaudages. Dans celle où je vis, on rénove les immeubles les uns après les autres, on repeint les façades dans des tons pastels de plus en plus clairs, on ajoute des balcons et, bien souvent, on aménage un appartement supplémentaire sous les combles. Et les loyers augmentent.

Le soir, pour se reposer du bruit des travaux, on se réjouit d'aller dans ces havres

que constituent les lieux alternatifs que j'ai évoqués, transformés tout en ayant gardé leurs particularités, comme l'Acud. Il s'agit d'un immeuble jadis squatté du quartier Mitte, à l'écart des rues passantes, à deux pas de chez moi. Il abrite tout un cosmos, tout un monde. De longues affiches transparentes brillent le long de l'immeuble, sur plusieurs étages, et annoncent la variété de l'offre culturelle. Sous le toit, on s'assoit dans de vieux sièges de voiture ou de cinéma (récupérés) et on visionne des films rarement projetés. A l'étage inférieur se trouve

une petite galerie; en dessous, une salle de concert et un restaurant africain. La cour intérieure est occupée par des troupes de théâtres à petits budgets: elles ont créé un lieu où se produire qui, par son caractère de scène improvisée, rappelle le Globe-Theater. La vie quotidienne se déroule dans ce genre d'endroits. C'est ici que se reflètent les événements et les métamorphoses de la nouvelle ville. Ce sont des îles au sein de ce qui est devenu une grande métropole et qui, voilà seulement 10 ans, était elle-même une île. ■

QUATRE DÉFIS POUR UN MONDE NOUVEAU



Unesco/Ines Forbes

Federico Mayor

NDIR: La problématique et les propositions esquissées dans l'éditorial ci-contre sont les thèmes que Federico Mayor développe dans l'ouvrage qui vient de paraître, sous le titre *Un Monde nouveau*¹.

Federico Mayor est directeur général de l'UNESCO depuis 12 ans. Son deuxième mandat à la tête de l'organisation s'achèvera en novembre 1999. La nomination de son successeur est un point essentiel de l'ordre du jour de la prochaine Conférence générale (26 octobre-17 novembre 1999), organe souverain de l'UNESCO. Chaque Etat membre y dispose d'une voix.

1. *Un Monde nouveau*, Federico Mayor, avec la collaboration de Jérôme Bindé (Office d'analyse et de prévision de l'UNESCO), Editions Odile Jacob, Paris, 1999. Des traductions de cet ouvrage en anglais et en espagnol sont imminentes.

«*Nous ne pouvons pas prévoir le futur, mais nous pouvons le préparer*», affirme Ilya Prigogine, prix Nobel de chimie. L'avenir sera pour une large part ce que nous en ferons, même s'il est incertitude, bifurcation, création aléatoire, par définition mais aussi du fait des circonstances.

Deux bouleversements ont en effet profondément changé notre vision du monde. D'une part, la révolution scientifique nous a fait passer d'un âge de certitudes et de dogmatismes à un océan d'incertitudes et de doutes. Nous avons foi dans la prévisibilité de phénomènes gouvernés par une science sûre et dominante: le déterminisme cède le pas à une conception marquée du sceau de l'aléatoire. D'autre part, la troisième révolution industrielle, fondée sur l'âge de l'information et l'introduction accélérée des nouvelles technologies dans tous les secteurs de la vie humaine, est en train de changer le monde en un «monde mondial».

Paradoxalement, cette mondialisation, loin d'entraîner l'homogénéité – désirée ou dénoncée – de la société planétaire, soumet les sociétés à une logique de fractures. Une logique d'appariements sélectifs, de regroupements exclusifs, de séparation, de désagrégation et de désaffiliation. Le succès économique – très asymétrique – d'un système fondé sur la notion de liberté, mais qui a oublié l'égalité et la solidarité, est virtuellement un échec politique: il se double d'une faillite éthique et d'une absolue carence de finalités. La puissance de la mondialisation est vide de sens.

Face à ces fractures et à ce vide, le premier des quatre défis à relever est celui de la paix, un préalable pour venir à bout de tous les autres. Depuis la fin de la guerre froide, aux côtés des pays industrialisés, en développement et en transition, sont apparus les pays en guerre ou rescapés d'un conflit, où l'Etat s'est souvent dissous dans des génocides ou des massacres intercommunautaires.

Deuxième défi: le siècle qui vient verra-t-il croître une pauvreté sans exemple, dont les victimes côtoieraient une richesse sans précédent? Rappelons simplement que, selon le PNUD, la part du revenu des 20% des pays les plus riches, comparée à celle des 20% les plus pauvres est passée de 30 contre 1 en 1960 à 61 contre 1 en 1991 et à 82 contre 1 en 1995.

Le développement durable et la saine gestion de l'environnement planétaire représentent le troisième grand défi. Partout, l'homme aujourd'hui épuise la sève qui aurait nourri l'homme demain. Il faut trouver la voie d'un autre développement, plus économe, plus intelligent, plus solidaire. Il faut, puisque l'humanité a acquis la capacité technique de se suicider en tant qu'espèce, qu'elle apprenne «*la maîtrise de la maîtrise*», selon le mot du philosophe français Michel Serres.

Enfin, quatrième défi: «le syndrome du bateau ivre». Du fait de la mondialisation, bon nombre d'Etats paraissent avoir égaré cartes, compas, instruments de pilotage et jusqu'à la volonté de se fixer un horizon. Ils sont ballottés par les flots, comme si l'histoire était tombée aux mains de «maîtres anonymes» que nul ne maîtrise plus, qu'ils se nomment marchés financiers, cours des matières premières ou statistiques en tous genres.

Mais la conscience de ces problèmes s'est aiguisée et les solutions existent: l'espoir demeure. Pour peu que nous sachions redonner aux millions et millions de silencieux la possibilité d'exercer leur liberté de pensée et d'expression, alors nous verrons s'infléchir les décisions des puissants face au seul pouvoir qui compte: celui du peuple. La mondialisation ne doit pas rester l'apanage des réseaux, des télécommunications, des ordinateurs, de la médiasphère et des marchés; elle doit reposer sur la consolidation d'un espace publique démocratique à l'échelle mondiale. C'est uniquement à cette condition que nous réussirons à humaniser la mondialisation, à en faire une promesse et un projet véritablement universels, à lui conférer un sens.

Voilà le cap que doit suivre le XXI^e siècle.

L'AFFAIRE KAKADU ÉBRANLE LE MONDE DU PATRIMOINE

◆ Sophie Boukhari

L'ouverture d'une mine d'uranium dans le parc de Kakadu, en Australie, ravive le débat sur la protection du patrimoine mondial. A l'échelle planétaire.

Jusqu'où protéger le patrimoine mondial et qui doit en juger? Près de 30 ans après l'adoption par l'UNESCO de la Convention de 1972 visant à protéger les sites naturels et culturels «*d'une valeur universelle et exceptionnelle*», la question déchaîne toujours les passions. La retentissante affaire du parc national de Kakadu, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1981, a récemment été l'occasion de le vérifier.

Au cours des dernières années, partisans et adversaires de l'exploitation du gisement d'uranium de la mine de Jabiluka, située dans une enclave non classée du parc, se sont livrés une guerre sans merci. Batailles d'experts, pugilats rhétoriques, heurts entre militants et forces de l'ordre australiennes, campagnes de presse, sessions «*extraordinaires*» des organes compétents de l'UNESCO et marchandages diplomatiques ont marqué ce tumultueux épisode de l'histoire du patrimoine mondial.

Kakadu, situé dans le Territoire du Nord de l'Australie, renferme un large éventail d'écosystèmes des zones humides et boisées, riches en espèces rares, et de nombreux sites d'art rupestre. Les traditions culturelles y remontent à plus de 50 000 ans, c'est-à-dire à l'occupation humaine la plus anciennement connue du continent. De par sa longue histoire, ce «*paysage culturel*» représente un exemple unique d'interaction entre l'homme et son environnement.

Le «*Temps du rêve*»

Le relief, les plantes et les animaux sont très présents dans les traditions des quelque 550 Aborigènes qui vivent à Kakadu. Ils entretiennent un lien spirituel étroit avec leurs terres, dont ils sont les «*propriétaires traditionnels*», en vertu du droit australien. Ils croient y avoir été placés par des «*personnages spirituels*» comme le serpent arc-en-ciel, surgis à l'époque de la création pour donner forme et vie au monde. Leur travail accompli, ces créatures surnaturelles – qui

conservent, dit-on, un pouvoir sur les êtres humains et la productivité des terres – ont sillonné le paysage, s'arrêtant tantôt pour se battre, tantôt pour se reposer. Elles ont créé des lieux sacrés: les sites et les pistes du «*Temps du rêve*» (*Dreaming*).

Mais le songe des origines s'arrête là. Aujourd'hui, la région de Kakadu est aussi considérée comme l'une des réserves d'uranium les plus riches du monde. Grand comme la Belgique, le plus vaste parc national d'Australie concentre tous les ingrédients d'un cocktail explosif: la traditionnelle rivalité entre la conservation d'un site et son exploitation économique, l'épineux problème des résidus radioactifs, l'affirmation des droits des peuples autochtones.

Trois enclaves minières (Ranger, Jabi-

«*Nous disons la vérité. Très souvent, des populations non aborigènes mettent en doute l'authenticité de nos cultures. Mais c'est aux Mirrars qu'appartient le site sacré en question*»

luka et Koongarra) y ont été délimitées au début des années 70, avant la création du parc national (1979), précisent les autorités australiennes. Exploitée depuis 1981, la mine de Ranger est toujours en activité. Par ailleurs, le Conseil foncier du Nord (CFN), représentant officiel des 16 clans aborigènes dans les instances de gestion du parc, avait donné son accord en 1982 pour l'exploitation du gisement de Jabiluka.

Changement de décor l'année suivante: le nouveau gouvernement élu en 1983 limite l'exploitation d'uranium. Le projet de Jabiluka est gelé. Cependant, «*avec l'accord du CFN et le consentement donné par les propriétaires coutumiers aborigènes*», affirme le gouvernement dans un rapport daté d'avril 1999, *la concession de Jabiluka est transférée à la com-*

pagnie Energy Resources of Australia (ERA) en août 1991», bien qu'elle reste inexploitée.

Nouveau virage en mars 1996: le Parti libéral remporte les élections fédérales et se déclare pour la construction de nouvelles mines d'uranium, y compris à Jabiluka. Après une série d'études d'impact sur l'environnement, le gouvernement donne son feu vert à ERA, qui commence à creuser la descente de la mine début 1998. Il estime que le projet, créateur d'emplois, pourrait rapporter jusqu'à 2,5 milliards de dollars de recettes d'exportation et 140 millions de royalties aux Aborigènes. Mais les 27 membres du clan mirrar s'y opposent.

Un site «*dangereux*»?

Les Mirrars sont les propriétaires traditionnels de l'enclave de Jabiluka. Ils estiment que la mine les menace et ne se sentent plus liés par l'accord signé par le CFN en 1982. Leur nouveau leader, Yvonne Margarula, fait preuve d'une détermination sans faille: son père, aujourd'hui décédé, et les anciens représentants aborigènes ont, selon les Mirrars, accepté de signer sous la pression des intérêts miniers, à une époque où les droits des Aborigènes étaient encore mal assurés et leurs dirigeants peu accoutumés aux négociations «*modernes*». D'autre part, les Mirrars jugent l'expérience de Ranger non concluante: bien que les Aborigènes aient perçu des royalties, «*la situation sociale de la région ne s'est pas améliorée depuis les années 80*», note une étude commandée par plusieurs acteurs de la gestion de Kakadu, dont ERA, et publiée en 1997.

Contrairement à d'autres clans aborigènes qui y sont favorables, les Mirrars déplorent que l'exploitation minière bouleverse leur vie et mette en péril leur mode de subsistance traditionnel, fondé sur la chasse et la cueillette. Enfin, ils clament que le territoire de la mine est hautement sacré – de la catégorie des sites du *Dreaming* dits «*dangereux*» (les perturber aurait des conséquences terribles). «*Nous disons la vérité*», affirme Yvonne Margarula. *Très souvent, des*

◆ Journaliste au *Courrier de l'UNESCO*.



En octobre 1998, la compagnie Energy Resources of Australia avait déjà bien avancé les travaux d'aménagement de la mine souterraine de Jabiluka. On aperçoit ici, au premier plan, la descente de la mine qui, selon les Aborigènes mirrars, perturbe gravement leurs sites les plus sacrés.

© UNESCO mission/UNESCO

populations non aborigènes mettent en doute l'authenticité de nos cultures. Mais c'est aux Mirrars qu'appartient le site sacré en question.»

Ce groupe d'Aborigènes bénéficie du soutien des écologistes, avec qui ils forment le Jabiluka Blockade (le blocus de Jabiluka) dès 1996, pour stopper le projet. Sur place, des heurts sont enregistrés à plusieurs reprises entre les militants et la police. Près des deux tiers des Australiens se déclarent opposés à l'ouverture de la mine. Une virulente campagne internationale est lancée et trouve des échos dans le monde entier.

Le dossier ne tarde pas à arriver sur le bureau du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, composé de délégués de 21 Etats, élus pour six ans. Il croule sous des centaines de lettres de protestation, qui dénoncent les risques que la mine fait courir à l'environnement et aux droits culturels des Mirrars. L'ONG Union mondiale pour la nature (UICN), l'un des trois organes consultatifs du comité, confirme ces menaces.

En juin 1998, le comité décide d'envoyer une mission d'experts à Kakadu. Elle conclut «qu'il existe des menaces réelles et potentielles sur les valeurs culturelles et naturelles du parc». Elle mentionne notamment les incertitudes scientifiques concernant l'impact de l'exploitation minière sur l'eau et la faune

aquatique ainsi que les effets à long terme du stockage des résidus miniers radioactifs. Elle s'inquiète de «l'impact visuel» de la mine sur le site et des dangers menaçant la culture et la religion des Mirrars.

«On respecte La Mecque ou Jérusalem, alors il faut respecter les lieux saints aborigènes. Le problème, c'est que personne n'a jamais déterminé leur étendue exacte. Ils ne sont connus que par quelques initiés. En principe, ils gardent cette information pour eux mais aujourd'hui, ils sont prêts à la livrer pour se protéger»

L'ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites) et l'ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels) – deux organes consultatifs du comité de l'UNESCO – insistent sur la fragilité du patrimoine intangible des Aborigènes. «On respecte La Mecque

ou Jérusalem, alors il faut respecter leurs lieux saints, estime Henry Cleere, de l'ICOMOS. Le problème, c'est que personne n'a jamais déterminé leur étendue exacte. Ils ne sont connus que par quelques initiés. En principe, ils gardent cette information pour eux mais aujourd'hui, ils sont prêts à la livrer pour se protéger.» Il affirme aussi, avec les Mirrars et de nombreux experts, que l'enclave de Jabiluka est indissociable du vaste ensemble de sites et de pistes du *Dreaming* qui couvre le parc, même si elle n'appartient pas légalement au site classé: lui porter atteinte menace le réseau sacré tout entier.

Droits culturels

La mission déplore que la construction de la mine ait été présentée au comité comme un «fait accompli», alors qu'il aurait dû en être informé avant le début des travaux, d'après les textes de la convention. Elle invite le gouvernement australien à revoir les accords de 1982 et de 1991, afin de protéger les droits culturels des Mirrars.

En décembre 1998, le Comité du patrimoine mondial, réuni à Kyoto (Japon), demande la suspension des travaux et programme une session extraordinaire en juillet 1999 pour décider d'inscrire ou non Kakadu sur la Liste du patrimoine en péril. Les ONG se réjouissent; le gouvernement ►

► australien lance la contre-offensive. Pour lui, l'affaire est un enjeu lourd de politique intérieure. Elle donne lieu à de féroces débats avec l'opposition travailliste et les Verts, qui contestent les choix environnementaux du gouvernement et l'accusent de compromettre le processus de réconciliation avec les Aborigènes, accéléré au début des années 90.

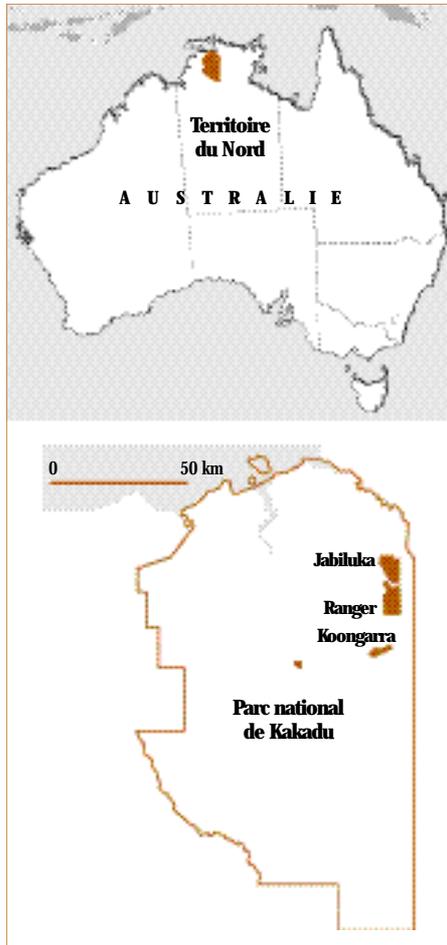
Au cours des discussions, le ministre de l'Environnement australien, le sénateur Robert Hill, et les autres membres de sa délégation, venue en force à Paris, posent d'emblée que l'Australie n'a de leçons à recevoir de personne: elle a été l'un des premiers pays à signer la convention, en 1974, et a adapté sa propre législation à ce traité international. Elle revendique «la plus grande superficie de tous les Etats parties» bénéficiant du label «patrimoine mondial», et consacre 30 millions de dollars par an aux biens inscrits.

Alcool et nourriture occidentale

Le sénateur Hill martèle que les enclaves minières existaient au moment du classement du site et que l'Australie s'était réservée le droit d'exploiter Jabiluka dans le futur. La mine de Ranger n'a pas occasionné de dégâts, soutiennent les délégués australiens, qui se targuent d'une longue expertise minière et d'une réglementation très stricte, établie sur la base de critères écologiques et de santé publique. A coup de contre-expertises scientifiques, ils affirment que les risques pour l'environnement sont minimes et que le mode de stockage des résidus radioactifs est des plus sûrs. Ils ajoutent que la mine, cachée par des collines, est très peu visible depuis le parc. Elle ne peut être vue que du ciel. Or, 10% seulement des touristes survolent Kakadu au cours de leur visite du site.

Ils répètent que les Aborigènes avaient consenti à l'exploitation de Jabiluka par le passé et que la mine ne menace pas directement les sites sacrés, «protégés en vertu de la loi australienne». Ils accusent en réalité les Mirrars d'instrumentaliser leur religion pour arrêter le projet: «Ce n'est qu'en 1997 que des revendications ont été formulées au sujet d'une zone élargie de Boyweg (le nom du site sacré), qui couvrirait éventuellement toute la vallée de la mine, note le rapport d'avril 1999. Dans le même temps, le site a changé de catégorie, passant de site «sacré» à site «sacré dangereux» (...). Ces récentes revendications ne concordent pas avec les dossiers anthropologiques ou les déclarations antérieures...».

Les délégués australiens exonèrent aussi leur gouvernement en ce qui concerne le faible développement socioéconomique de la communauté aborigène et la perte de ses



De même que celles de Ranger et de Koongarra, l'enclave de Jabiluka (73 km²) n'est pas classée «patrimoine mondial», bien qu'elle soit située dans les limites du parc de Kakadu (19 804 km²).

valeurs culturelles. «Nous ne pouvons pas éviter que l'argent serve à acheter de l'alcool et des produits alimentaires occidentaux», lance l'un d'eux devant le comité.

Ils s'engagent cependant à modifier les plans d'exploitation de l'ERA et à renouer le dialogue avec les Mirrars, pour mieux définir leurs droits culturels. Le 12 juillet 1999,

le sénateur Hill abat son joker: la mine de Jabiluka n'entrera en activité qu'en 2001 et sa montée en puissance sera retardée, annonce-t-il. Elle ne sera exploitée pleinement que lorsque la mine de Ranger sera pratiquement fermée, à la fin de la prochaine décennie. Il promet de dégager 1,8 million de dollars pour renforcer les infrastructures du parc et d'intensifier les efforts de l'Etat pour améliorer la situation des Aborigènes sur le plan du logement, de l'eau, de l'éducation, de la santé, de l'emploi, etc.

«Il y aura une enquête dans les mois à venir pour évaluer la menace qui pèse sur les biens culturels des Aborigènes, ajoute-t-il. Nous avons l'intention de nommer un médiateur entre les propriétaires traditionnels et l'ERA. Nous allons faire une pause... Nous reconnaissons la complexité de l'extraction d'une mine dans cet environnement, même si elle ne fait pas à proprement parler partie du parc.»

Le comité du patrimoine mondial décide de ne pas inscrire Kakadu sur la Liste du patrimoine en péril. Mais il continue à se dire «gravement préoccupé» par l'impact de la mine sur les cultures vivantes de Kakadu et par le manque de dialogue et de progrès en matière de gestion du patrimoine culturel avec le peuple mirrar. Il maintient de sérieuses réserves sur les «incertitudes scientifiques» du projet et demande au gouvernement australien de fournir de nouveaux rapports avant le 15 avril 2000.

Venues en force elles aussi au siège de l'UNESCO, les ONG protestent avec fracas. La Wilderness Society, qualifie la décision du comité de «tragique capitulation face à la pression intense du gouvernement australien». Avec elle, plusieurs ONG estiment qu'elle entame la crédibilité de la convention, qu'elle est le fruit de la «sale campagne» menée par l'Australie auprès des Etats

Le parc de Kakadu contient de nombreux sites d'art rupestre, qui montrent des héros mythologiques, des animaux ou des objets familiers aux Aborigènes.



représentés au sein du comité. Le gouvernement avait fait savoir au début de l'année qu'il dépenserait plus de 600 000 dollars pour financer une campagne de lobbying destinée à empêcher Kakadu d'être inscrit sur la Liste du patrimoine en péril. De plus, l'Australie avait annoncé en juin 1999 qu'elle soutiendrait la candidature de l'ancien ministre des Affaires étrangères Gareth Evans à la succession de Federico Mayor, au poste de directeur général de l'UNESCO. La Wilderness Society avait dit espérer que ce soutien «*n'était pas uniquement un moyen de pression sur le président du comité du patrimoine mondial, l'ambassadeur japonais Koichiro Matsuura*», lui-même candidat à la direction de l'UNESCO.

Au-delà de ses multiples dimensions politiques, l'affaire de Kakadu a démontré la vulnérabilité du patrimoine mondial. Jusqu'où le préserver, quand certains paysages

«On considère aujourd'hui qu'il existe des cultures non monumentales où le paysage a une valeur culturelle très élevée, surtout en Afrique et en Océanie. Il faut les protéger au nom de l'humanité»

ou monuments extraordinaires sont de plus en plus menacés, comme le montre l'allongement de la Liste du patrimoine en péril, qui compte aujourd'hui 23 sites? Pourra-t-on, à l'avenir, faire barrage aux projets économiques, miniers ou autres, qui les mettent en danger, quand les besoins d'emplois et de croissance sont de plus en plus pressants? Qui doit décider de la valeur des sites et des moyens de les sauvegarder? «*A l'origine, le patrimoine mondial était défini selon la tradition culturelle artistique occidentale, explique Henry Cleere. Mais le concept a évolué: on considère aujourd'hui qu'il existe des cultures non monumentales où le paysage a une valeur culturelle très élevée, surtout en Afrique et en Océanie. Il faut les protéger au nom de l'humanité.*» Mais que faire quand leur valeur n'est pas pleinement reconnue, y compris dans leur propre pays? Jusqu'où la communauté internationale peut-elle aller pour les protéger? Le débat se poursuit. Selon la convention de 1972, les Etats qui demandent que certains de leurs sites soient inscrits sur la Liste reconnaissent qu'ils constituent «*un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.*» Mais ils peuvent en même temps prétendre à voir leur souveraineté «*pleinement respecté.*»



En avril 1999, Hillary Clinton reçoit Yvonne Margarula: la chef des 27 «propriétaires traditionnels» mirrars de l'enclave de Jabiluka venait de recevoir le prestigieux prix Goldman pour l'environnement — qu'elle partageait avec sa compagne de lutte Jacqui Katona (à l'arrière-plan).

Dans le cas de Kakadu, le gouvernement australien a défendu une interprétation très restrictive de la convention sur le rôle de la coopération internationale, incarnée par le comité: il lui a notamment dénié le droit d'inscrire un bien sur la liste «en péril» sans son accord. Le sénateur Hill a d'autre part critiqué le fonctionnement du comité en remettant en question la légitimité de ses organes consultatifs. «*Il faudra réexaminer le rôle des soi-disant experts indépendants et des conseillers*», a-t-il déclaré.

Ecoimpérialisme

Il a ainsi apporté de l'eau au moulin des contempteurs d'une gestion collective du patrimoine de l'humanité. Dans l'affaire Kakadu, l'Australie a bénéficié du soutien d'une quarantaine de congressistes américains, qui dénoncent «*l'écoimpérialisme*» de l'UNESCO. «*Tout conflit au sujet d'une mine australienne devrait être résolu par les citoyens australiens travaillant avec leurs représentants élus — pas dans un obscur comité du patrimoine mondial... Nous vous demandons d'inciter la délégation américaine auprès du comité du patrimoine mondial à ne pas se mêler de l'affaire Jabiluka*», ont-ils écrit dans une pétition adressée au président Clinton le 1^{er} juillet. Ce groupe de pression tente d'imposer que la gestion des sites américains du patrimoine mondial soit contrôlée par le Congrès. Il présente son action comme «*une réponse à l'immixtion du comité dans une controverse à propos d'une mine d'or située sur une propriété privée en-dehors des frontières du*

parc national de Yellowstone...». Washington avait obtenu l'abandon du projet minier en 1996, après l'inscription de Yellowstone sur la liste «en péril».

Ce cas et bien d'autres montrent que la gestion collective du patrimoine universel entre malgré tout dans les mœurs. Si l'affaire de Jabiluka n'a pas confirmé cette tendance, elle a cependant mis en lumière l'extraordinaire pouvoir de mobilisation des partisans d'une gouvernance mondiale. Aux quatre coins de la planète, des ONG, des hommes politiques — le parlement européen avait adopté une résolution contre la mine en janvier 1999 — et de simples individus se sont passionnés pour «*sauver Kakadu*». «*On n'avait jamais vu ça*», résume Sarah Titchen, qui a suivi le dossier au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO. «*Kakadu est désormais connu dans le monde entier par tous ceux qui s'intéressent au patrimoine.*»

Et le feuilleton continue. Les Mirrars s'opposent maintenant, en toute légalité, à la construction sur leur territoire d'une route d'une quinzaine de kilomètres; elle permettrait à la société ERA de transporter sur le complexe minier de Ranger l'uranium extrait à Jabiluka. Le traitement du minerai dans les infrastructures de Ranger serait moins périlleux pour l'environnement et, surtout, beaucoup moins coûteux. Au point qu'ERA n'exclut pas de quitter la région de Kakadu avant 2006, si les Mirrars ne cèdent pas à propos de la route. Et il ne faut pas compter sur le serpent arc-en-ciel pour leur conseiller de le faire. ■

ALPHABÉTISATION DES FEMMES: UN B.A.-BA À REVOIR

♦ Anna Robinson-Pant

Un regard critique sur deux expériences d'alphabétisation vécues avec des Népalaises révèle le décalage entre l'offre éducative et les demandes des alphabétisées.

«*La boue du chemin nous faisait glisser. Laxmi a ôté ses sandales, en disant qu'un concombre vert comme elle ne devrait pas peiner autant. "C'est la faute de mes parents", a-t-elle ajouté.*» Laxmi se rendait à un cours d'alphabétisation pour adultes organisé le soir dans son village d'Arutar (Ouest du Népal). Comme presque toutes les femmes d'âge mûr des environs, elle n'avait fréquenté aucune école étant jeune, alors que ses frères y étaient allés. «*Concombre vert*» est une allusion à une expression népalaise courante: «*Pourquoi manger du concombre vert à l'heure de la mort?*». Dans la région, consommer du concombre est à la fois un luxe et un défi, autant que s'alphabétiser à un âge avancé.

«Éducation» et «alphabétisation»

J'ai conversé avec Laxmi sur le mode amical, mais aussi dans le cadre de ma recherche sur les liens entre alphabétisation et développement. Pourquoi des femmes font-elles tant d'efforts pour apprendre à lire et à écrire? Que pensent-elles avoir obtenu grâce à ces cours? J'ai vécu huit mois à Arutar pour tenter de le comprendre. Huit mois où chacune, en fait, a beaucoup appris sur l'autre: Laxmi et ses amies étaient perplexes sur les raisons que pouvait avoir une Occidentale de vivre, avec son fils de quatre ans, dans un village situé à huit heures de marche de toute route!

Dans beaucoup de pays en développement, dont le Népal, où 14% seulement des femmes adultes savent lire et écrire, on présente souvent l'alphabétisation comme la voie d'accès à un travail rémunéré et à une meilleure hygiène. Administrateurs et stratèges des organisations d'aide au dévelop-

1. Les passages en italiques sont des extraits des notes prises par l'auteur sur place.

♦ Chercheuse à l'Université du Sussex, Royaume-Uni, lauréate du prix international 1999 de l'UNESCO pour la recherche sur l'alphabétisation.



Alina, l'enseignante d'Arutar, aide Laxmi, Januka et Pydi à devenir aussi instruites que leur mari et leurs enfants. Anna Robinson-Pant les a saisies en pleine action.

pement ne cessent de le répéter: les mères plus instruites ont des enfants moins nombreux, en meilleure santé et mieux éduqués; elles sont elles-mêmes plus «productives». Cependant, j'avais commencé à comprendre, au fil des ans, que les femmes qui suivaient et donnaient les cours d'alphabétisation ne partageaient pas toujours ces points de vue. Les institutions utilisent les mots «éducation» et «alphabétisation» de façon interchangeable, pour faire le lien entre le taux d'alphabétisation des femmes et des indicateurs de développement comme la mortalité infantile, la fécondité et la nutrition. Au niveau local, elles mesurent souvent le succès d'un cours à travers le pourcentage de femmes qui ont ensuite adhéré à des groupes d'épargne et de crédit, ou par le nombre de familles qui ont construit des latrines.

J'avais l'impression que les femmes qui assistaient aux cours, de même que les enseignantes, étaient moins persuadées des effets

concrets de l'alphabétisation, et la distinguaient nettement de l'«éducation». Celle-ci, dispensée à l'école, permettrait à leurs enfants d'avoir un bon poste et un bon statut, mais la «classe des adultes» n'en était, à leurs yeux, qu'un piètre substitut. Je les ai entendues dire que le certificat remis à la fin du cours n'était d'aucune utilité pour trouver du travail: «*C'est juste pour nous*». En observant les classes, j'ai bien perçu cette tension entre ce que voulaient les femmes et le contenu des programmes. Beaucoup abandonnaient mais d'autres contestaient ouvertement ce que les organisations leur offraient. Elles rejetaient, en particulier, l'approche dite d'«alphabétisation fonctionnelle», avec ses messages et ses savoir-faire directement liés au développement.

Ce que j'ai vu différait radicalement d'un cliché si souvent repris: la femme pauvre du tiers monde qui apprend avec gratitude à lire des textes sur la façon d'améliorer la vie de sa famille. Ces femmes connaissaient déjà

le planning familial et les règles de nutrition. Si elles ne s'en servaient pas, c'est parce qu'elles n'avaient aucun accès physique aux infrastructures médicales, ou parce qu'elles n'étaient pas d'accord avec ces idées nouvelles. Elles n'étaient pas venues au cours d'alphabétisation pour parler santé, exploitation forestière ou possibilités de crédit, mais pour apprendre à lire et à écrire. Parfois à des fins pratiques – tenir des comptes, écrire des lettres –, mais souvent, tout simplement, pour se sentir aussi instruites que leur mari et leurs enfants.

Une contestation ironique

C'est le désir d'exprimer le point de vue de ces femmes qui m'a incitée à approfondir la recherche. J'ai choisi de me concentrer sur deux programmes, dans des régions différentes du Népal. Le cours d'Arutar était proposé par une organisation internationale qui l'utilisait pour constituer parmi les femmes des groupes de micro-crédit; celui des environs de Katmandou (dans le district de Lalitpur), par une petite ONG locale qui avait élaboré ses propres polycopiés, liant alphabétisation et sensibilisation aux questions de santé.

Dans les deux cours, animés par une équipe locale, les leçons visaient à donner des

«Qu'est-ce que je dois faire? Manger ou apprendre? Comment puis-je couper le riz, le faire sécher toute la journée, et puis venir étudier?»

conseils d'hygiène. J'ai vu plusieurs femmes âgées récuser ces messages et contester ironiquement l'image de la paysanne ignorante qui ressortait de ces récits: *Nani [la formatrice] a expliqué qu'il y a un ver dans le «sag» (sorte d'épinard) : si on le mange cru, on tombe malade. Hilarité générale: «Si on est aux champs pour récolter le riz du matin au soir et qu'on aperçoit un beau «sag», qu'est-ce qu'on fait? On n'a pas le temps de le faire cuire! On le mange, et le ver avec.» Nani a parlé ensuite d'un autre ver, l'ankylostome: «Vous pouvez l'attraper si vous allez aux toilettes pieds nus.» Une femme a éclaté de rire et lancé: «Celui-là, il n'est pas dangereux pour nous: des toilettes, on n'en a pas! On va à la rivière.» Les plus âgées se sont mises à ricaner entre elles. Celle qui a plaisanté s'est tournée vers moi: «Qu'est-ce que je dois faire? Manger ou apprendre? Comment puis-je couper le riz, le faire sécher toute la journée, et puis venir étudier? J'ai mal aux bras, je suis complètement épuisée.»*

Formatrice expérimentée d'un certain âge, Nani savait gérer ces sarcasmes et exprimer sa sympathie aux femmes trop fati-



Souvent, les femmes de caste inférieure d'Arutar apprennent à écrire pour fortifier l'estime qu'elles ont d'elles-mêmes, plus que pour se rendre capables de tenir un livre de comptes.

guées pour suivre. Mais les jeunes animatrices, jugeant le style «débat» trop redoutable, préféreraient faire psalmodier les lettres de l'alphabet. Il y avait un autre problème: la langue. Les leçons étaient écrites en népalais, en partie pour satisfaire les femmes jeunes qui voulaient apprendre à le parler couramment, considérant qu'il leur ouvrirait plus de portes que le newari, leur langue locale. Mais les plus âgées tenaient absolument à ce que les formatrices fassent cours en newari, si bien qu'en pratique on mélangeait les deux.

Des rapports plus hiérarchiques

A Arutar, la classe d'alphabétisation débouchait directement sur des activités collectives autour de l'épargne, du crédit et du travail rémunéré. Si les femmes reconnaissaient que l'agence de développement leur offrait une occasion rare d'obtenir un prêt, elles contestaient indirectement beaucoup de ces idées, jusqu'au lien supposé entre

alphabétisation et revenu. Lors de mon entretien avec Sansara, trésorière du collectif des femmes d'Arutar (et mère de sept enfants), elle m'a dit que son rôle consistait à s'occuper du registre: *Je lui ai demandé ce qu'il y avait dedans. Elle a répondu qu'elle n'en avait aucune idée. D'autres écrivent; elle n'est chargée que de l'apporter aux réunions.* J'ai découvert par la suite que Sansara avait en tête tous les emprunts contractés par les membres, avec calendriers de remboursement et intérêts dûs, mais que ces détails n'étaient pas notés par écrit. Les adhérentes préféraient leurs procédures orales traditionnelles, ou compaient sur des jeunes de leur famille. Néanmoins, l'organisation tenait beaucoup à ce qu'elles adoptent ces comptes tenus par écrit, même si, en réalité, ils étaient moins précis.

Tant à Arutar qu'à Lalitpur, les femmes incitaient l'enseignante à faire psalmodier des textes repris en chœur ou copier des mots, au lieu de pratiquer la méthode plus ▶

► créative des débats à laquelle on l'avait formée. Même si elles contestaient son autorité en matière d'idées nouvelles, elles aspiraient à un rapport plus hiérarchique où elles l'appelaient «Mademoiselle», répondaient présentes, et imitaient le type d'enseignement qu'elles avaient vu dans les écoles locales. Alina, la formatrice d'Arutar, réagissait en traitant comme des écolières ces femmes bien plus âgées qu'elle.

Alina: Vous avez compris? J'en ai tellement parlé que je ne sais pas si vous avez compris. Demain, je ne veux aucun enfant ici! Et révisiez à la maison.

Toutes les femmes rient: elles n'auront pas le temps.

Alina: Si vous ne pouvez pas apprendre, comment puis-je enseigner? Rentrez chez vous et étudiez dès que vous aurez un instant de libre.

Si beaucoup de femmes contestent les méthodes d'enseignement, la langue des cours ou leur contenu, leur présence dans ces classes suggère qu'elles voient malgré tout quelque chose à gagner à l'alphabétisation. Avec le temps, j'ai compris: ce qui les intéresse vraiment est moins tangible que la capacité à tenir une comptabilité écrite. Sansara, la trésorière, a voulu me montrer les pages du registre où les femmes avaient signé de leur nom. J'ai remarqué que, sur une autre, il n'y avait que des empreintes de pouce: c'étaient celles de leurs maris, qui avaient assisté un jour au cours à leur place. Que la femme puisse signer, au lieu de laisser une empreinte de pouce comme son mari, voilà qui indique que d'importants changements sont en cours.

Espaces privés

Curieusement, la plupart des hommes ne voient là aucune menace à leur autorité: ils considèrent simplement l'écriture comme une compétence qu'un membre de la famille doit avoir. Pour les femmes en revanche, signer de leur nom est la marque d'une identité nouvelle d'«alphabétisée». Quand j'ai assisté à la réunion annuelle des parents à l'école d'Arutar, j'ai constaté que les quelques femmes présentes étaient venues, notamment, pour affirmer publiquement cette identité en signant le registre.

A Arutar, j'ai pu observer que certaines femmes commençaient à utiliser l'écriture à leurs propres fins. Assise à côté de Misra, j'ai jeté un coup d'œil sur son cahier. Elle avait écrit quelque chose sur elle. Voyant que je regardais, elle l'a caché. Alina [l'enseignante] lui a demandé ce qu'elle avait écrit. «Quelque chose que j'avais en tête», a-t-elle répondu. Mais elle a refusé de le montrer. Cela m'intéressa vivement: Misra, que son mari refusait de laisser venir régulièrement au cours, était peut-être en train de s'exprimer par l'écriture. Écrire (et lire) pourrait bien offrir



Sansara, la trésorière du collectif des femmes d'Arutar, avec deux de ses sept enfants.

© Anna Robinson Part, Sussex

aux femmes un espace privé pour réfléchir sur leurs expériences vécues (voir encadré).

Donc, qui doit déterminer le type de programme proposé, en fonction de quelles priorités? Le lien établi, par la méthode «fonctionnelle», entre alphabétisation et information sur la santé, la nutrition ou l'activité rémunérée semble essentiellement satisfaire un besoin des institutions: assigner des résultats quantifiables aux cours d'alphabétisation. Mes expériences au Népal montrent que nous, les «développeurs», n'avons pas pris le temps de comprendre d'où partent les femmes et – plus important – où elles veulent aller. Elles ont déjà des connaissances sur l'alimentation et l'éducation des enfants. Il se pourrait qu'elles n'aient aucune envie d'ap-

prendre à rédiger des ordres du jour ou à faire des comptes. Le désir d'écrire qu'on ressent en tant que femme de caste inférieure, ou de lire des livres religieux, est-il aussi justifiable que des objectifs plus concrets? Si les femmes veulent imiter le style d'enseignement des écoles traditionnelles du village, les organisations d'aide au développement doivent-elles soutenir ce choix?

Un stéréotype universel

L'exemple de ces cours au Népal montre que, si les femmes n'obtiennent pas le type d'alphabétisation qu'elles veulent, elles abandonnent ou font pression sur la formatrice pour qu'elle se concentre sur ce qui leur convient. Les institutions devraient répondre à ce défi en donnant aux femmes un contrôle plus direct sur les contenus et les méthodes. On pourrait commencer par une enquête sur leurs besoins et leurs préoccupations particulières. Toutes ne souhaitent pas écrire sur leur vie et certaines préfèrent peut-être, effectivement, apprendre à tenir des comptes. Les cours d'alphabétisation devraient s'appuyer sur les centres d'intérêt des femmes et sur la compréhension du contexte local, non sur un stéréotype universel de la «femme analphabète». L'éducation en matière de planning familial, par exemple, pourrait partir d'une approche plus critique, qui incite les femmes à analyser leurs problèmes et à trouver des moyens d'y faire face.

Les programmes commencent seulement à s'inspirer de méthodes préparatoires participatives. En termes de développement, les résultats seraient peut-être plus difficiles à évaluer. Mais en termes de confiance en soi et de changements dans les rapports sociaux, les femmes y gagneraient durablement, ce qui leur apporterait, en fin de compte, un mieux-être. ■

UNE CASTE «INFÉRIEURE»

Dans ce récit, extrait de *Sangalo*, recueil publié par l'ONG Save the Children (États-Unis) à l'intention des nouveaux alphabétisés, Sushila Uparkoti, d'Arutar, explique sa situation de femme de caste inférieure.

«Les 36 castes du Népal sont comme les fleurs d'un jardin commun!.» Les castes inférieures sont opprimées. Les femmes n'ont pas le droit d'aller dans des lieux comme les trous d'eau, les auberges, les temples. Nos pères et mères disaient que les études n'étaient pas pour notre caste. A quoi bon étudier? Impossible d'avoir un bon emploi, répétaient-ils. Quand ils voulaient écrire des lettres, ils devaient s'adresser aux castes supérieures, qui demandaient toute une matinée de travail pour une seule lettre. Nous étions très tourmentées par notre

propre condition. Même au cours pour adultes, nous avons dû nous asseoir à l'écart de nos amies des castes supérieures.

Mais nous avons compris qu'une des raisons de notre infériorité était le manque d'instruction. Aujourd'hui, après avoir étudié au cours pour adultes, nous pouvons lire et écrire certaines des choses que nous pensons. Nos parents sont très contents que nous sachions lire et écrire des lettres. Ils ont commencé à envoyer nos jeunes frères et sœurs à l'école. Le nombre des élèves de caste inférieure y a augmenté. Il semble bien que c'est par manque d'instruction que nous avons été dominés et opprimés. ■

1. On doit cette formule célèbre au roi Prithvi Narayan Shah, qui a unifié le Népal au XVIII^e siècle.

La montée du sida: alertez les jeunes!

Sommaire

18 **Changer la «culture sexuelle» des jeunes**

Entretien avec Peter Piot

20 **Sida: les jeunes filles du Sud
en première ligne**

1 | L'épicentre africain

22 **Mobilisation générale impérative**

Damien Rwegera

25 **«L'arbre à capotes» de Fanta Régina Nacro**

26 **Les guérisseurs à la rescousse**

Alassane Cissé

2 | L'Asie du Sud-Est

27 **Le poids des tabous, le jeu des médias**

Pawana Wienrawee et Carol Livingstone

29 **Le modèle thaïlandais s'essouffle**

Wanphen Sreshthaputra

3 | Apprendre, partout

30 **Prévention à l'école: un très long chemin**

Monique Fouilloux

32 **Jeux de rôles au Rwanda**

Dr Yvon Moren

33 **Ouganda: *jihad* contre le sida**

Maggie Keenan Wheeler

34 **Mexique: Luna, une lumière dans
la noirceur**

Guillermina Navarro

35 **Le stigmate du sida**

Jean Dussault



© Unesco/Allen

L'endiguement de l'épidémie du sida dans les pays industrialisés et le recours aux dernières thérapies font exceptions: partout ailleurs, la pandémie progresse, 90% des infectés ignorent leur séropositivité, les malades sont peu ou pas soignés. C'est notamment le cas en Asie du Sud-Est et surtout en Afrique noire où l'épidémie peut finir par échapper à tout contrôle. Six millions de personnes supplémentaires ont été infectées en 1998 dans le monde, dont quatre dans cette région. Deux millions y sont mortes du sida, sur un total mondial de deux millions et demi (pp. 20-21).

Aucun vaccin ne peut aujourd'hui le prévenir et les dernières thérapies sont trop chères pour le Sud: la prévention est plus que jamais la seule arme possible, d'autant que les nouveaux infectés sont pour moitié des jeunes, plus ouverts que les adultes aux comportements sans risques. Mais «*on a préféré fermer les yeux*», souligne Peter Piot, directeur d'ONUSIDA (pp. 18-19). Une très forte charge symbolique fait toujours du sida un sujet tabou, particulièrement en Afrique noire (pp. 22 à 24). Les écoles ne s'entrouvrent que timidement à l'éducation sur le sida (pp. 30-31). La stigmatisation des malades freine toujours la prévention (pp. 35-36).

Pourtant, de nouvelles approches portent leurs fruits: en Asie du Sud-Est (pp. 27-28) et notamment en Thaïlande avec la campagne «100% préservatif» (p. 29); en Afrique noire, par le biais du cinéma (p. 25), des guérisseurs (p. 26), des écoles coraniques (p. 33) et même des instituteurs (p. 32); en Amérique, auprès des enfants de la rue de Mexico (p. 34). Elles réussissent à la triple condition d'être ciblées, contextualisées et appuyées par les gouvernants. Ceux-ci semblent enfin réaliser la gravité de la situation et la nécessité d'y faire front.

Changer la «culture sexuelle» des jeunes

Pour Peter Piot, directeur de l'organisme ONUSIDA, les racines de l'épidémie sont la pauvreté et le machisme. Il faut s'y attaquer en priorité par l'éducation.

Les nouveaux cas d'infection au VIH dans le monde concernent, pour moitié environ, des jeunes de 15 à 24 ans. Comment expliquer cet état de fait?

C'est un âge où l'on s'initie au sexe et où l'on change plus souvent de partenaires, ce qui multiplie les risques de contamination. Mais le problème est beaucoup plus complexe. Nos études au Kenya et en Zambie montrent que 15%, voire 23% des filles de 15 à 19 ans sont séropositives, contre «seulement» 3% à 4% des garçons. Elles sont plus vulnérables pour des raisons à la fois biologiques (l'appareil génital féminin, plus susceptible d'être infecté que le masculin, est d'autant plus vulnérable chez les jeunes filles qu'il n'est pas encore tout à fait développé) et socioculturelles (elles sont généralement infectées par des hommes plus âgés qu'elles). Les racines du mal se trouvent essentiellement dans la pauvreté et dans le machisme. D'où l'importance de l'éducation des garçons, qui doivent apprendre que leur valeur ne se mesure pas au nombre de femmes qu'ils auront séduites. C'est toute la «culture sexuelle», si je peux m'exprimer ainsi, qu'il faut modifier. Il y a de quoi être humble: ce n'est pas en l'espace de quelques années que l'on réussira à changer le monde.

Quel est l'impact de l'éducation préventive sur le comportement sexuel des jeunes?

Les jeunes sont plus réceptifs aux messages de prévention et ont par la suite une sexualité plus responsable que les adultes. Dans les pays où la prévention a donné de bons résultats, on a enregistré une baisse spectaculaire du taux de nouvelles infections, précisément chez les 15-24 ans. En huit ans, ce dernier a baissé de 40% en Ouganda, dans les milieux urbains. En Zambie, le taux d'infection a baissé surtout chez les jeunes scolarisés. Cela montre bien que l'enseignement a un rôle important à jouer. S'il est vrai que beaucoup de jeunes des pays en développement ne vont pas régulièrement ou longtemps à l'école, la majorité y passent néanmoins. Il faut saisir cette opportunité et fournir une éducation adaptée sur le sida dès la première année du primaire. Des craintes persistent sur le fait que cela inciterait les jeunes à avoir des relations sexuelles. Mais qui a attendu d'avoir des leçons pour commencer sa vie sexuelle? Il est désormais scientifiquement prouvé que l'éducation préventive a pour résultat des rapports sexuels retardés et protégés.

Est-ce que l'éducation sur le sida à l'école a la place qu'elle mérite?

Honnêtement non, y compris dans le monde industrialisé. Cependant, certains pays réalisent un travail remarquable. Le Brésil, par exemple, a un très bon programme qui commence à l'école primaire, lancé avec l'appui de l'UNESCO. Le Zimbabwe aussi, avec l'aide de l'UNICEF. Les écoles ougandaises ont introduit une nouvelle «matière», *straight talk* (parler franchement), qui consiste à commenter en classe des suppléments de quotidiens, publiés à l'intention des jeunes. L'expérience se développe au Kenya et dans quelques pays, mais elle est loin d'être généralisée.

J'entends personnellement renforcer mes contacts avec les responsables de l'éducation, les ministres et les syndicats d'enseignants. Des programmes scolaires incluant la question du sida ont été élaborés, testés et laissés dans les tiroirs. Comme beaucoup de bonnes intentions. Il ne s'agit plus de développer le matériel pédagogique mais de l'utiliser.

Qui a attendu d'avoir des leçons sur le sida pour commencer sa vie sexuelle? Il est désormais scientifiquement prouvé que l'éducation préventive a pour résultat des rapports sexuels retardés et protégés

L'Assemblée générale des Nations unies s'est récemment fixée comme objectif une réduction de 25% des taux de nouvelles infections chez les jeunes des pays les plus touchés par l'épidémie. N'est-ce pas trop ambitieux?

Ambitieux certes, mais pas irréaliste. Des expériences concrètes ont prouvé qu'une telle réduction était possible, à condition de mobiliser toutes les forces de la société. Et les jeunes en premier lieu. A l'ONUSIDA, nous travaillons donc beaucoup avec eux. Nous préparons nos campagnes de sensibilisation non seulement avec des jeunes de 19-20 ans employés dans l'organisation, mais aussi en consultant des adolescents dont les idées sont toujours rafraîchissantes. Depuis 1997, nous organisons chaque année une campagne mondiale contre le sida qui vise la jeunesse. Le jeune footballeur brésilien Ronaldo s'y est engagé. Après des jeunes qui viennent, comme lui, de communautés très pauvres, ses paroles ont beaucoup plus de poids que les miennes.

Si on ne trouve pas comment guérir du sida, l'épidémie sera une bombe atomique silencieuse pour l'humanité.

Kenneth Kaunda,
ancien président de la Zambie
(1924-)



© San Spiegel/linear, Antien

Marche à San Salvador, à l'occasion de la Journée mondiale du sida.

Le regretté Philly Lutaaya, chanteur très populaire en Ouganda, mort du sida, faisait aussi partie des nôtres. Si tous les gens célèbres qui, comme Lutaaya, sont séropositifs sortaient de l'anonymat, cela ferait un grand effet. Mais souvent, ils se taisent et je comprends qu'ils craignent d'être rejetés. Le sida a une tête de Janus dont les deux faces sont aussi terrifiantes l'une que l'autre: d'un côté le virus qui tue, de l'autre la société qui tue elle aussi.

Comment peut-on combattre la stigmatisation?

C'est ma nouvelle priorité. Dans le cadre d'une démarche pragmatique, nous plaçons des volontaires qui ne cachent pas leur séropositivité dans des écoles, mais aussi dans des hôpitaux, des ministères ou autres endroits stratégiques. Le sida «à visage découvert» a un impact beaucoup plus fort que n'importe quel discours sur le respect de la personne. Ces volontaires travaillent déjà au Malawi, en Zambie, en Thaïlande, en Afrique du Sud et au Burundi; il y en aura prochainement au Burkina Faso. Mon souhait serait de répandre cette stratégie à travers le monde, mais nous n'en avons pas les moyens, d'autant qu'il est très difficile de trouver des personnes qui acceptent une telle mission.

Le sida sévit depuis 20 ans déjà. Comment expliquez-vous qu'il demeure entouré de silence?

Le tabou sur le sida est un phénomène universel. Dans la plupart des sociétés, parler de la sexualité n'est pas facile, même au sein d'un couple. Par ailleurs, l'impact du sida sur les sociétés est plus fort aujourd'hui qu'il y a 15 ans. Il y a aussi le déni, qui est la réaction instinctive face à un danger. Relisez *La Peste* d'Albert Camus. Une autre réaction, tout aussi naturelle, est de se dire que cela n'arrive qu'aux autres. Ainsi, pendant deux décennies, on a préféré fermer les yeux. A l'exception de l'Ouganda, du Sénégal et de la Thaïlande, rares sont les pays où les leaders politiques ont réagi à temps. L'ancien président américain Ronald Reagan n'a

jamais prononcé le mot «sida» en public durant ses deux mandats.

Mais depuis 1998, le sens du dialogue s'est inversé: avant, c'était à moi de convaincre les dirigeants politiques de la gravité de la situation dans leur pays; maintenant, ce sont eux qui prennent des initiatives. C'est un grand pas en avant.

A quoi peut-on attribuer ce revirement?

D'un côté, l'impact du sida sur les sociétés a atteint un tel degré qu'on ne peut plus le nier, même si notre capacité de déni est énorme. D'un autre côté, toute modestie mise à part, l'action concertée du système des Nations unies a beaucoup joué. Nous saisissons toutes les opportunités pour faire passer le message en multipliant nos partenariats, avec des scouts, des mouvements de femmes ou d'agriculteurs, par exemple. Pour ma part, je rencontre des chefs d'Etats, des maires de grandes villes, des ministres des Finances, des PDG, des généraux, des musiciens, des footballeurs, des évêques, de grands imams, bref, tous ceux qui influencent la société. Les religieux peuvent faire obstacle à la prévention, mais je les considère surtout comme des alliés.

Le sont-ils réellement?

Je constate que les religieux qui sont en contact étroit avec la population – le curé de la paroisse, l'imam du village – sont les plus ouverts à la prévention, y compris lorsqu'il s'agit de promouvoir le préservatif, point le plus délicat à leurs yeux. Plus on monte dans la hiérarchie, plus le dialogue devient difficile. Cela dit, un représentant du Vatican a participé à notre conférence de Buenos Aires sur l'engagement des religieux dans la lutte contre le sida, en mars 1999. Son message était clair: l'éducation sexuelle à l'école est nécessaire. Il y a quelques années, c'était encore impensable. ■

Propos recueillis par Jasmina Sopova

L'ONUSIDA: un programme commun

Fondé en 1996, le programme commun des Nations unies pour le VIH/sida (ONUSIDA) réunit le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et la Banque mondiale.

Premier programme de ce type dans le système des Nations unies, il regroupe les compétences dans des secteurs allant de la santé au développement économique. ■

Sida: les jeunes filles du Sud en première ligne

L'épidémie de VIH/sida explose dans les pays du Sud. Elle frappe surtout les jeunes et parmi eux, les filles.

Deux décennies après le début de sa diffusion, le VIH/sida est un fléau en pleine expansion, qui affecte très lourdement les jeunes et les pays en développement. Au niveau mondial, un tiers des 33,4 millions de personnes qui vivent avec le virus ont entre 15 et 24 ans; environ la moitié des nouvelles infections touche cette tranche d'âge. Cinq nouveaux jeunes sont contaminés chaque minute. Des études réalisées en Afrique révèlent aussi que le taux de contamination est quatre ou cinq fois plus élevé chez les filles que chez les garçons.

En 1998, 95% des nouvelles infections se sont produites dans le monde en développement, et 70% dans la seule Afrique noire. Le sida y est devenu la principale cause de décès. Dans certains pays du continent, le taux de croissance de la mortalité infantile a atteint 150% pour la seule année 1998, et l'espérance de vie a perdu jusqu'à 20 années à cause du sida.

L'épidémie compromet aussi le développement économique: beaucoup d'entreprises africaines affirment que le coût du sida – maladie et décès – est parfois supérieur à leurs profits. Ailleurs aussi, la crise progresse: parmi les 7,2 millions d'Asiatiques atteints par le VIH, un sur cinq a été infecté en 1998.

Les prévisions sont des plus alarmantes. En 1990, le virus a tué 8,6% des adultes décédés de maladies infectieuses dans le monde en développement. On estime qu'en 2020, il en tuera 37,1%. ■

Epidémie de VIH/sida: estimations globales, décembre 1998

Personnes infectées en 1998

Total	5 800 000
Adultes (15 à 49 ans)	5 200 000
Femmes	2 100 000
Enfants de moins de 15 ans	590 000

Personnes vivant avec le VIH/sida

Total	33 400 000
Adultes (15 à 49 ans)	32 200 000
Femmes	13 800 000
Enfants de moins de 15 ans	1 200 000

Décès dus au sida en 1998

Total	2 500 000
Adultes (15 à 49 ans)	2 000 000
Femmes	900 000
Enfants de moins de 15 ans	510 000

Nombre total de décès dus au sida depuis le début de l'épidémie

Total	13 900 000
Adultes (15 à 49 ans)	10 700 000
Femmes	4 700 000
Enfants de moins de 15 ans	3 200 000

Source: ONUSIDA

Action et transmission du VIH

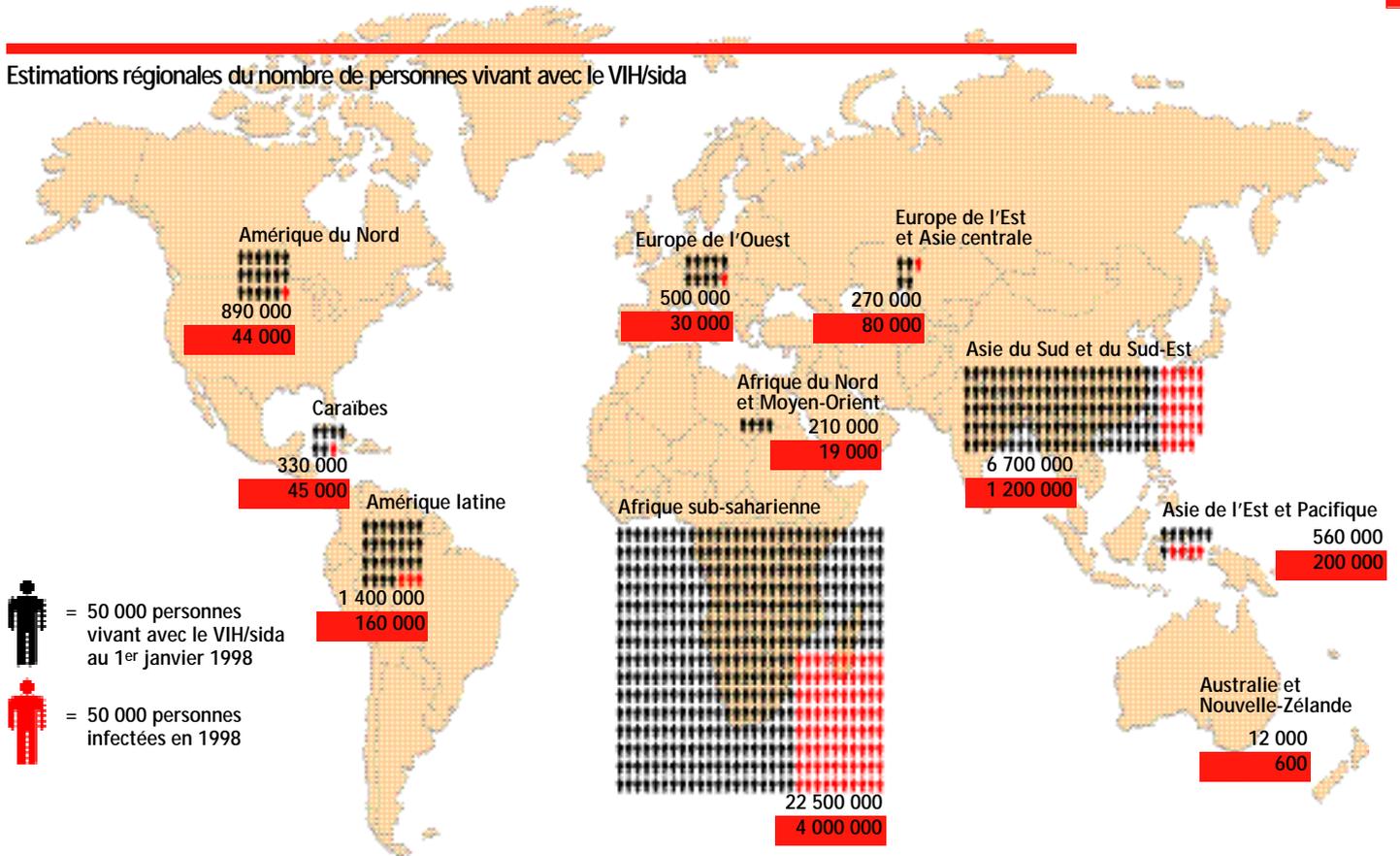
Le sida (acronyme de «syndrome d'immunodéficience acquise») est causé par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), qui affaiblit le système immunitaire de l'organisme.

Une fois qu'elles ont contracté le VIH, les personnes sont infectées à vie et succomberont probablement à des infections opportunistes graves causées par l'affaiblissement de leur système immunitaire. Un traitement par des antirétroviraux peut ralentir la progression de l'infection mais ces médicaments sont trop onéreux pour la grande majorité des malades des pays en développement, qui n'ont souvent pas même accès aux médicaments permettant de combattre les infections opportunistes. Pour ces personnes qui ne peuvent bénéficier d'un traitement antirétroviral, il s'écoule environ huit années entre leur infection par le VIH et le développement de maladies graves qui caractérisent le sida. La plupart des patients chez lesquels le sida s'est déclaré ne survivent pas plus de deux ans.

Le VIH se transmet lors de rapports sexuels non protégés (sans préservatif), lors de transfusions sanguines non contrôlées, par l'échange d'aiguilles contaminées (le plus souvent lors d'injection de stupéfiants) ou d'une femme infectée à son enfant pendant la grossesse, l'accouchement ou l'allaitement au sein.

Le VIH est un virus qui agit lentement. Les personnes infectées semblent, pour la majorité, en bonne santé, et se sentent bien pendant de nombreuses années après avoir été infectées; elles ne suspectent même pas qu'elles sont porteuses du virus, bien qu'elles puissent le transmettre aux autres. Selon les estimations conservatrices d'ONUSIDA, 90% des personnes infectées par le VIH dans le monde ne savent pas qu'elles sont porteuses du virus. Un dépistage par le sang ou par la salive réalisé en laboratoire est le seul moyen de déterminer avec certitude si une personne est ou non séropositive. ■

Estimations régionales du nombre de personnes vivant avec le VIH/sida

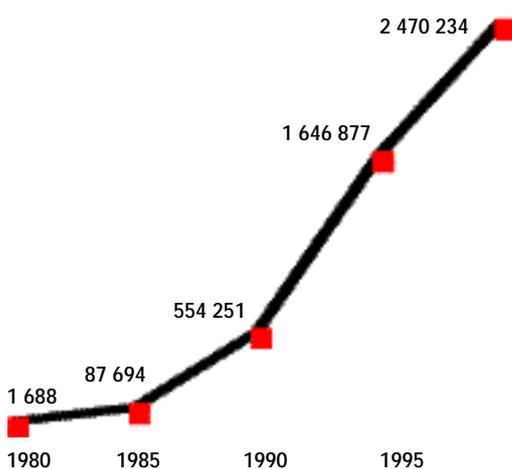


Estimations régionales du nombre de personnes vivant avec le VIH/sida

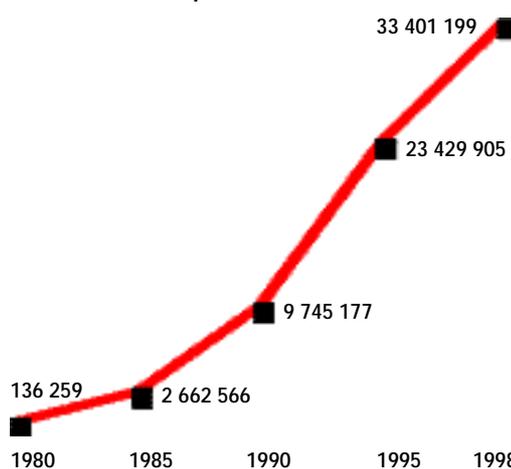
Région	Adultes (15-49 ans) vivant avec le VIH/sida (en % de la population totale)	% de femmes adultes séropositives	Début de l'épidémie	Principaux modes de transmission* pour les adultes vivant avec le VIH/sida
Afrique sub-saharienne	8	50	Fin des 70' - début des 80'	Hétéro
Afrique du Nord et Moyen-Orient	0,13	20	Fin des 80'	TID, hétéro
Asie du Sud et du Sud-Est	0,69	25	Fin des 80'	Hétéro
Asie de l'Est et Pacifique	0,068	15	Fin des 80'	TID, hétéro, TSM
Amérique latine	0,57	20	Fin des 70' - début des 80'	TSM, TID, hétéro
Caraïbes	1,96	35	Fin des 70' - début des 80'	Hétéro, TSM
Europe de l'Est et Asie centrale	0,14	20	Début des 90'	TID, TSM
Europe de l'Ouest	0,25	20	Fin des 70' - début des 80'	TSM, TID
Amérique du Nord	0,56	20	Fin des 70' - début des 80'	TSM, TID, hétéro
Australie et Nouvelle-Zélande	0,1	5	Fin des 70' - début des 80'	TSM, TID
Total	1,1	43		

Source: ONUSIDA, Genève. * TSM (transmission sexuelle entre hommes homosexuels). TID (transmission par injection de drogues). Hétéro (transmission hétérosexuelle).

Nombre de décès dus au sida



Nombre de personnes vivant avec le VIH/sida



Mobilisation générale impérative

◆ Damien Rwegera

L'Afrique noire n'a d'autre choix qu'une prévention adaptée, multiforme et surtout massive, mobilisant tous les détenteurs du moindre pouvoir.

L'épidémie de sida qui flambe en Afrique noire ne peut se comparer qu'aux pires fléaux qui l'ont frappée au cours des derniers siècles. Cette région n'abrite que le dixième de la population mondiale, mais regroupe les deux tiers des personnes vivant avec le VIH/sida dans le monde. De plus, les deux tiers de celles et de ceux qui ont été touchés par le virus en 1998 habitent l'Afrique subsaharienne. Dans certains pays, la propagation de l'épidémie est tout simplement «*hors contrôle*», selon l'ONUSIDA.

Dans cette région la plus pauvre du monde – ceci contribuant d'ailleurs à cela –, la prévention offre l'unique planche de salut. Or, elle est largement déficiente. Le succès de diverses actions prouvent cependant qu'elle peut y être aussi efficace qu'ailleurs.

La première des difficultés est liée aux représentations culturelles si particulières de la maladie en général, de la souffrance et de la mort. La tendance est fortement prononcée chez les Africains à les interpréter non comme le résultat de mécanismes physiologiques mais surtout comme les effets de manifestations sociales ou religieuses: une malédiction, un empoisonnement ou une punition divine. Plus que toute autre maladie, le sida est apparenté aux idées de mort et de sexe. Il est lié au sperme et aux sécrétions vaginales. Il passe par le sang et par le lait maternel. D'où sa très forte charge symbolique et son côté tabou.

On est ainsi allé jusqu'à nier l'existence même de la maladie. Par dérision, des jeunes parlent du «*Syndrome Inventé pour Décourager les Amoureux*». Les explications des scientifiques ne les ont pas convaincus, d'autant qu'elles manquaient au départ de tout fondement: les Africains étaient responsables de la propagation du virus, «*pour avoir fornicqué avec des singes verts*! Ils ont riposté sur un mode tout aussi fantasmagique: «*Le sida vient des Blancs, surtout des femmes qui embrassent leurs chiens et dorment avec eux*».

La mission première de l'éducation préventive est donc de combattre cette ignorance et cette mystification. Sa deuxième mission – expliquer quels sont les moyens de protection – se heurte à un problème de

perception du même ordre: le préservatif est vu comme une «*chose des Blancs*». Du reste, il coûte si cher qu'on doit souvent choisir entre manger ou avoir un rapport sexuel protégé. Pour un Africain avec un revenu mensuel d'environ 300 francs français (environ 50 dollars), payer un franc français (environ 0,18 dollar) pour quatre préservatifs est impensable.

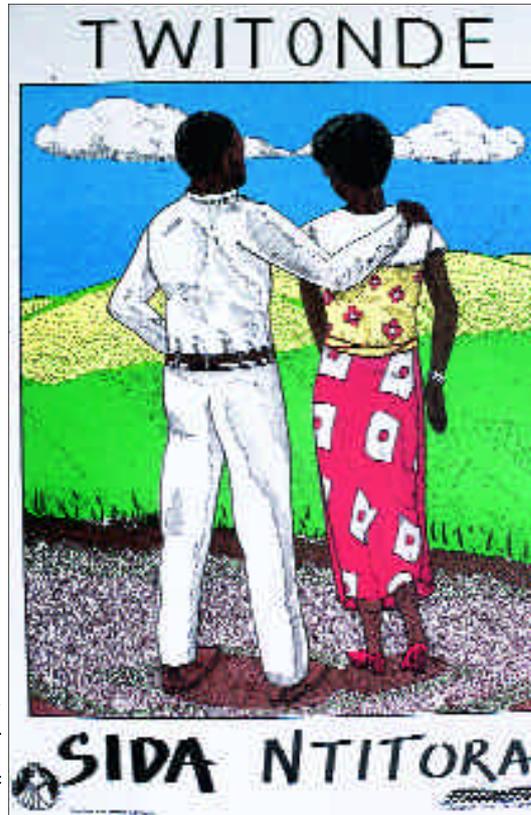
L'efficacité de l'éducation préventive doit donc prendre en compte ces représentations et télescopages culturels, et respecter les structures sociales. En Afrique, y compris dans les villes, il est encore inimaginable qu'un enfant parle de sexualité avec ses parents. Ces questions sont uniquement évoquées entre jeunes du même âge et du même sexe. L'éducation sur le sida n'est donc envisageable qu'en partant de ce cloisonnement: on ne peut pas tenir le même discours à la fois aux femmes, aux hommes et aux adolescents. Pour les adultes, il s'agit de transformer radicalement un comportement déjà acquis; pour les adolescents, de leur faire adopter un comportement sexuel sans risque, tâche relativement plus simple. Le travail est de longue haleine et s'opère à trois niveaux: sensibilisation, information, éducation.

Le principe de répétition

Sur le plan de la sensibilisation et de l'information, des pays africains ont consenti des efforts considérables au regard de leurs faibles moyens. Les affiches et la radio sont les médias les plus utilisés à cette fin. Les arts de la scène et la publicité sont souvent aussi mis à contribution. L'expérience montre que les ventes de préservatifs augmentent au cours des 10 jours suivant une campagne de sensibilisation. Mais celles-ci devraient être beaucoup plus fréquentes pour être efficaces, puisqu'elles fonctionnent sur le principe de la répétition.

L'éducation des jeunes demeure le défi majeur. Ils sont désormais les premières victimes du sida: dans le monde, environ la moitié des nouveaux infectés est âgée de 15 à 24 ans; en 1998, les neuf dixièmes des contaminés de moins de 15 ans vivaient en Afrique

◆ Anthropologue rwandais, Organisation panafricaine de lutte contre le sida (OPALS), basée à Paris.



Une affiche burundaise.

subsaharienne, notamment à cause de la précocité des relations sexuelles, souvent forcées: dès 12-13 ans, des filles sont victimes d'abus sexuels.

L'école est *a priori* l'endroit idéal pour toucher cette jeunesse, et la plupart des Etats ont enfin pris en compte l'éducation préventive au sida dans les programmes scolaires (voir pp. 30 et 31). Mais, en Afrique noire, près des deux tiers des enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire et les quatre cinquièmes au niveau du secondaire ne fréquentent aucun établissement éducatif. L'école est incontournable mais restera longtemps encore insuffisante. Dans cette région

Pour la prévention du sida, on dépense dans le monde chaque année environ 1,5 milliard de dollars, dont seulement 200 millions en Afrique sub-saharienne, où est concentrée la majeure partie des patients séropositifs. Les Etats africains contribuent à hauteur de 10% de ces 200 millions, signe de leur pauvreté, mais aussi de leur engagement insuffisant pour une politique de prévention.

Dr François Chièze,
directeur général
de l'Organisation pan-africaine
de lutte contre le sida
(OPALS, Paris)

plus que n'importe où ailleurs, la seule réponse efficace à la progression de la pandémie est la mobilisation entière, à tous les niveaux, de tous les acteurs qui comptent: Etat, société civile, communautés de base, bailleurs de fonds, etc. Ils sont d'autant plus efficaces que haut placés, car les sociétés africaines fonctionnent encore selon un mode hiérarchique.

Au sommet: l'autorité politique. Sa responsabilité dans l'essor de la pandémie est lourde. A sa décharge: les terribles difficultés qui assaillent le continent. Dans les pays où la guerre fait rage, le sida peut difficilement constituer une priorité. Et quand ce n'est pas la guerre, c'est de la misère dont se soucie d'abord la population, pas du sida. La preuve: ce dernier n'a jamais été un enjeu électoral.

L'autocritique du numéro un du premier pays d'Afrique noire, l'Afrique du Sud, a fait grand bruit. Thabo Mbeki a reconnu publiquement, lors du lancement du Partenariat contre le sida, le 9 octobre 1998, que sa «*nation a fermé les yeux pendant trop longtemps, espérant que la vérité n'était pas si vraie*», alors que «*chaque jour, 1 500 personnes de plus sont infectées en Afrique du Sud*». Il a appelé la jeunesse, ainsi que l'ensemble de la population, à utiliser le préservatif.

Il est désormais évident qu'une campagne ne réussit que si le gouvernement du pays concerné accorde une extrême priorité à la lutte contre le sida et en fait une préoccupation constante. C'est ainsi que l'Ouganda est devenu le pays africain obtenant le plus de succès en matière de prévention. L'initiative de cette lutte tout azimut est venue du président Museveni en personne qui, dès son arrivée au pouvoir en 1986, a mesuré l'ampleur du problème: sur une soixantaine d'officiers envoyés en formation à Cuba où le dépistage est obligatoire, 20 étaient séropositifs. Sans plus attendre, il a débloqué les premiers fonds d'une large campagne nationale de prévention. Entre 1989 et 1995, le pourcentage de jeunes filles de 15 à 19 ans n'ayant pas eu de rapports sexuels est ainsi passé de 26% à 46%. Elles ont eu le courage de les refuser. ►

L'épidémie en Afrique sub-saharienne

Seuls les pays disposant de statistiques officielles pour l'année 1997 ont été pris en compte. La notion d'adultes évoquée se réfère aux personnes de 15 à 49 ans.

Pays les plus touchés par l'épidémie de sida:

Zimbabwe: sur une population de 11,7 millions d'habitants, 1,5 millions vivent avec le VIH/sida. Le taux d'infection des adultes est de 24,84%.

Botswana: sur une population de 1,5 million d'habitants, 190 000 vivent avec le VIH/sida. Le taux d'infection des adultes est de 25,1%.

Namibie: sur une population de 1,6 million d'habitants, 150 000 vivent avec le VIH/sida. Le taux d'infection des adultes est de 19,94%.

Zambie: sur une population de 8,5 millions d'habitants, 770 000 vivent avec le VIH/. Le taux d'infection des adultes est de 19,07%.

Swaziland: sur une population de 900 000 habitants, 84 000 vivent avec le VIH/sida. Le taux d'infection des adultes est de 18,5%.

Pays les moins touchés par l'épidémie:

Madagascar: sur une population de 15,8 millions d'habitants, 8 600 vivent avec le VIH/sida. Le taux d'infection des adultes est de 0,12%.

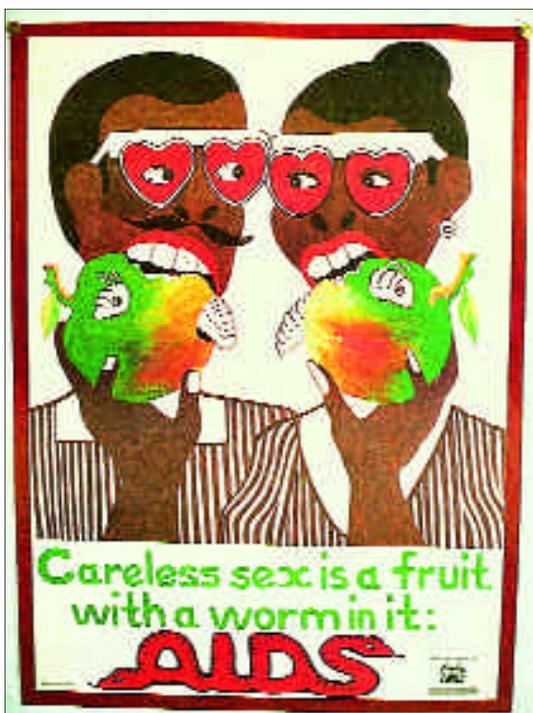
Mauritanie: sur une population de 2,4 millions d'habitants, 6 100 vivent avec le VIH/sida. Le taux d'infection des adultes est de 0,52%.

Guinée Equatoriale: sur une population de 420 000 habitants, 2 400 vivent avec le VIH/sida. Le taux d'infection des adultes est de 1,21%.

Niger: sur une population de 9,8 millions d'habitants, 65 000 vivent avec le VIH/sida. Le taux d'infection des adultes est de 1,45%.

Mali: sur une population de 11,5 millions d'habitants, 89 000 vivent avec le VIH/sida. Le taux d'infection des adultes est de 1,67%. ■

Source: ONUSIDA, 1998.



Une affiche kényane:
«Rappports sexuels non protégés:
le ver est dans le fruit».

► Au Sénégal, la prévention a également bénéficié d'une impulsion politique au plus haut niveau, avec des résultats patents. En 1998, la Côte-d'Ivoire a doté son programme de lutte contre le sida d'un milliard de francs CFA (environ 1,6 million de dollars). Dernièrement, le président de la République a créé un fonds national, doté du même montant, pour la prise en charge des malades. A l'échelle du continent, c'est une somme très importante. Et les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux aident plus facilement les pays qui se sont engagés financièrement. Au-delà, les organismes internationaux comme l'ONUSIDA, l'OMS ou l'UNESCO peuvent et doivent convaincre les leaders africains de l'ampleur du problème: en 1996, tous les pays africains, hormis le Botswana, le Kenya, le Malawi et l'Ouganda, ont dépensé moins d'un million de dollars pour cette prévention.

Autres acteurs clés en Afrique: les chefs spirituels. Ils sont respectés et obéis. Or, depuis le début de l'épidémie, la religion a plus freiné qu'encouragé la lutte contre le sida. Un catholique convaincu n'utilisera pas le préservatif tant qu'on lui dira que c'est un péché. Un musulman en fera autant si l'imam ne daigne même pas lui parler du sida.

Les leçons tirées d'un colloque à Dakar, organisé en 1997, sont édifiantes. Environ 300 participants, venus d'Afrique, d'Europe et du Moyen Orient, représentaient les deux religions principales de leurs pays: l'islam et le christianisme. Le simple fait de les réunir autour d'un thème aussi délicat était un exploit. Au terme de discussions houleuses, tout le monde est finalement convenu que le sida était une maladie *stricto sensu*. Et ce colloque, s'il n'est pas parvenu à lever tous les obstacles, a eu au moins le mérite de convaincre les participants de ne plus s'opposer aux principes de l'éducation préventive. A l'échelle du continent, les chefs religieux

commencent à prendre des initiatives en sa faveur. C'est le cas, par exemple, de Caritas Internationalis, l'un des plus grands réseaux d'ONG, de l'association «Chrétiens et Sida» et de l'association médicale islamique d'Ouganda (voir article p 33).

Devant l'impuissance des spécialistes, les gens se tournent aussi vers la puissance symbolique des ancêtres, incarnée par les chefs coutumiers. Ils sont concernés par l'éducation préventive dans la mesure où la pratique de certaines coutumes comporte un risque de propagation du VIH, notamment le sororat (épouser la sœur de sa femme défunte), le lévirat (épouser le frère de son mari défunt) et certaines pratiques d'ablution des défunts. A toute coutume peut se substituer une alternative, pour peu que le chef de famille l'accepte. Si les chefs coutumiers décidaient de s'engager davantage dans la prévention, ils pourraient accélérer les changements de comportement.

Pratiques traditionnelles risquées

Tout aussi incontournables, les guérisseurs traditionnels, ou tradipraticiens, peuvent jouer un rôle capital, car la majorité des Africains vont les consulter. Le Nigeria, par exemple, compte environ 700 000 guérisseurs et seulement 20 000 médecins pour 120 millions d'habitants. Impliquer les guérisseurs dans la lutte contre le sida, c'est à la fois tirer profit de leur prestige et neutraliser leur action qui peut s'avérer nocive: tout en admettant l'existence de la maladie, ils prétendent la guérir. Dans le but de les former et surtout de les responsabiliser, des projets ont été lancés à leur intention. En 1995-96, la Fondation AIDS d'Afrique du Sud a encadré quelque 500 000 guérisseurs et 650 associations, qui ont tous fini par admettre que, même s'ils parvenaient souvent à traiter les symptômes du sida, ils n'étaient pas en mesure de le guérir: 75% affirmaient le contraire auparavant. L'association nationale des guérisseurs traditionnels du Zimbabwe (ZINATHA), forte de ses 50 000 membres, a organisé au cours des 10 dernières années quelque 500 ateliers, touchant toutes les structures de la société (adolescents, familles polygames, guérisseurs, chefs coutumiers notamment), ainsi que des députés. Son objectif: sensibiliser aux risques encourus lors de pratiques traditionnelles comme la circoncision, l'excision et les soins par incision.

En Afrique, l'éducation préventive demeure le seul moyen de combattre le sida, mais la prévention ne doit pas exclure pour autant les thérapies. On ne peut pas éternellement dire aux Africains: «*Les médicaments, c'est pour les autres; pour vous, c'est le préservatif*». D'où l'importance de cette initiative française, accueillie favorablement par le G8 (le Groupe des huit pays les plus industrialisés) en mai 1998, de créer un Fonds de solidarité thérapeutique international (FSTI). Alimenté par les pays riches, il devrait rendre les thérapies contre le sida plus accessibles dans les pays en développement, ce qui permettra non seulement de sauver des vies mais aussi de servir de support à la prévention. L'expérience montre que les malades qui n'ont aucun espoir d'être soignés ont plus tendance à adopter un comportement sexuel non protégé que ceux qui disposent d'un soutien médical. ■

C'est un objet de notre temps...
Indispensable
auxiliaire des
rencontres
amoureuses.
Encombrant
compagnon des
plaisirs de passage.
Banal et nécessaire...
C'est le préservatif.

in *Sortons couverts!*,
Librio/Sidaction, Paris, 1999

«L'arbre à capote» de Fanta Régina Nacro

Efficace: cette réalisatrice burkinabé aborde la prévention du sida par l'humour, en ironisant au passage sur le machisme.

Avertie du danger du sida par un cousin de Ouagadougou (Burkina Faso), l'une des deux épouses de Konaté veut lui imposer le préservatif. Désabusé, il en parle à ses amis, qui se moquent de lui. Son amour propre est si blessé que Konaté en devient impuissant. Sa maîtresse ne parvient pas à y remédier. L'affaire arrive devant le féticheur du village qui décrète que seule une prière au pied de l'arbre où pousse cette «chose» (la capote) peut le sauver. Konaté s'en va donc chercher le fameux arbre.

En tournant en dérision aussi bien le machisme que les traditions aliénantes, le film *Le Truc de Konaté*, réalisé en 1999, aborde la prévention du sida sur un ton humoristique. Son auteur, la jeune cinéaste burkinabé Fanta Régina Nacro (36 ans), explique sa démarche.

Pourquoi avez-vous choisi l'humour pour parler d'un sujet aussi angoissant?

Prendre un ton alarmant n'aurait pas servi à grand-chose. Les gens fuient les images douloureuses. En revanche, on aime se souvenir de scènes comiques.

En tant qu'Africaine, je me sens particulièrement concernée par le sida. J'ai voulu mettre le formidable moyen de communication dont je dispose, le cinéma, au service de la prévention. Connaissant la mentalité de mes compatriotes, je ne pouvais pas leur dire, sur un ton pathétique et autoritaire: «Mettez une capote!». Tout le poids de la tradition me

serait tombé sur le dos. J'ai donc emprunté un chemin de traverse. Par le rire, on combat plus efficacement les préjugés.

Vous abordez une série de questions, mais pas celle des jeunes. Ils sont pourtant les premières victimes du VIH.

Je suis la première à le dire. Mais allez convaincre le Centre national de lutte contre le sida! Ce serait «*les entraîner dans la débauche*», m'a-t-on répété avec tant d'insistance que j'ai fini par céder. Je n'en demeure pas moins convaincue que cette question est noyée dans l'hypocrisie. Les autorités médicales, les associations, tous les acteurs de la lutte contre le sida évitent de concert de parler des jeunes et aux jeunes.

**Dans les pays africains
où les distributeurs
de préservatifs n'existent pas,
les gens, surtout les jeunes,
n'osent pas en acheter**

Heureusement, lors des campagnes de sensibilisation dans les villages, les enfants sont présents et personne ne les chasse. Ils peuvent ainsi voir comment s'utilise le préservatif. Comme dans mon film.

On n'a pas le droit de laisser les jeunes dans l'ignorance. Je m'efforce actuellement d'obtenir une plus large distribution du film, afin que la majorité des jeunes puissent le voir. Il a été diffusé sur la chaîne nationale du Burkina Faso, mais tout le monde n'a pas la télévision. Un cinéma ambulant est prévu, ainsi que des séances-débats dans les salles en province.

Comment mesurez-vous son succès?

Dans les pays africains où les distributeurs de préservatifs n'existent pas, les gens, surtout les jeunes, n'osent pas en acheter. Au cours d'une campagne de promotion, nous avons décidé, soit d'offrir une boîte de préservatifs, soit de donner l'équivalent d'un dollar. Quand un paysan recevait la boîte, il rayonnait de joie, alors que quand on lui donnait de l'argent, il était content mais sans plus. Pourtant, avec un dollar, il pouvait acheter cinq boîtes. Mais il n'osait pas.

Depuis que le film passe au Burkina, les jeunes demandent simplement «le truc de Konaté» à un quelconque marchand et ils sont servis. Ce succès-là est pour moi plus important que les prix remportés par le film.

Propos recueillis par Jasmina Sopova ■

L'épidémie au Burkina Faso

Sur une population de 11 millions d'habitants, 370 000 vivent avec le VIH/sida. Parmi les adultes de 15 à 49 ans, 7,17% sont infectés.

Nombre d'enfants de moins de 15 ans infectés: 22 000.

Nombre total de décès depuis le début de l'épidémie: 250 000.

Source: ONUSIDA, 1998.

La prévention anti-sida passe aussi par le théâtre de marionnettes, comme ici en Ethiopie.



Les guérisseurs à la rescousse

♦ Alassane Cissé

Infiniment plus nombreux que les médecins, les guérisseurs traditionnels sont appelés à jouer un rôle stratégique dans la lutte contre le sida en Afrique. L'exemple du Sénégal.

L'épidémie au Sénégal

Sur une population de 8,7 millions d'habitants, 75 000 vivent avec le VIH/Sida. Parmi les adultes de 15 à 49 ans, 1,77% sont infectés.

Nombre d'enfants de moins de 15 ans infectés: 3 800.

Nombre total de décès depuis le début de l'épidémie: donnée indisponible.

Source: ONUSIDA, 1998.

Nul besoin d'inventer une arme secrète supertechnologique. Les réponses sont déjà en Afrique.

Peter Piot,
directeur d'ONUSIDA (1949-)

« **O**n pouvait compter mes os sous ma peau, mes yeux ne voyaient presque plus: j'avais le sida depuis 12 ans quand j'ai décidé de consulter les guérisseurs du malango, qui signifie "ce qu'il faut et qui convient". J'en suis revenu en pleine forme. Depuis, j'ai recouvré la vue et repris du poids», affirme Amadou Sow, «miraculé» cinquantenaire. Il est néanmoins conscient qu'il n'est pas totalement guéri du sida.

Dans la région de Fatick au Sénégal, à 150 kilomètres de la capitale, l'association Malango, fondée en 1983, regroupe 450 tradipraticiens (dont 20% de femmes), qui travaillent dans les 264 villages du département. Partant du principe que la nature a prévu un remède à tout mal, ils utilisent essentiellement des poudres, des potions et des décoctions de plantes. Mais l'invocation des esprits fait aussi partie de la thérapeutique traditionnelle: dans la conception animiste du monde, l'homme est considéré comme un maillon dans la chaîne cosmique, qui rallie les forces inférieures (minéraux, plantes, animaux) aux forces supérieures (esprits, ancêtres, dieux). Elles doivent toutes être mises à contribution pour espérer une guérison.

Contrairement à beaucoup de leurs pairs à travers le monde, les guérisseurs de cette association se gardent de promettre à leurs patients qu'ils seront guéris du sida. Ils soignent avec succès certains de ses symptômes (diarrhées, vomissements, voire leucémies), soulageant ainsi les maux des malades. Lorsque leur thérapie s'avère insuffisante, ils orientent les patients vers le personnel biomédical qui travaille avec eux. A ce jour, ils ont soigné plus de 10 000 patients venus d'Afrique, d'Europe et des Etats-Unis.

Les tradipraticiens sont mal utilisés

Au Sénégal, les trois quarts de la population s'adressent aux guérisseurs. «Dans certaines régions du pays, il y a un médecin pour 100 000 habitants et un guérisseur pour 1 000», estime le Dr Erick Gbo-doussou, directeur du centre expérimental de l'association Malango. Ce médecin formé dans les écoles occidentales est convaincu que les tradipraticiens peuvent non seulement lutter efficacement contre certaines maladies, mais aussi agir avec succès dans la prévention. «Quand je traite une personne malade du sida, je la dissuade d'entretenir des rapports sexuels avec son partenaire. Je lui explique qu'elle

peut le contaminer, si elle ne suit pas mes conseils», affirme un guérisseur septuagénaire de l'association.

Au marché Tilène de Dakar, les guérisseurs traditionnels ont souhaité s'associer à un travail de sensibilisation. «Le sida est là. Nous devons en discuter avec les jeunes qui sont sexuellement actifs», constate Ibra Niokhobaye Diouf. Les malades osent-ils lui parler de leur vie sexuelle? «Sur 15 clients que je reçois en moyenne dans la journée, 10 abordent la question ouvertement. Et je profite de chaque occasion pour leur faire comprendre qu'il faut se protéger de cette maladie dont on parle tant.» Si tous les guérisseurs l'imitaient, les messages sur le sida pourraient toucher, de bouche à l'oreille, l'ensemble de la population.

«Dans certaines régions du pays, il y a un médecin pour 100 000 habitants et un guérisseur pour 1 000»

Au village de Sambé, dans la région de Diourbel, des guérisseurs ont assisté en 1998 à des séminaires sur le sida organisés par les ONG Enda Tiers-Monde et Ndef Leng (Agir ensemble). Ateliers d'information, débats, projections de documentaires les ont convaincus du bien-fondé de leur mission dans les campagnes de prévention. Mais ils n'étaient que 35. «Les guérisseurs sont mal utilisés dans les campagnes de sensibilisation. Ils sont pourtant nos premiers relais. Dans nos discours, les structures traditionnelles africaines occupent toujours l'avant de la scène. Il serait temps de leur mettre à contribution», explique le Dr Moustapha Guèye de Enda Tiers-Monde.

La conférence internationale sur la médecine traditionnelle et le VIH/sida, qui s'est tenue en mars 1999 à Dakar, a confirmé le rôle stratégique des guérisseurs. Organisée par Prometra (une ONG sénégalaise qui œuvre à la promotion des médecines traditionnelles), et sponsorisée par une dizaine d'institutions internationales, elle a réuni quelque 200 guérisseurs, 250 médecins et chercheurs, ainsi que des décideurs politiques, des journalistes et des malades du sida, venus d'une trentaine de pays des cinq continents. A l'issue des discussions, il a été proposé que les tradipraticiens participent aux programmes d'ONUSIDA et assistent à la prochaine conférence mondiale sur le sida, à Durban (Afrique du Sud), en juillet 2000. ■

♦ Journaliste à *Sud Quotidien*, Dakar, Sénégal.

L'Asie du Sud-Est

Le poids des tabous, le jeu des médias

♦ Pawana Wienrawee et Carol Livingstone

En Asie du Sud-Est, les tabous entravent encore l'effort d'éducation anti-sida, mais les médias jouent souvent le jeu de la prévention.

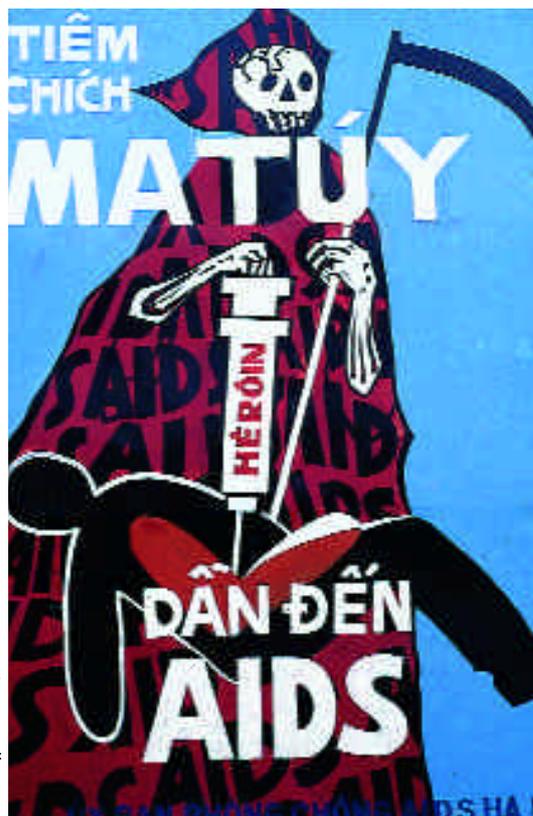
La chaîne MTV Asia diffuse actuellement une excellente campagne anti-VIH. Modernes, bien informés, ses spots touchent la jeunesse dorée des grandes villes. Les passionnés de musique qui les regardent ont les moyens de s'offrir des préservatifs et de se protéger. Ces jeunes gens comptent parmi eux beaucoup des futurs dirigeants de l'Asie.

En revanche, la majorité des jeunes de la région du Mékong – travailleurs agricoles des campagnes, ouvriers fraîchement immigrés dans les villes, journaliers des chantiers du bâtiment, etc. –, n'ont pas accès aux messages de MTV. L'éducation de la jeunesse sur le VIH/sida a essentiellement lieu en milieu scolaire, mais elle n'y commence, en général,

qu'après la classe de première. Or, un grand nombre de jeunes ont déjà quitté l'école à cet âge. Au Cambodge par exemple, 40% seulement poursuivent leurs études après la première.

En Asie du Sud-Est, les traditions font encore obstacle aux efforts de prévention. L'éducation sexuelle n'est pas perçue comme une composante naturelle du passage à l'âge adulte. Les parents influencent toujours considérablement le choix du conjoint. Dans des pays comme le Cambodge et le Myanmar, les mariages arrangés sont fréquents. Les rapports sexuels pré-nuptiaux sont jugés scandaleux pour une femme «convenable». Souvent, il n'y a pas de fiançailles: la négociation sexuelle ne commence – si elle commence – qu'au sein d'une relation conjugale établie.

Affiche vietnamienne.



© Nc Durrig/Panos Pictures, Londres

♦ Respectivement conseillère technique du PATH (programme thaïlandais pour la technologie en matière de santé), et journaliste basée à Bangkok.

La tactique de la terreur

Comme dans de nombreux pays, élèves et professeurs ont du mal à discuter de sexualité en classe. Les formateurs chargés d'y préparer les enseignants découvrent souvent que ces adultes n'ont jamais vu un préservatif de près, et sont gênés quand ils doivent aborder ces questions en cours. La plupart ont grandi dans un milieu où il n'a jamais été question de sexe. L'animation des séances d'information sur les préservatifs est souvent laissée aux ONG. En partie à cause de ces difficultés, beaucoup de programmes pédagogiques optent pour la tactique de la terreur: si vous avez des rapports sexuels, si vous vous injectez des drogues, vous aurez le sida et vous mourrez. Les jeunes sont souvent capables d'énumérer les comportements considérés comme appropriés ou pas, mais ce savoir ne change pas toujours leurs façons d'agir. Les tabous imprègnent les systèmes d'éducation à la santé, officiels ou non; ils affectent la façon dont les Etats et les sociétés en général perçoivent la sexualité et le VIH. Les préservatifs, par exemple, étaient illégaux au Myanmar jusqu'en 1992. Dans certains pays, une femme qui en aurait un sur elle serait assimilée à une prostituée par nombre de ses concitoyens – et par la police.

Dans une bonne stratégie d'éducation, on doit ►

► donner aux jeunes les savoir-faire et les connaissances nécessaires pour négocier efficacement leur comportement sexuel. Il faut commencer par les écouter, cerner la réalité de leur vie sexuelle, puis les aider à partir de là. Dans toute l'Asie du Sud-Est par ailleurs, la morale sexuelle et le comportement social évoluent: on voit plus souvent, par exemple, des jeunes couples se tenir la main qu'il y a 20 ans. Le choix des futurs époux, dans des pays comme la Thaïlande, est désormais souvent laissé aux jeunes eux-mêmes. Les publicités montrent un mode de vie où la reconnaissance sociale de la sexualité est la norme.

Le danger de la prostitution

Néanmoins, beaucoup d'idées traditionnelles dominent encore, et certaines ont un coût particulièrement lourd. Etant donné que, dans plusieurs pays, la virginité de la femme est sacrée, il est admis que les jeunes gens peuvent aller voir les prostituées. L'industrie du sexe a été une cause majeure de diffusion du sida dans la région. En Thaïlande, on estime que, dans le nord de ce pays, 44% des prostituées sont séropositives. Dans certaines zones du Cambodge, ce taux dépasse les 60%. Dans ce dernier pays, les prostituées commencent à 13 ans, voire avant et, suivant les critères de l'ONU, 80% des travailleuses du sexe sont des jeunes. De nombreux clients s'imaginent à tort qu'avec des filles si jeunes, ils risqueront moins de contracter le sida.

De nombreux gouvernements ont tenté de traiter le problème avec réalisme. Ainsi, le Cambodge et la Thaïlande (voir p.29) ont approvisionné les bordels en préservatifs. C'est une mesure importante, quand on pense que les jeunes peu fortunés qui ont quitté l'école avant d'avoir reçu des cours de prévention peuvent estimer qu'un préservatif est au-dessus de leurs moyens. Mais tous les préservatifs ne sont pas gratuits. La pauvreté, particulièrement chez les jeunes, joue un rôle essentiel dans la diffusion du virus. Le prix d'un préservatif, qui paraît très bas à l'employé de bureau de Bangkok, peut sembler prohibitif pour le réparateur de vélo d'un village de campagne. Comme l'ont montré tant de pro-

grammes africains, l'argent pour l'éducation et la prévention sous toutes ses formes, d'où qu'il vienne, est un facteur clef dans la lutte contre la propagation du virus.

Parce que trop de jeunes d'Asie du Sud-Est ne sont pas touchés par les programmes pédagogiques traditionnels sur le VIH/sida, les campagnes les plus réussies passent souvent par des conversations au sein d'un groupe de pairs. Elles peuvent se tenir sur le lieu de travail, lors d'une réunion informelle chez quelqu'un, pendant les festivals de jeunes, dans les cours de formation professionnelle ou en liaison avec d'autres activités collectives. L'éducation de pair à pair permet non seulement d'aborder le sida et les pressions en matière sexuelle, mais aussi d'aider ainsi les jeunes à faire face à tous les problèmes de la vie.

Les médias locaux, qui peuvent atteindre la majorité de la population peu instruite, jouent un rôle important dans le changement des attitudes face au VIH. Au Vietnam, les feuillets ont très bien répandu le message anti-sida. Au Cambodge, une ONG a financé un voyage en bateau sur le Mékong pour la production d'une cassette vidéo sur un soldat cambodgien séropositif rentrant chez lui. Ce film bien fait a été un outil pédagogique d'une extrême efficacité: en moins de trois mois, il a été vu par plus de 100 000 personnes.

Constatant qu'en Thaïlande, les victimes du sida avaient une image très négative, un groupe d'ONG a commandé une série de portraits de jeunes infectés par le virus à des photographes professionnels. Ceux-ci, qui travaillent souvent pour des revues de mode, les ont réalisés gratuitement, afin de montrer que ces jeunes sont aussi beaux et pleins de vie que les autres.

L'épidémie, qui frappe avant tout les jeunes, doit être perçue par les Etats et la société en général comme un problème socio-économique et de développement. Sans réaction rapide et efficace, il est à prévoir que la croissance économique de la région ralentira dans les années qui viennent. Il est impératif d'intégrer une dimension VIH/sida aux plans de développement, surtout s'ils s'adressent spécifiquement aux jeunes. ■

L'éducation doit commencer à la racine, de façon à ce que la jeunesse se développe fructueusement et soit protégée du sida. Sinon l'arbre mourra.

Délégation des jeunes
au 4^e Congrès international
sur le sida en Asie
et dans le Pacifique,
Manille (Philippines), 1997.

L'épidémie en Asie du Sud et de l'Est

Seuls les pays disposant de statistiques officielles pour l'année 1997 ont été pris en compte. La notion d'adultes évoquée se réfère aux personnes de 15 à 49 ans.

Pays les plus touchés par l'épidémie du sida:

Cambodge: sur une population de 10,5 millions d'habitants, 130 000 vivent avec le VIH/sida. Taux d'infection des adultes: 2,4%.

Thaïlande: sur une population de 59 millions d'habitants, 780 000 vivent avec le VIH/sida. Taux d'infection des adultes: 2,23%.

Myanmar: sur une population de 47 millions d'habitants, 440 000 vivent avec le VIH/sida. Taux d'infection des adultes: 1,79%.

Inde: sur une population de 960 millions d'habitants, 4,1 millions vivent avec le VIH/sida. Taux d'infection des adultes: 0,82%.

Népal: sur une population de 22,6 millions d'habitants, 26 000 vivent avec le VIH/sida. Taux d'infection des adultes: 0,24%.

Pays les moins touchés par l'épidémie:

Bangladesh: sur une population de 122 millions d'habitants, 21 000 vivent avec le VIH/sida. Taux d'infection des adultes: 0,03%.

Laos: sur une population de 5,2 millions d'habitants, 1 100 vivent avec le VIH/sida. Taux d'infection des adultes: 0,04%.

Indonésie: sur une population de 203,5 millions d'habitants, 52 000 vivent avec le VIH/sida. Taux d'infection des adultes: 0,05%.

Philippines: sur une population de 70,7 millions d'habitants, 24 000 vivent avec le VIH/sida. Taux d'infection des adultes: 0,06%.

Sri Lanka: sur une population de 18,3 millions d'habitants, 6 900 vivent avec le VIH/sida. Taux d'infection des adultes: 0,07%. ■

Source: ONUSIDA, 1998.

Le modèle thaïlandais s'essouffle

♦ Wanphen Sreshthaputra

Avec un taux d'infection stabilisé, la Thaïlande fait figure de modèle dans la lutte contre le sida. Mais, depuis deux ans, la prévention faiblit.



L'industrie du sexe a été la première touchée par les campagnes de prévention. Ici, pendant une «nuit du préservatif».

L'épidémie en Thaïlande

Sur une population de 59 millions d'habitants, 780 000 vivent avec le VIH/sida. Parmi les adultes de 15 à 49 ans, 2,23% sont infectés.

Nombre d'enfants de moins de 15 ans infectés: 14 000.

Nombre total de décès depuis le début de l'épidémie: 230 000.

Source: ONUSIDA, 1998.

Un sondage réalisé pour le compte du groupe anglais Durex, publié en décembre 1998, révèle que 60% des Thaïlandais interrogés ont adopté le préservatif. Et d'après les enquêtes d'ONUSIDA auprès des hommes de 21 ans, le pourcentage des utilisateurs de préservatifs dans les maisons de passe, en Thaïlande du Nord, est passé de 61% à 93% entre 1991 et 1995, alors que le nombre de clients a diminué de moitié.

Ces changements de comportement sexuel sont deux des conséquences concrètes des gros efforts que la Thaïlande a réalisés en matière de prévention.

Dès avant 1984, année où le premier cas de sida a été diagnostiqué dans ce pays, Mechai Viravaidya, alias «Mr Condom», pionnier du planning familial et fondateur d'une association communautaire (Population and Community Development Association), vantait publiquement les vertus du préservatif. Accusé dans un premier temps de ternir l'image du pays, il a ensuite été félicité pour avoir largement contribué à juguler la propagation des maladies sexuellement transmissibles (MST) et du sida.

Les ONG ont été les premières à soutenir son action mais elles ont été vite débordées. Devant l'ampleur de la propagation, le gouvernement a rapidement appelé à la mobilisation générale. Il a lancé en 1992 un plan triennal de prévention et de contrôle du sida, dont le budget annuel a atteint 82,3 millions de dollars en 1996, un cas unique au monde.

Coordonnée par le ministère de la Santé, l'éducation préventive a été progressivement prise en charge

par l'ensemble de la société civile. Dès 1990, la télévision est devenue la principale source d'information, diffusant des spots à grands frais. Les communautés rurales ont créé des fonds de solidarité. Les moines bouddhistes ont ouvert leurs temples aux malades rejetés par leur famille. Parmi leurs associations, Sangha Metta, basée à l'Université bouddhiste Mahamakut à Chiang Mai, a formé à ce jour plus de 500 moines et nonnes à la prévention et aux soins. Dans la plupart des villes, les personnes malades ou atteintes du virus se sont mobilisées. Née en 1993, l'association New Life Friends, qui compte plusieurs centaines de membres, réalise un remarquable travail de sensibilisation, notamment dans les écoles. Nombre d'entre elles donnent maintenant des cours sur le sida.

Autosatisfaction et crise économique

Dès le début des années 90, les cliniques spécialisées dans le traitement des MST, dont les patients viennent principalement de l'industrie du sexe, ont généreusement distribué des préservatifs et ont sensibilisé les gérants des maisons de passe pour en populariser l'usage. La campagne «100% condom», lancée en 1991, constitue l'élément principal du succès thaïlandais, selon Wiwat Rochapichayakhon, responsable d'ONUSIDA pour la région Asie-Pacifique.

Toutefois, depuis deux ans, la prévention faiblit. Divers facteurs entrent en jeu. Un sentiment d'autosatisfaction dû aux succès enregistrés, selon Wiwat Rochapichayakhon. Un changement de stratégie, qui privilégie dorénavant une communication ciblée vers certains groupes au détriment des campagnes de masse, selon Alessio Panza, chef de file à Bangkok du programme sida de l'Union européenne. La crise économique et financière survenue à partir de 1997, selon Chaiyos Kuanusont, directeur du département sida au ministère de la Santé. Le budget alloué à la lutte contre l'épidémie a été réduit d'un quart, déplore-t-il.

Les conséquences de la crise sur l'épidémie sont incertaines. Les nouvelles victimes du chômage échoueront-elles dans les «bordels» de Patpong ou de Pattaya? La baisse du niveau de vie dissuadera-t-elle, au contraire, une partie de leur clientèle, décourageant ainsi les nouvelles recrues? Une chose est sûre: le retour massif en direction de la province des nouveaux licenciés économiques des grandes villes fait déjà des victimes dans le Nord et le Nord-Est du pays ■

♦ Journaliste au Bangkok Post, Thaïlande.

Prévention à l'école: un très long chemin

◆ Monique Fouilloux

La salle de classe est l'endroit idéal pour sensibiliser les jeunes au sida. Mais le sujet reste souvent délicat et les moyens manquent.

Lorsqu'elle existe, l'éducation préventive sur le sida en milieu scolaire est un phénomène très récent dans les pays en développement. Obnubilés par les tabous sexuels, nombre de dirigeants politiques, de directeurs d'écoles et de professeurs ont longtemps estimé qu'elle inciterait les jeunes à passer à l'acte sexuel. Il a fallu attendre la publication en 1997 d'un rapport de l'ONUSIDA (intitulé *Influence de l'éducation en matière de VIH et de santé sexuelle sur le comportement sexuel des jeunes*) pour prouver qu'il n'en était rien.

Les choses commencent enfin à évoluer. Bon nombre de pays du Sud ont enfin franchi le cap: l'éducation sur le sida est inscrite dans leurs programmes scolaires. Parfois, il a fallu trouver des subterfuges. L'Indonésie, pays musulman, a décidé de parler d'«*éducation à la santé reproductive*», au lieu d'éducation sexuelle. L'exemple a été suivi dans beaucoup d'autres pays

Le Sénégal, figure de proue

En Afrique occidentale et centrale, le sujet est pris en compte dans les programmes d'«*Education à la vie familiale et en matière de population*» (EVF/EMP), un enseignement pluridisciplinaire, lié à la fois à la biologie, à l'économie familiale, à l'éducation sanitaire ainsi qu'à l'éducation civique et morale. Mais, entre concevoir des programmes et les enseigner effectivement, il y a souvent une marge. Dans la plupart des pays, ces programmes n'ont pas encore été validés par les ministères. Le Sénégal fait figure de proue, où l'EVF est entrée même dans le primaire. Dès 1994, le Groupe pour l'étude et l'enseignement de la population (GEEP, une ONG sénégalaise), a mis en place 140 clubs EVF, qui concernent actuellement 52% des collèges et lycées sénégalais. En 1997, trois de ces clubs ont été créés à l'Université de Dakar. A ce jour, plus de 2 000 élèves, dont un tiers de filles, ont terminé leur formation d'animateurs. Appelés à sensibiliser leurs pairs en milieux scolaire et extra-scolaire (journées culturelles, kermesses, séances d'animation dans

les camps de vacances...), ils sont aidés par des professeurs qui se chargent des démarches administratives. Au cours de l'année scolaire 1997/98, leurs activités ont touché près de 45 000 jeunes, soit 32% des élèves des collèges et des lycées.

En Asie, la situation est très différente d'un pays à l'autre. La Thaïlande, le Cambodge, le Laos, le Vietnam, le Sri Lanka ont de solides programmes dans le cadre de l'éducation formelle, alors que le Népal, le Pakistan, le Bangladesh et les Maldives n'en sont qu'à leurs premiers pas. En Inde, une sensibilisation au sida est prévue dans le cadre des cours d'éducation physique et de «*travail productif d'utilité sociale*». Mais souvent, l'enseignant ignore jusqu'à l'existence de ces programmes. Il doit donc se débrouiller seul. Au fin fond de l'Inde ou ailleurs, dans une classe de 50, voire 80 élèves, ne disposant pas de livres, ne connaissant pas lui-même grand-chose du sida, il est censé établir avec ses élèves un dialogue ouvert sur des questions ayant trait à la sexualité. C'est trop lui demander.

Personne n'est vraiment prêt

«*Un de mes élèves m'a posé une question sur le sida. Je n'ai pas su lui répondre. Je lui ai dit que ce n'était pas notre sujet*, a confié un professeur d'histoire africain, lors d'un séminaire qui s'est tenu à Lomé (Togo), en avril 1999. *J'ai pourtant eu le sentiment que c'était la première fois que cet enfant osait la poser et je crains qu'il ne le fasse pas une autre fois.*»

Les enseignants, eux-mêmes inhibés, ne savent pas comment s'y prendre. En Afrique de l'Ouest, seule la Guinée a prévu une formation au VIH/sida à l'Ecole nationale d'instituteurs, alors que le Burkina Faso et le Togo ont ciblé les professeurs du secondaire. Les autres pays piétinent.

Les enseignants ont aussi besoin d'avoir accès à des méthodes d'enseignement interactives, leur permettant de créer un climat de confiance qui encourage les jeunes à exprimer leurs préoccupations et à apprendre à se protéger. Mais le matériel pédagogique fait cruellement défaut. Au début des années 90,

◆ Coordinatrice au sein de l'ONG Internationale de l'éducation, basée à Bruxelles (Belgique).

Cet article a été écrit avec le concours de Nathalie Barboza, bureau de l'UNESCO de Dakar (Sénégal); de Babakar Fall, coordinateur du Groupe pour l'étude et l'enseignement de la population de Dakar; et de Asa Andersson, ancienne collaboratrice du bureau de l'UNESCO de New Delhi (Inde).



Au Sénégal, les enfants apprennent à se garder du sida grâce à leurs manuels de classe, dès l'école primaire.

© INEPC/Ministère de l'éducation nationale du Sénégal, Dakar

Chaque fois qu'un enfant meurt du sida, les droits humains sont violés.

UNICEF, *Les Enfants et le Sida: un désastre imminent*

L'UNESCO et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont publié une série de documents de référence à l'intention des planificateurs des programmes scolaires, proposant des activités pour les élèves et des guides pour les enseignants (voir encadré). Bien conçus, ces documents ont été édités à quelques milliers d'exemplaires. Or, il y a 55 millions d'enseignants dans le monde. Plus récemment, le Togo a produit une brochure à l'intention des collégiens. Mais sa diffusion reste confidentielle.

Même lorsqu'ils disposent de méthodes appropriées, les enseignants ne s'en servent pas toujours. L'expérience montre qu'il faut compter surtout sur les jeunes enseignants qui s'adaptent beaucoup plus facilement aux nouvelles approches. En règle générale, personne n'est vraiment prêt à parler de sexualité avec les jeunes. Les parents, ne se sentant pas à la hauteur de la tâche, ont tendance à la déléguer aux professeurs qui, à leur tour, renvoient la balle à la famille ou à l'Eglise. C'est particulièrement vrai dans les pays à majorité catholique, notamment en Amérique latine, où le préservatif passe encore parfois pour un «outil du diable». Or, des études menées par l'ONUSIDA montrent que, lorsqu'ils sont bien informés, les jeunes se protègent mieux que les adultes. Au Chili, au Brésil et au Mexique, c'est parmi les 15-18 ans que l'on trouve le plus grand nombre d'utilisateurs de préservatifs.

Les autorités scolaires restent cependant réfractaires. Elles admettent difficilement l'activité sexuelle des jeunes. Bien qu'elle soit bannie avant le mariage, elle est en réalité courante chez les adolescents, qui changent de partenaires plus fréquemment que les adultes. Voilà pourquoi environ la moitié des nouveaux cas d'infections sont observés chez les 15-24 ans. Ils doivent impérativement être mis en garde dès leur plus jeune âge.

L'âge idéal pour commencer une éducation préventive est vers sept ans, estiment les experts. Les enfants n'ont alors pas de blocages psychologiques, s'expriment librement à l'école et transmettent volontiers leurs connaissances à leur entourage familial. Ce qui fait d'eux d'excellents agents de communication. Si l'on s'y prend au secondaire, il est déjà trop tard.

Un quart, voire la moitié des élèves des pays en développement abandonnent l'école après la cinquième année du primaire. Des projets extra-scolaires sont donc indispensables à la prévention du sida. Il en existe mais en nombre insuffisant et ils touchent surtout les enfants des grandes villes.

Enormément reste à faire. Mais la prise de conscience est réelle. Au terme de deux décennies de silence, la question du sida pointe enfin à l'horizon scolaire. ■

L'UNESCO et l'éducation préventive

Depuis 1987, la section de l'éducation préventive de l'Unesco vise à promouvoir, au niveau individuel et collectif, des attitudes et comportements responsables par des stratégies éducatives. Son objectif principal est d'aider à la mise en œuvre de programmes nationaux d'éducation efficaces par diverses initiatives: envoi de spécialistes; réalisation de projets pilotes; organisation de conférences et de stages de formation des maîtres; lancement de campagnes internationales pour les jeunes avec des associations; encouragement à l'éducation par les pairs et à l'innovation pédagogique; publication de guides de l'enseignant et de matériels éducatifs. Les jeunes sont ainsi intégrés dans une éducation préventive qui met l'accent sur la responsabilité et la communication.

L'Unité de recherche et de gestion culturelles est née de l'appel de la coordination ONUSIDA en 1998. Son idée-force: le besoin de comprendre les cultures (au sens le plus large du terme) et d'en tenir pleinement compte lorsqu'on conçoit des actions thérapeutiques ou des campagnes de prévention contre le VIH/sida.

La Fondation mondiale Recherche et prévention sida a été créée en janvier 1993 par le directeur général de l'Unesco, Federico Mayor, et le professeur Luc Montagnier, pionnier de la recherche sur le VIH/sida. Son objectif: mobiliser les initiatives privées de tout ordre, établir de nouveaux partenariats et trouver de nouvelles formes de coopération – en matière de recherche et de prévention notamment –, pour soutenir et prolonger l'action anti-sida des pouvoirs publics. ■



• <http://www.unesco.org/education>

Jeux de rôles au Rwanda

◆ Dr Yvon

Moren

L'épidémie au Rwanda

Sur une population de 5,8 millions d'habitants, 370 000 vivent avec le VIH/sida. Parmi les adultes de 15 à 49 ans, 12,75% sont infectés.

Nombre d'enfants de moins de 15 ans infectés: 22 000.

Nombre total de décès depuis le début de l'épidémie: 170 000.

Source: ONUSIDA, 1998.

À un centre scolaire de Mujina, à deux heures de route de Kigali (capitale du Rwanda), des instituteurs sont réunis pour une journée de formation sur le sida, organisée par l'ONG Enfants réfugiés du monde. Ils clament leur désarroi. Les élèves ont des rapports sexuels précoces, vers 16 ans chez les garçons; bien plus tôt, dès 12 ans en moyenne, chez les filles, souvent victimes de harcèlement de la part des adultes. Tous sont conscients que l'école a un rôle immense à jouer.

Les programmes prévoient des leçons sur le sida et sur les maladies sexuellement transmissibles (MST), mais les enseignants n'ont ni formation, ni livres, ni documents, et leurs propres connaissances sont limitées: elles viennent essentiellement de la radio. Dans leur langue maternelle, ils ne disposent pas d'un vocabulaire qui ne soit pas vulgaire pour évoquer les questions sexuelles. Et les plus déterminés reculent devant la crainte d'être accusés par les parents d'inciter à la débauche. «*En conséquence, explique un inspecteur du primaire, la majorité des instituteurs fait l'impasse sur les leçons demandées par l'administration.*» Une enseignante ajoute: «*Il est impossible au Rwanda de parler de sexualité à des enfants de moins de 12 ans.*»

«Armée intérieure»

Cette journée de formation est animée par l'équipe du programme rwandais «L'Enfant pour l'enfant», une méthode pédagogique par laquelle il apprend à être acteur de sa propre santé ainsi que celle de son entourage. La formation vise à donner aux enseignants des informations sur le sida et des techniques pédagogiques pour l'aborder.

D'entrée de jeu, l'équipe rappelle que le sida n'est pas une maladie du sexe, mais une maladie du sang, ce qui permet de l'étudier avec plus de sérénité, comme n'importe quelle autre infection. Mais les notions des enseignants sur les fonctions du sang sont floues. A cause du paludisme, très présent dans la région, ils connaissent le transport de l'oxygène par les globules rouges. En revanche, les globules blancs leur sont moins familiers, de même que les problèmes d'immunologie.

Les informations élémentaires sont données à travers des jeux et des exposés très courts. Celui sur l'immunité, «armée intérieure» organisée comme une armée de métier, capte l'attention. Les enseignants surmontent leur réserve habituelle et participent à une théâtralisation d'un des thèmes: l'attaque de



Un des livres conçus par le Dr Yvon Moren et l'équipe de L'Enfant pour l'enfant, publié par Edicef (Paris), en 1996.

Illustration Isabelle Cahin © Edicef, Nantes, France

Dans mon pays, le Botswana, il y a un grave problème de communication entre les parents et leurs enfants. Ceci est un cri du cœur: parents, parlez-nous! Sans communication, orientation ou dialogue de votre part, nous sommes une génération perdue. Venez à notre aide!

Une participante de 14 ans à la conférence internationale sur les MST et le sida en Afrique, Kampala (Ouganda), 1995

l'organisme par des virus et la défense organisée par les acteurs immunologiques. Un jeu de rôle, «Monsieur le VIH et Monsieur le paludisme», introduit une série d'exposés sur le virus et sa propagation.

Un test est proposé à chaque enseignant: dessiner en coupe les appareils génitaux de l'homme et de la femme. Très peu y parviennent. La fabrication d'une maquette grandeur nature de l'appareil génital de la femme avec les moyens du bord (le fruit d'un avocatier pour l'utérus, par exemple) suscite l'enthousiasme. L'exposé sur les étapes de l'évolution du sida permettra aux instituteurs de s'exprimer longuement sur cette étrange maladie, omniprésente et invisible.

Ce n'est qu'après de nouvelles mises au point scientifiques que sera abordée la prévention. *La Flo-tille de l'espoir*, écrit par le père blanc Bernard Joinet, professeur de psychologie à l'Université de Dar es-Salaam (Tanzanie) sert de support. Le sida y est comparé à une inondation. En suivant cette histoire d'inspiration biblique, on «embarquera» sur l'une des trois arches proposées – «abstinence», «fidélité» ou «préservatif» – pour échapper à la noyade.

Tous les enseignants estiment indispensable une mise à niveau de leurs connaissances scientifiques. Mais cela ne leur suffit pas. Leurs grands élèves leur posent des questions de tous ordres sur la vie sexuelle, devant lesquelles ils restent démunis...

◆ Membre du bureau «L'Enfant pour l'enfant» de l'Institut Santé et développement de l'Université Paris VI.

Ouganda: *jihad* contre le sida

◆ Maggie Keenan Wheeler

Dans les écoles coraniques, les chefs religieux jouent un rôle essentiel pour enseigner la prévention aux jeunes, préservatifs compris.

Mohammed Mubiru reconnaît qu'il n'a jamais discuté du sida avec ses parents: «*Ils penseraient que je leur manque de respect*». Alors, d'où cet adolescent tient-il ce qu'il sait? D'un audacieux programme lancé par l'Association médicale islamique d'Ouganda (IMAU): les jeunes des districts de Mpigi, au sud-ouest de Kampala, et de Kamuli (au nord-est de la capitale) sont informés sur le sida dans les *madrasa* des mosquées de leur village, ces écoles qui fonctionnent le week-end en Ouganda, où l'on enseigne aux enfants musulmans la langue arabe et les principes islamiques.

Les musulmans représentent environ 16% des 20 millions d'habitants du pays. En 1989, la plus haute autorité islamique de l'Ouganda a déclaré un *jihad* (guerre sainte) contre le sida, ouvrant ainsi la voie à l'effort de prévention et d'éducation des *madrasa*.

En 36 leçons de 40 minutes chacune, conçues par le ministère ougandais de la Santé et l'UNICEF, les jeunes des *madrasa* apprennent les modes de

«Elle doit savoir comment dire non et faire comprendre que c'est non»

transmission du VIH et les mesures de prévention. Les enseignants recourent aux discussions mais aussi aux chansons, au théâtre et à la danse. Ils apprennent aussi aux élèves à s'occuper des malades du sida dans leur village.

Le programme a été récemment enrichi d'un volet visant à faire face aux défis du passage à l'âge adulte et à renforcer la dignité de chacun. Parmi les sujets abordés: comment communiquer, s'affirmer ou résister à la pression des copains. «*Si un homme demande à une fille de faire l'amour avec lui, elle doit savoir comment dire non et faire comprendre que c'est non*», souligne Neema Nakyanjo, l'animatrice du programme de l'IMAU. L'association initie aussi les imams et leurs assistants, afin qu'ils supervisent à leur tour la formation des enseignants bénévoles des *madrasa* de leur zone. Depuis son lancement en 1995, le programme a touché plus de 36 000 enfants dans 350 écoles.

«*Traiter du sida est un vrai défi, mais les enfants doivent savoir*», estime l'imam Hassan Magola, de la mosquée de Bukulube. Le cours souligne que le risque de contamination par le virus peut être accru par certaines pratiques musulmanes traditionnelles, comme la circoncision des garçons si elle est pratiquée avec des instruments non stérili-

sés, la toilette des morts sans gants protecteurs, et aussi la polygamie.

Le plus délicat a été d'introduire la question des préservatifs. La première année, elle a été exclue du cours: certains chefs religieux avaient fait valoir qu'en recommander l'usage revenait à favoriser les rapports sexuels hors mariage. L'IMAU a dialogué un an avec eux, en affirmant que le préservatif ne serait présenté que comme troisième ligne de défense en cas d'échec des deux premières: l'abstinence et les relations sexuelles exclusivement au sein du mariage. Le fait est, a souligné l'association, que des jeunes filles sont enceintes avant le mariage et qu'il y a de nombreux cas de maladies transmises sexuellement chez les célibataires. Les dirigeants religieux ont fini par admettre qu'une éducation à l'usage responsable du préservatif était acceptable, et le sujet a été introduit la deuxième année.

Aujourd'hui, le programme doit surtout lutter pour son financement. Depuis son lancement, il a reçu 35 000 dollars de l'UNICEF. Les parents sont incités à donner à l'enseignant de la *madrasa* 100 shillings ougandais par séance (moins de 0,10 dollar). Ils ont maintes fois exprimé leur soutien, rapporte le Dr Magid Kagimu, président de l'IMAU. De plus en plus, des parents non musulmans cherchent à faire admettre leurs enfants aux cours de la *madrasa* sur le sida et ses élèves en parlent plus ouvertement. «*Quand je vois quelqu'un qui a le sida, je sais ce qu'il est en train de vivre et je sympathise avec lui, confie l'un d'eux. J'ai appris que le sida est une réalité. Je vis en le redoutant.*» ■

L'épidémie en Ouganda

Sur une population de 20,7 millions d'habitants, 930 000 vivent avec le VIH/sida. Parmi les adultes de 15 à 49 ans, 9,51% sont infectés.

Nombre d'enfants de moins de 15 ans infectés: 67 000.

Nombre total de décès depuis le début de l'épidémie: 1,8 million.

Source: ONUSIDA, 1998.

Devant une *madrasa* ougandaise, où les enfants apprennent à craindre Dieu... et le sida.



© Maggie Wheeler, Seattle

◆ Journaliste indépendante.

Mexique: Luna, une lumière dans la noirceur

◆ Guillermina Navarro

Conçu pour les enfants des rues, le programme mexicain Luna de prévention contre le sida doit s'étendre à plusieurs pays latino-américains.

La rue est leur domicile. Plusieurs milliers de jeunes mexicains¹ y jouent, y mangent et y dorment. Ils travaillent comme ils peuvent. Pour nombre d'entre eux, le commerce sexuel est l'unique moyen d'obtenir quelques pesos. Tel est aussi pour eux le principal mode de transmission du virus d'immunodéficience humaine (VIH).

Trouver les mécanismes appropriés pour prévenir cette maladie n'est pas facile, encore moins avec des enfants des rues. «*Ils sont instables et parfois agressifs*», constate le psychologue Gualberto Gatica. Consciente du problème, Casa Alianza, une organisation non gouvernementale présente au Mexique depuis 1986, a lancé il y a deux ans Luna («Lune» en français), le seul programme latino-américain de prévention contre le sida qui soit conçu pour les mineurs sans abri.

Informations déformées

Luna, dont le nom a été trouvé par les enfants malades pour évoquer une lumière dans l'obscurité, s'occupe aujourd'hui de 6 180 enfants et adolescents à titre préventif, l'un des quatre volets du programme avec le suivi des séropositifs, l'aide médicale aux malades et l'assistance psychologique à leur entourage. «*Depuis 1997, le nombre d'enfants infectés est en augmentation. C'est pourquoi nous concentrons nos efforts sur la prévention*», explique Nicasio Garcia Lopez, coordinateur du programme. *En général, les enfants de la rue disposent d'informations sur la sexualité et le sida, mais elles sont souvent déformées*, ajoute-t-il.

Bénévoles et éducateurs de Casa Alianza parcourent quotidiennement les faubourgs de la capitale et invitent garçons et filles à se rendre au «refuge» de l'organisation, où leur est proposé pendant une heure, au moins deux fois par semaine, un atelier intitulé «*Le VIH/sida, c'est quoi?*». On y explique les modes de transmission de la maladie et les façons de s'en protéger, par le biais d'activités réalisées avec le support d'un matériel didactique simple et coloré. De nombreux enfants reçoivent en outre une formation «à domicile», c'est-à-dire dans la rue.

1. Selon une étude publiée en 1996 par l'UNICEF-Mexique et les autorités de la ville de Mexico, 13 373 jeunes de moins de 18 ans vivent et/ou travaillent dans la rue dans la capitale mexicaine. Entre 1992 et 1995, le nombre de ces jeunes a augmenté de 20%, soit une hausse moyenne de plus de 6% par an.



Ce jeune homme anime un atelier dans un refuge de l'ONG Casa Alianza, à Mexico.

© Fondation Casa Alianza Mexico, I.A.P.

SILENCE = MORT

Slogan d'Act Up, mouvement d'aide aux victimes du sida

L'épidémie au Mexique

Sur une population de 94,2 millions d'habitants, 180 000 vivent avec le VIH/sida. Parmi les adultes de 15 à 49 ans, 0,35% sont infectés.

Nombre d'enfants de moins de 15 ans infectés: 1 700.

Nombre total de décès depuis le début de l'épidémie: donnée indisponible.

Source: ONUSIDA, 1998.

Lorsqu'ils parcourent les quartiers de la ville, les éducateurs de Casa Alianza emportent avec eux des jeux conçus pour être débattus n'importe où. Ils sont tous à base de questions-réponses. La «Roulette», par exemple, est un jeu de fléchettes. Selon l'endroit où les enfants les lancent sur la cible, ils doivent répondre à différentes questions. Le «Marathon» est conçu sur le principe d'une course d'athlètes. Le jeu le plus populaire, «Lunoca», ressemble au jeu de l'oie, fournit des informations sur le VIH, le système immunitaire et les moyens de prévention. Simple à utiliser, tout le matériel didactique, sans exception, est basé sur les associations d'idées et d'images.

Au-delà du Mexique, Casa Alianza est aussi installée aux Etats-Unis, au Canada, au Guatemala, au Honduras, au Costa Rica et au Nicaragua. L'organisation met actuellement en place un réseau Luna en Amérique latine, avec la méthodologie, le matériel et les jeux didactiques utilisés au Mexique. «*L'idée est de reproduire le matériel et de concevoir un manuel commun pour pouvoir évaluer les résultats dans toute l'Amérique latine*», explique le coordinateur du programme.

Le siège mexicain de Casa Alianza projette d'élaborer de nouveaux matériels et jeux, tels que des cahiers à colorier, des diapositives et des puzzles comportant des informations sur le VIH. L'ONG répond aussi aux fréquentes demandes d'intervention dans les écoles, les paroisses et autres institutions mexicaines s'occupant d'enfants défavorisés. C'est peut-être la meilleure preuve que le programme Luna brille de sa propre lumière. ■



● <http://www.casa-alianza.org>

Le stigmata du sida

♦ Jean Dussault

La discrimination vis-à-vis des malades est un obstacle majeur à la lutte contre l'épidémie: elle les pousse à s'isoler et entretient auprès des non-malades l'illusion d'être à l'abri. Il faut, là encore, éduquer.

Je fais l'amour,
Je mange,
je m'habille, je fais
ce que tout le
monde fait; entre
eux et moi, est-ce
qu'il y a une
différence?
Y a-t-il quelque
chose en moi qui
indique que je suis
malade? Je ne suis
un danger pour
personne.

Arsène Tao,
Association Lumière action,
Abidjan (Côte-d'Ivoire)

Dans son village du Kwazulu-Natal, la province sud-africaine la plus durement touchée par l'épidémie, Gugu Dlamini est morte à cause du sida, mais ce n'est pas le virus qui l'a tuée. Accusée par sa communauté d'avoir attiré la honte sur son village en parlant publiquement de sa séropositivité, elle a été d'abord frappée par un voisin qui lui a conseillé de se taire. Gugu s'est adressée à la police, qui n'a rien fait pour la protéger. La nuit suivante, des villageois ont attaqué sa maison, l'ont lapidée et rouée de coups. Elle n'a pas survécu à ce lynchage.

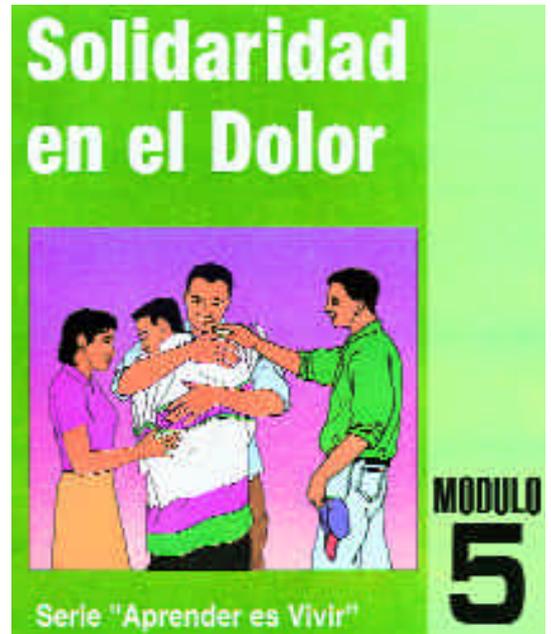
Si cette histoire a fait le tour du monde, d'autres, moins sanglantes, mais tout aussi révélatrices, restent dans l'ombre. Des enfants séropositifs subissent la vindicte de parents d'élèves qui font tout pour les exclure de la crèche, de l'école ou d'activités sportives. Des médecins et des dentistes refusent de soigner des malades du sida. Des projets d'aide communautaire se heurtent régulièrement au refus des habitants d'accueillir dans leurs quartiers ces nouveaux «pestiférés». Même morts, ils font peur: des pompes funèbres n'acceptent pas leurs dépouilles.

Les victimes de ces discriminations sont souvent démunies et isolées. Elles n'osent pas dénoncer ce qu'elles subissent, de crainte d'aggraver les choses. Les rares statistiques à leur sujet sont donc loin de refléter toute l'ampleur du phénomène. Les cas connus ne sont que la pointe de l'iceberg.

Des groupes déjà marginalisés

Souvent frappés d'ostracisme par la population, les malades subissent aussi parfois les mesures discriminatoires décrétées par les pouvoirs publics. Sous prétexte de prévention, des Etats adoptent des lois contraires à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les stratégies officielles de santé publique sont parfois elles-mêmes à la source de ces violations. Les exemples abondent. Des tests ont été rendus obligatoires pour des «populations cibles», comme les nouveaux-nés dans l'Etat de New York, les détenus dans au moins 18 Etats américains, ou les étrangers souhaitant effectuer un séjour de plus de 30 jours en Egypte, en Bulgarie ou en Géorgie. Dans plusieurs Etats américains, les médecins sont tenus de déclarer aux autorités les noms de leurs patients atteints par le VIH. En règle générale, les Etats-Unis refusent l'entrée des séropositifs sur leur territoire.

Dès 1992, Katarina Tomasevski, experte internationale en matière de droit de la personne, dénonçait, dans l'ouvrage collectif *Ethics and Law in the Study of AIDS* (L'éthique et la loi dans l'étude du sida, publié par l'Organisation panaméricaine de la santé) la vio-



«La solidarité face à la douleur» en vedette dans ce manuel scolaire de la République dominicaine.

lation, dans le contexte du sida, «de la plupart des libertés et des droits fondamentaux prescrits depuis plus de 40 ans». Les experts ont beau répéter qu'aucun motif de santé publique ne justifie des mesures limitant les droits des séropositifs, qu'elles sont généralement inefficaces, voire contreproductives, la discrimination persiste.

Alors que la plupart des maladies suscitent la compassion, le sida entraîne un phénomène inverse. Le stigmata du VIH est lié à de puissants symboles sociaux, sources de préjugés et d'intolérance envers des groupes qui ne sont pas forcément les mêmes d'un pays à l'autre, mais qui ont un dénominateur commun: ils étaient marginalisés avant même l'apparition du sida. Il s'agit des immigrants, des réfugiés, des détenus, des prostitués (hommes ou femmes), des populations autochtones, des utilisateurs de drogues par injection et des homosexuels. Il peut suffire d'appartenir à l'un de ces groupes dits «à risque» pour être considéré comme un «danger» et présumé coupable de propager la maladie. Les personnes qui leur viennent en aide sont souvent vues comme des «complices».

Le monde semble coupé en deux: d'un côté, les malades et ceux qui leur viennent en aide; de l'autre, ceux qui vivent dans l'illusion d'être à l'abri et ne se sentent pas concernés. Dans le premier groupe, certains évitent les services sanitaires ou sociaux, en raison de la stigmatisation dont ils sont l'objet ou de la discrimination qu'ils craignent de subir. Ceux qui ont le plus besoin d'aide, d'information et d'éducation ▶

♦ Collaborateur du Réseau juridique canadien VIH/sida, Montréal.

► sont ainsi poussés vers la clandestinité, ce qui accroît leur vulnérabilité. Certains ne font pas le test, préférant ignorer leur possible séropositivité. D'autres gardent le secret sur leur état ou le nient.

Les seconds, pratiquant la politique de l'autruche, ne sont pas pour autant épargnés par l'épidémie. Leurs réflexes d'autoprotection entretiennent leur ignorance et créent des mythes forgeant un faux sentiment de sécurité. Ils pensent que le VIH ne «sévit» que parmi les groupes «à risque», communautés hermétiques qu'ils ne fréquenteront jamais. Croire que le VIH respecte les frontières sociales les rend vulnérables à leur tour. A l'échelle institutionnelle, cette idéologie freine les programmes d'éducation contre la pandémie et facilite la diminution des fonds qui leur sont consacrés. Conséquences de l'épidémie, la stigmatisation et la discrimination qui en résultent deviennent ainsi les vecteurs de celle-ci.

Le regretté Jonathan Mann, directeur du Programme mondial de lutte contre le sida à l'OMS (Organisation mondiale de la santé) et du Centre François Bagnoud de l'Université Harvard, a milité pour que la question des droits de l'homme figure en bonne place sur l'agenda de la lutte contre le VIH. Expliquant que la protection des personnes malades ou infectées est essentielle pour des motifs d'ordre éthique, juridique et pragmatique, il a souligné qu'une collectivité ne peut réagir efficacement face au VIH/sida sans respecter le droit fondamental des individus de participer aux décisions les concernant.

Protéger les victimes

Bien que le stigmate du VIH/sida soit un corollaire de l'ignorance, informer la population sur le virus et les risques de contamination ne suffira pas pour l'éradiquer. A l'éducation préventive doit être associée une réelle éducation contre la discrimination. Or cette dernière est encore au stade embryonnaire.

A l'échelle internationale, des experts en santé publique, en droit et en éthique, ainsi que des représentants des communautés touchées par la maladie et des comités de réflexion, insistent depuis plusieurs années sur la nécessité de s'assurer que les politiques visant à ralentir la propagation du sida et à soigner les personnes touchées soient respectueuses de la dignité et des droits de ces personnes, atteintes ou risquant de l'être. Mais les recommandations des experts resteront lettres mortes si elles ne rencontrent pas une compréhension générale et suffisamment de volonté, notamment des décideurs politiques.

En 1998, le Haut Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme et l'ONUSIDA ont publié à l'intention des Etats 12 directives internationales sur le VIH/sida et les droits de la personne. L'une d'entre elles prône la promulgation de lois qui assurent la protection des victimes de pratiques discriminatoires dans les secteurs public et privé, tout en garantissant le respect de la vie privée et de la confidentialité. Une autre s'attaque à l'une des sources du phénomène discriminatoire: elle appelle les Etats à «encourager une large diffusion continue de programmes novateurs d'éducation, de formation et d'information spécialement conçus pour modifier les attitudes de discrimi-



«Un ami qui a le sida reste un ami»: le jeune Zambien qui arbore ce slogan sur son tee-shirt participe aux clubs anti-sida présents dans tout le pays.

nation et de stigmatisation liées au VIH/sida, et y substituer la compréhension et l'acceptation».

L'écart actuel entre le volume de recommandations et la lenteur administrative est patent. Dans les campagnes sur le sida, le volet «discrimination» est souvent laissé pour compte. Le sujet est abordé dans de rares écoles. Quelques films, ça et là, dénoncent le stigmate, mais personne ne peut se féliciter d'une large campagne de sensibilisation ayant un réel impact sur la société.

Les grandes lignes de l'éducation contre la discrimination doivent être tracées dans chaque pays, en fonction de son contexte social et de l'évolution de l'épidémie. Après identification de ses cibles et de ses acteurs, il faudra passer à l'action et adopter des mesures susceptibles de créer un environnement plus convivial pour les personnes qui souffrent du sida, du rejet, de l'indifférence; pour leur famille et leurs amis ainsi que pour les intervenants dans la lutte contre l'épidémie. Sans oublier qu'il s'agit de lutter contre la maladie et non contre les malades. ■



● <http://www.aidslaw.ca>



PEINE DE MORT: L'ABOLITION PROGRESSE

♦ Martine Jacot

Au niveau mondial, les États abolitionnistes sont dorénavant plus nombreux que ceux appliquant la peine de mort. Et 80% des exécutions ont lieu dans seulement quatre pays.

Dans le tumulte de l'actualité, un événement d'importance pour la cause des droits humains est presque passé inaperçu: le 2 juin 1999, le président Boris Yeltsin a commué en prison à perpétuité la peine de mort des 716 condamnés russes qui attendaient leur exécution. La sentence capitale est ainsi *de facto* abolie dans ce pays, conformément aux engagements que Moscou avait pris lors de son adhésion au Conseil de l'Europe¹ en 1996. Cette année-là, la Russie avait exécuté 140 de ses prisonniers, un triste record presque mondial.

Commentant le décret présidentiel, le ministre russe de la Justice, Pavel Krashe-ninnikov, a estimé qu'il s'agissait d'«un jour historique» pour son pays. Au-delà, la décision de Moscou est susceptible d'inspirer d'anciennes républiques du bloc soviétique, désireuses d'entrer au sein du Conseil de l'Europe ou de ne pas risquer de s'en faire exclure.

Recul impressionnant de la peine capitale en un siècle

Cette instance est en effet la première à avoir signé, en 1983, un accord international contraignant, qui vise à abolir la peine de mort en temps de paix parmi ses membres. Ce texte (le protocole numéro six à la Convention européenne des droits de l'homme) est entré en vigueur en 1985. Et depuis la chute du mur de Berlin, 22 anciens ou nouveaux pays européens ont aboli la peine de mort, au moins pour les crimes de droit commun, les derniers étant, en 1999 et à ce jour, la Lettonie, Chypre et l'Irlande du Nord. En 1998, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, l'Estonie et la Lituanie avaient pris la même décision pour toutes les catégories de crimes. La même année, le Kirghistan et le

Turkménistan ont chacun adopté un moratoire sur les exécutions.

L'Europe n'est pas le seul continent où la cause de l'abolition a gagné du terrain. D'après Amnesty International, le nombre de pays ayant totalement aboli la peine de mort a triplé au cours des 20 dernières années: de

19 en 1979, il est passé à 68 en avril 1999. A cette liste, il convient d'ajouter 14 pays dont les lois ne prévoient cette sentence que pour les crimes commis en temps de guerre, et 23 autres pays dits «abolitionnistes en pratique», parce qu'ils n'ont procédé à aucune exécution depuis au moins 10 ans. Ce total de ►



Dessin du Français Roland Topor (1938-1997), publié par Amnesty International en 1982.

1. Créé en 1949, le Conseil de l'Europe, qui siège à Strasbourg (France) vise «le renforcement de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit» dans l'espace de ses pays membres. Ces derniers sont passés de 23 avant la chute du mur de Berlin, en 1989, à 40 aujourd'hui.

♦ Journaliste au *Courrier de l'UNESCO*.

► 105 pays est à comparer aux 90 pays ou territoires qui ont, au contraire, enlevé la vie à au moins un de leurs condamnés durant la même période. La planète compte donc actuellement plus de nations abolitionnistes que de pays appliquant dans les faits la sentence capitale et ce «basculément» est récent: il s'est produit entre 1997 et 1998. A l'échelle du siècle écoulé, la progression est encore plus impressionnante puisqu'en 1899, seuls le Venezuela, le Costa Rica et la petite république de Saint-Marin (enclavée en Italie) avaient décidé de ne plus condamner à mort.

Ces progrès sont indubitablement liés au développement des mouvements en faveur des droits humains, tant au niveau local qu'international. D'une part, la peine de mort est de plus en plus souvent considérée comme un châtement cruel et inhumain. Son caractère irréversible interpelle toujours les consciences dans les cas, de plus en plus médiatisés, où il s'est avéré que des innocents ont été victimes de procédures entachées d'arbitraire ou d'iniquité. D'autre part, les pressions internationales se sont multipliées. L'année 1999 marque ainsi le dixième anniversaire de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de son premier protocole en faveur de l'abolition de la peine de mort.

Les opinions publiques à la traîne

Beaucoup de pays abolitionnistes ont supprimé la sentence capitale dès qu'ils sont sortis de longues périodes de répression politique, comme pour mieux tourner la page. C'est le cas d'anciens pays de l'Est mais aussi de l'Afrique du Sud (en 1997) ou, auparavant, de pays du continent américain comme l'Argentine, le Brésil, le Pérou, le Nicaragua et le Salvador.

Ailleurs, l'intervention de dirigeants politiques courageux a été nécessaire pour passer outre à des opinions publiques restées en majorité acquiescentes à la peine de mort. Ainsi, le gouvernement français et sa nouvelle majorité socialiste ont imposé en 1981 l'abolition à leurs concitoyens plus que récalcitrants: d'après les sondages, il a fallu attendre 1999, soit 18 années, pour que le courant s'inverse en France, pourtant «berceau des droits de l'homme», et qu'une majorité de personnes interrogées se prononce contre le principe de la peine de mort. Dans d'autres pays, le processus a parfois été très long. Ainsi, la Belgique ou la Grèce n'ont aboli la peine de mort qu'en 1996 et 1993 respectivement, plus de 20 années après avoir procédé à la dernière exécution.

Ces succès ne sauraient faire oublier que, selon Amnesty International, au moins

DES CONDAMNÉS EXÉCUTÉS DANS 37 PAYS

Selon Amnesty International, des condamnés à mort ont été exécutés en 1998 dans les 37 pays ou territoires suivants: Afghanistan, Arabie Saoudite, Autorité palestinienne, Bahamas, Biélorussie, Chine, Congo, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Etats-Unis, Ethiopie, Guatemala, Irak, Iran, Japon, Jordanie, Kirghistan, Koweït, Liban, Nigeria, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Russie, Rwanda, Saint-Christophe et Nevis, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Syrie, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Yémen, Zimbabwe. ■

1 625 condamnés ont été victimes de ce châtement en 1998 dans 37 pays. Quatre d'entre eux, d'après la même source, totalisent à eux seuls 80% de ces exécutions: la Chine, la République démocratique du Congo, les Etats-Unis et l'Iran. En Chine, faute de données officielles, Amnesty International s'en remet à ses propres sources pour estimer qu'«au moins 1 067 personnes ont été exécutées en 1998 et au moins 1 657 condamnations à mort ont été prononcées cette même année». Dans ce pays, la fraude fiscale est passible de la sentence capitale depuis 1997, ce qui porte à une soixantaine le nombre d'infractions punies de mort. Selon Amnesty, «une centaine» de personnes ont été exécutées en République démocratique du Congo l'an passé et 66 en Iran. Aux Etats-Unis (voir article page 39), la peine capitale a été appliquée à 68 condamnés, la plupart par injection létale.

Six pays infligent la mort à des mineurs

Trois d'entre eux avaient moins de 17 ans lorsque le crime pour lequel la justice les a condamnés avait été commis. Depuis 1990, seuls six pays ont continué d'infliger la peine de mort à des mineurs au moment des faits: les Etats-Unis, l'Iran, le Nigeria, le Pakistan, l'Arabie Saoudite et le Yémen. Dans ce dernier pays toutefois, un décret présidentiel vient de mettre fin à cette pratique. La Convention relative aux droits de l'enfant des Nations unies prohibe expressément la condamnation à mort de mineurs délinquants. Elle a été ratifiée par tous les Etats membres de l'ONU, à l'exception de la Somalie et... des Etats-Unis.

Considéré comme un autre «berceau des droits de l'homme», les Etats-Unis exerceraient-ils une influence néfaste auprès

de certains de leurs voisins? A Port of Spain, capitale de Trinité-et-Tobago (Antilles), neuf condamnés à mort ont été pendus début juin 1999, alors qu'aucune exécution n'avait eu lieu dans cet archipel depuis 1994. Les Bahamas ont remis le gibet en service à deux reprises en 1998, après s'être abstenues pendant deux ans. La pendaison en Jamaïque, «oubliée» depuis 1988, risque fort de réapparaître, alors que 40 condamnés croupissent dans les couloirs de la mort et que plusieurs d'entre eux ont presque épuisé tous les recours légaux. Largement favorables au retour du châtement suprême, les opinions et les gouvernements de ces îles se disent exaspérés par une criminalité galopante.

Le mythe de l'effet dissuasif

Le même argument a été avancé par les dirigeants des Philippines pour justifier le rétablissement de la peine de mort, en décembre 1993, et la première exécution organisée depuis, en février 1999. Ce pays avait pourtant été le premier d'Asie à abolir le châtement suprême en 1987, après la chute de Ferdinand Marcos. L'actuel président, Joseph Estrada, a réitéré sa détermination à s'attaquer à la pauvreté, «terreau de la criminalité», mais sans envisager l'abolition. Environ 80% des Philippines, selon les derniers sondages, se déclarent partisans de la peine de mort. Au cours des six dernières années, 914 personnes ont été condamnées à mort aux Philippines.

Pourtant, aucune étude n'a jusqu'à présent pu mettre clairement en évidence un quelconque «effet dissuasif» de la peine capitale. Au contraire, le taux d'homicide a baissé dans plusieurs pays ayant aboli le châtement suprême, comme par exemple le Canada, si proche des Etats-Unis. Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains espèrent que ce dernier pays (parmi d'autres) abolira au moins la peine de mort pour les mineurs au moment des faits, les malades mentaux et les personnes âgées. ■



- **Amnesty International, secrétariat international,**
1 Easton Street, WC1X0W Londres,
tél: (44 171) 413 55 00,
fax: (44 171) 956 11 57.
Internet: <http://www.amnesty.org>
- **Death Penalty Information Center:**
<http://www.essential.org/dpic>
- **Eactualité dans le domaine de la peine de mort:** <http://iep.univ-lyon2.fr/PdM>

L'EXCEPTION AMÉRICAINE

♦ Vicky Elliott

S'opposer publiquement à la peine de mort aux États-Unis paraît relever du suicide politique, dans un climat toujours marqué par la droite chrétienne.

Le nombre d'exécutions augmente aux États-Unis: il y en a eu 68 en 1998, contre 11 en 1988. La peine capitale est en vigueur dans 38 des 51 États de l'Union, où 3 500 prisonniers attendent dans les couloirs de la mort. En plus de prononcer la peine capitale contre des délinquants mineurs au moment des faits, les États-Unis se distinguent aussi en appliquant cette sentence aux débiles mentaux.

Comment expliquer que quatre Américains sur cinq approuvent cette politique? Cet appui avait certes brièvement chuté (à 42%) au plus fort de la lutte pour les droits civiques, dans les années 60, mais, depuis que la Cour suprême a rétabli la peine de mort en 1976, après un moratoire d'une dizaine d'années, elle bénéficie d'un soutien presque monolithique. Il ne fléchit (à 60% environ) que si le sondage propose, en guise d'alternative, la prison sans libération conditionnelle.

Le Sud, ceinture de la mort

La peur du crime persiste et le climat reste à la répression. Les législateurs ne cessent d'allonger la liste des «circonstances aggravantes» qui, dans beaucoup d'États, est communiquée au jury lorsqu'il s'apprête à délibérer sur la sentence dans une affaire passible de mort. Baptisée «ceinture de la mort» (*death belt*), la région des États du Sud, avec leur passé de lynchage, pèse lourd dans les condamnations. En 1997, la moitié des exécutions a eu lieu au Texas. Mais la Californie, qui dépense plus pour ses prisons que pour ses universités, détient le record absolu du nombre de détenus attendant d'être exécutés. L'État de New York a rétabli la peine de mort, alors que son gouverneur, Mario Cuomo, était l'un des rares hommes politiques à oser préconiser publiquement de l'abolir. Et les autorités de l'Arizona ont fait savoir qu'elles allaient accélérer le rythme des exécutions.

Aux États-Unis, les rapports humains, bâtis sur un fond puritain, sont imprégnés d'une culture du port d'armes et le manichéisme du pionnier exigeant que le bandit soit pendu au crépuscule n'est pas loin. La forte influence de la droite chrétienne rend politiquement suicidaire toute critique



Au Texas, les condamnés à mort exécutés ne peuvent pas avoir leur nom gravé sur leur tombe. Seul figure leur matricule.

© A. Lichtenstein/Sygma, Paris

ouverte de la peine de mort. Le droit de grâce réservé à l'exécutif la commuait souvent en prison à perpétuité dans les années 30 et 40, à la grande époque des gangsters. Ce droit est aujourd'hui rarement exercé. Juste après son élection à la présidence en 1992, le gouverneur Bill Clinton a approuvé la mise à mort d'un handicapé mental dans l'Arkansas. Cette même année, le gouverneur démocrate de Californie Gray Davis pouvait empêcher deux exécutions; il ne l'a pas fait.

Justice pénale et politique électorale se mêlent inextricablement. Les procureurs sont élus. Dans les États, les juges sont nommés, mais leur maintien dépend d'un vote aux élections législatives suivantes. Les juges fédéraux sont nommés à vie, mais leur confirmation fait l'objet d'âpres batailles au Congrès. L'opinion publique, elle, estime que les procédures sont trop longues et pointilleuses dans les affaires de condamnations à mort, d'autant qu'elles peuvent coûter 1,2 million de dollars à un État. Dans tout le pays d'ailleurs, les assemblées législatives ont restreint les possibilités de faire appel.

Parallèlement, le déséquilibre racial reste lourd. En 1984, la Cour suprême a pris un arrêt pour le corriger, dans la sélection des jurys. Mais, sur les 1 838 procureurs des États où elle est en vigueur, il n'y avait en mai 1999 que 22 Hispaniques et 22 Noirs. A

peu près autant de Noirs que de Blancs sont assassinés, mais 81,8% des 500 condamnés qui ont été exécutés entre 1977 et 1998 l'ont été pour le meurtre d'un Blanc ou d'une Blanche. Si l'on écarte les affaires exceptionnelles comme les tueurs en série, la peine de mort frappe davantage, pour des crimes d'égale gravité, les Noirs pauvres qui ne peuvent s'offrir une défense correcte.

L'opinion est-elle en train d'évoluer? Une série d'erreurs judiciaires reconnues ainsi que l'annulation de plusieurs condamnations à mort ont créé un courant en faveur à la fois d'un nouveau moratoire sur les exécutions et d'un projet qui affecterait l'argent consacré actuellement à l'application de la peine de mort au soutien des familles des victimes. Il se pourrait aussi que, si un démocrate remporte les prochaines présidentielles et nomme à la Cour suprême deux nouveaux juges qui ne soient pas très conservateurs, l'équilibre actuel en son sein soit modifié.

En attendant, les prisonniers sont toujours plus nombreux dans le couloir de la mort. Un mineur, en Oklahoma, martèle: «*Me condamner à mort [...] c'est affirmer que ma vie n'a aucune valeur; que je ne peux m'amender; que je suis totalement irrécupérable.*» Il est étrange qu'une nation croyant si fort en la perfectibilité de l'individu continue de supprimer tant de vies. ■

♦ Journaliste au *San Francisco Chronicle*.

LE GRAND MÉTISSAGE DE LA DANSE MODERNE

♦ Jean-Marc Adolphe et Martine Jacot

La danse contemporaine est devenue un formidable vecteur d'échanges interculturels, du Nord au Sud, d'Est en Ouest, et vice versa.

La scène se passe dans l'un des townships tristement célèbre de Johannesburg, peu de temps après l'élection de Nelson Mandela à la présidence de l'Afrique du Sud, en avril 1994: Soweto fut le théâtre des émeutes de 1976, où plus de 500 jeunes périrent sous les balles des policiers de l'apartheid. Jean-François Duroure, danseur français blanc formé à Angers, à l'école des Américains Viola Faber et Merce Cunningham puis de l'Allemande Pina Bausch, tente d'expliquer son projet à un groupe de jeunes danseurs des rues. Il s'exprime dans un anglais approximatif, que ses auditeurs comprennent tout aussi vaguement. L'expression qu'il lit sur les visages est la même: «*Qu'est-ce qu'il nous veut au juste, ce Blanc-là, qu'est-ce qu'il fait ici?*». Il dit sa grande curiosité, son désir d'échanger, son souhait de créer une chorégraphie avec eux. L'assistance reste impassible. A l'évidence, les mots ne «passent» pas. Soudain, Jean-François Duroure se lève et se met à danser. Les jeunes embarquent un à un. La «performance» impromptue durera cinq heures.

Reportages chorégraphiés

«*Voilà comment nous avons enfin commencé à communiquer: sans mot*, dit Jean-François Duroure. *Voilà comment j'ai appris à retrouver la spontanéité de mon corps avec eux, qui n'ont jamais suivi de cours, eux qui dansent depuis qu'ils sont dans le ventre de leur mère. Voilà comment je leur ai apporté ce que je pouvais, voilà comment est née une relation de confiance et de respect, qui nous a permis de créer, ensemble*». Le résultat: «*What are you doing here?/Qu'est-ce que tu fous ici?*», un «reportage chorégraphié» sous forme de tableaux qui mêlent danse, musique, chant, scènes de rue et cérémonies des townships. Les institutions culturelles sud-africaines et françaises avaient, au départ, considéré avec scepticisme l'initiative du danseur blanc mais son aboutissement a été accueilli avec enthousiasme par le public, en

Afrique du Sud et en Europe, en 1997 et 1998. Le chorégraphe réitère actuellement l'expérience dans le même pays, à Durban, métropole du Kwazulu-Natal.

Contrairement à Jean-François Duroure qui danse surtout pour «*provoquer des rencontres et des complicités*», Ea Sola cherche d'abord, à travers son art, une «*ouverture*» vers elle-même. «*Un travail au plus profond de soi qui, ensuite, se transmet obligatoirement aux autres*»,

explique-t-elle. Vietnamiennne, elle a dû s'exiler à l'aube de son adolescence vers un Occident auquel elle ne «*comprendait rien*». Elle est revenue dans son pays pour y retrouver la culture profonde, *via le hat chéon* notamment, une forme d'art traditionnel du Nord du Vietnam, née au XIII^e siècle, qui réunit chant, art dramatique, danse et percussions. Avec 15 paysannes vietnamiennes, elle a réalisé un travail contemporain sur la mémoire et la

Hi no hashira («*La Danse de l'été*») de l'Américaine Susan Buirge.



♦ Respectivement rédacteur en chef de *Mouvement*, revue française du spectacle vivant et des arts visuels, conseiller artistique pour la danse au Théâtre de la Bastille (Paris), et journaliste au *Courrier de l'UNESCO*.



© Colette Masson/Éclairage, Paris

Le Sacre du printemps du Ballet Béjart.

douleur, qui transgresse les barrières de communication. *Sécheresse et pluie*, spectacle économe et dépouillé, où les paysannes brandissent à un moment les portraits de certains de leurs proches disparus, a été suivi de *Il a été une fois* et de *Voilà, voilà*, aussi joué au Lincoln Center de New York. En Allemagne, en France, au Danemark, en Suède, en Belgique, au Royaume-Uni, au Portugal, Ea Sola, avec ses danseuses et ses musiciens vietnamiens, constate à chaque fois «avec la même surprise» que le «langage du corps, intime» fait passer des émotions qui transcendent les mots. Nul besoin alors de traduction.

Au-delà des mots

José Navas, lui, est un métis vénézuélien: du sang indien et espagnol par sa mère, du sang italien et noir du côté de son père. Basé depuis quelques années à Montréal (Canada) après un séjour studieux à New York, il danse et chorégraphie régulièrement aussi bien sur le continent européen que nord-américain, une manière pour lui «de parler de sa culture vénézuélienne» avec son corps et sans les barrières du langage.

A n'en pas douter, la danse contemporaine est devenue aujourd'hui un formidable vecteur d'échanges interculturels, entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. Pas seulement parce qu'elle transcende et transgresse les mots. «Avant d'appartenir à une

nation ou à un groupe ethnique, on est des êtres humains. Un enfant qui pleure transmet partout les mêmes émotions», estime Jean-François Duroure. La danse touche aussi à une perception différente, en faisant appel à l'imaginaire, tout comme la musique, et souvent avec la musique.

Tous ces facteurs expliquent en partie l'essor de la danse contemporaine, un art en pleine dissémination. En 1998, 442 choré-

«En 1991, on ne pouvait pas vivre de la danse à Ouagadougou. Formé dans la tradition africaine, par les grands frères de mon village, je n'imaginais pas pouvoir faire carrière»

graphes représentant 52 pays se sont inscrits aux Rencontres chorégraphiques internationales de Seine Saint-Denis (France, banlieue parisienne), un événement qui fait autorité. Et depuis une dizaine d'années, les festivals qui accordent à la danse contemporaine une place de choix se multiplient à travers le monde: de Prague (Tanec Praha, en juin) au Brésil (Festival Internacional de Dança, à Belo Horizonte, en novembre); de

Tokyo (Festival de Yokohama) à Stockholm (Dansen Hus), en passant par le Festival de Vilnius en Lituanie et celui d'Adélaïde en Australie. Même le pourtour méditerranéen entre dans la ronde. Une Rencontre de danse contemporaine en Méditerranée arabe s'est tenue début 1999 à Tunis, avec des artistes venus d'Égypte, du Liban, d'Algérie, du Maroc, de Jordanie et de Syrie. Et de nouveaux festivals vont prochainement se dérouler à Casablanca et à Beyrouth.

La danse accompagne souvent des dynamiques d'essor et d'ouverture. En 1995, les nouvelles Rencontres de Luanda (Angola) témoignaient de la première tentative de «retour à la vie» d'un pays miné par 20 ans de guerre civile. Et en 1998, la seconde édition de cet événement, baptisé cette fois Rencontres de la création chorégraphique africaine, a révélé la pleine éclosion de cet art sur le continent. Certaines des compagnies primées, originaires de Côte-d'Ivoire, du Burkina Faso, du Kenya, d'Afrique du Sud, du Nigeria, de Madagascar, du Ghana et du Mozambique, se sont retrouvées en septembre 1999 au Festival de nouvelle danse de Montréal (Canada).

Art du mouvement, la danse a certes toujours été d'essence profondément nomade (voir encadré). Mais nous sommes entrés depuis quelques années dans une intense dynamique de métissages, avec des



© Le-Act, Paris

Le spectacle *Il a été une fois de la Vietnamienne* Ea Sola.

▶ protagonistes de plus en plus itinérants. Deux chorégraphes français, Jean-Claude Gallotta et Hervé Robbe, sont allés créer une compagnie au Japon, où l'Américaine Susan Buirge s'est associée à un prêtre shintoïste et maître de musique gagaku pour imaginer un cycle de quatre pièces, autour des saisons agraires. Clara Andermatt, de Lisbonne, travaille avec des artistes cap-verdiens et l'Allemande Susane Linke crée un prochain spectacle avec une compagnie sénégalaise. On pourrait multiplier les exemples.

Un art à l'abri de l'uniformisation

Les compagnies de danse sont en elles-mêmes de petites multinationales. Pas moins de 10 nationalités composent ainsi le Tanztheater de Wuppertal, dirigé en Allemagne par Pina Bausch, qui convoque d'ailleurs dans ses spectacles la saveur de ces différentes langues maternelles. Le Tanztheater crée aujourd'hui dans le monde entier. Deux danseurs burkinabés ont rejoint le Centre chorégraphique de Montpellier (Sud de la France) tout en s'impliquant dans leur propre pays. L'un d'entre eux, Salia Sanou, venait juste de terminer ses études de droit et réussir le concours d'inspecteur de police lorsqu'il lui a été proposé de tenter une expérience étrangère. «*En 1991, on ne pouvait pas vivre de la danse à Ouagadougou*, dit-il. *Formé dans la tradition africaine, par les grands frères de mon village, je n'imaginais pas pouvoir faire carrière. Je n'imaginais pas non plus pouvoir danser sans musique extérieure, dans le silence. A l'étranger, j'ai aussi découvert ma musique intérieure*». Au Burkina Faso, Salia Sanou et son compatriote Seydou Boro ont créé la pièce Signinto, primée au festival de Luanda en 1998. Tous deux rêvent de collaborer à l'ouverture d'un centre chorégraphique à Ouagadougou, où les lieux de travail manquent, mais pas les danseurs.

«*Comment apporter aux autres ma culture et mon expérience pour qu'elle résonne encore plus avec les leurs, sans trop mentaliser la danse moderne? Têl est mon défi*», estime Jean-François Duroure à Durban, qui souhaite tendre vers un «*langage métis*». «*En Amérique latine surtout, mais partout, de plus en plus, nos générations sont métissées et les suivantes le seront encore plus, renchérit José Navas à Montréal. On s'ouvre sur le monde et on échange plus que jamais*».

Court-on le risque d'une uniformisation, d'un appauvrissement de la création? «*Certainement pas*, répond Ea Sola. *La tradition sans création est inféconde*, poursuit-elle. *En danse comme pour d'autres formes artistiques, transposer des traditions d'un pays à un autre ne fonctionne pas, sauf pour quelques férus d'ethnographie. La danse contemporaine ne peut être que composition et invention*». De par le monde. ■

DEPUIS LA NUIT DES TEMPS

Tout comme d'autres formes artistiques, la danse puise son origine dans la nuit des temps. D'emblée, elle s'est fait voyageuse. Au temple de Palaio-kastro, en Crète, c'est par la danse qu'on invitait Zeus à favoriser la fécondité de la vigne et des troupeaux. De tels rites ont couru de l'Inde à l'Amérique pré-hispanique. Saura-t-on jamais séparer ce qui relevait alors du rituel (communautaire) ou de l'expression (singulière)? Comment situer l'époque où, en Inde par exemple, les styles de danse, pour la plupart dérivés des arts martiaux, ont acquis une autonomie de «représentation»?

Lanthropologue Joham Kealimohomoku considère avec humour le ballet classique comme «*une forme de danse ethnique*»¹. Le ballet s'affirme en France, sous l'impulsion de Louis XIV, qui crée la première Académie royale de danse d'Occident. Lui-même danse en public jusqu'en 1670. Matrice d'une danse «artistique», le ballet est déjà un pôle d'échanges culturels, avec l'influence des troupes italiennes d'opéra venues en France durant le XVII^e siècle. Il faut toutefois attendre la rupture opérée par la danse moderne au début du XX^e siècle pour que le corps aille, de par le monde, au-devant de son émancipation.

L'Américaine Ruth Saint-Denis, venue à la danse par le mirage d'une publicité pour des cigarettes orientales, cède à une universelle et dévorante curiosité. Son spectacle *Egypt, Greece and India*, qu'elle présente à travers les Etats-Unis dès 1916, était un mélange de danses pyrrhiques, de tableaux des bords du Nil ou du Gange et d'évocations du nirvana. Isadora Duncan, grande prêtresse de la «danse aux pieds nus», cherche de son côté à libérer le corps des carcans du passé en forgeant tout un imaginaire de la Grèce antique.

Cette quête intense d'une «vérité» du corps ne cessera de se propager tout au long du XX^e siècle, au gré d'allers-retours constants entre un «ici» et un «ailleurs». Le dialogue se fait d'abord d'Ouest en Est,

entre Europe et Amérique, mais l'Orient n'est pas en reste. En 1916, le danseur japonais Michio Ito crée à Londres un nô² moderne, *Au puits de l'épervier*, avec le poète W.B. Yeats. Le Japonais Takaya Eguchi vient suivre en Allemagne l'enseignement de Mary Wigman; il importera à Tokyo les principes de la «danse d'expression».

A Paris, les Expositions coloniales font connaître des danseurs javanais, kurdes, persans et arméniens notamment. Après la Seconde Guerre mondiale, cette dynamique d'échanges et d'influences mêlées reprend de plus belle. A partir de la fin des années 70, le spectaculaire essor de la danse contemporaine doit beaucoup aux germes déposés par des danseurs et pédagogues allemands, américains, voire japonais. La France est alors une terre d'accueil. Certains des noms les plus emblématiques de la «danse française» sont étrangers: les Américains Susan Buirge et Mark Tompkins, le Japonais Hideyuki Yano, le Slavo-Hongrois Josef Nadj, l'Afro-Américaine Elsa Wollaston, Angelin Preljocaj, d'origine albanaise, parmi d'autres. Avec plus ou moins d'intensité, le phénomène est sensible à travers toute l'Europe.

Aujourd'hui, le «vieux continent» et l'Amérique du Nord n'ont plus le monopole de la création chorégraphique, qui rencontre désormais partout dans le monde des publics jeunes, curieux et avides de nouvelles expressions artistiques. Quels que soient ses lieux d'implantation, la danse est de plus en plus nomade. Le danseur transporte avec lui son espace et certains chorégraphes considèrent même la scène, ce lieu de «représentation», comme le «*fragment d'un espace mental*». J.-M. A. ■

1. Dans *What is dance? Reading in Theory and Criticism*, de Roger Copeland et Marshall Cohen, Oxford University Press, 1983.

2. Drame lyrique à caractère religieux et traditionnel du Japon.

LA DERNIÈRE LIGNE DROITE DU PHOTOJOURNALISME

♦ Edgar Roskis

Inflation des reportages photo, déflation de leur valeur, omnipotence de la télévision: le photojournalisme a-t-il dit son dernier mot?



23 septembre 1997, dans la banlieue d'Alger: cette femme vient de perdre plusieurs de ses proches dans le massacre de Bentalha. C'est la célèbre «pieta d'Alger», qui fit la une de la presse mondiale.

© Hocine/APP, Paris



Le 4 juin 1989, lors du mouvement étudiant à Beijing, un jeune homme bloque à lui seul une colonne de chars.

© Stuart Franklin/Magnum, Paris

La célèbre photographie de la *pieta* d'Alger (ci-contre) est probablement la dernière image fixe à avoir fait «le tour du monde». Ce jour-là, le 23 septembre 1997, le photographe Hocine de l'Agence France-Presse était seul: aucun autre opérateur ni cameraman avec lui. On ne saurait en dire autant d'une autre image, célèbre et presque aussi récente, celle d'un jeune homme qui, à lui seul, bloquait une colonne de chars, le 4 juin 1989, lors du mouvement des étudiants chinois (ci-dessous).

Il y a entre ces deux instantanés de force pourtant égale une différence fondamentale: le premier, pris par un simple photographe de presse au service d'une agence, a l'avantage d'être *unique*. En revanche, le contestataire chinois a été fixé à l'identique par trois photographes de trois grandes agences (Associated Press, Magnum et Sipa-Press), auxquels s'ajoute une caméra de la chaîne de télévision britannique indépendante ITN.

Le cliché unique

Quelle importance, dira-t-on, puisque tous deux ont eu finalement autant d'impact? Certes, mais un cliché unique (appelé scoop) a l'avantage de pouvoir être mis aux enchères entre différents supports dans le monde entier, et de s'y négocier à des montants pouvant atteindre des centaines de milliers de francs. Ce qui n'est pas le cas d'une photographie dont il existe un ou plusieurs doublons. Si l'auteur de la *pieta* d'Alger n'avait pas été salarié d'une agence qui elle-même sert ses clients au forfait et non à la pièce (voir encadré page 44), tous deux auraient engrangé pour cette seule image des sommes considérables.

Existe-t-il aujourd'hui des clichés uniques? Qui s'apparentent à ceux ayant, par leur impact et leur notoriété, leur composition, leur valeur d'instantané, leur élévation, concentré ▶

♦ Journaliste, maître de conférences associé au département d'information-communication de l'Université Paris X (Nanterre).

► en un même objet «esthétique» informations et symboles? On peut en douter. Alors qu'en 1967, le Français Raymond Depardon et le Britannique Don McCullin étaient seuls au Biafra¹, c'est par charters militaro-humanitaires entiers que débarquèrent en 1994, au Rwanda, plusieurs centaines de photographes. Adieu le cliché unique... Pis, en retard de trois mois sur le génocide commis à partir du 6 avril, tous ces envoyés spéciaux n'ont pu recueillir, dans une triste similitude, que les images des conséquences du drame: l'exode, les épidémies, ce qu'en anglais on nomme *aftermath* (l'après-coup, et non l'événement proprement dit).

Un stock exponentiel

L'invention officielle de la photographie remonte à 1839. Depuis, des images s'additionnent à d'autres images. Tout cela fabrique un stock exponentiel. Il est donc de plus en plus difficile de produire, nonobstant le talent des opérateurs, une image qui ne soit pas le clone d'une image antérieure. D'où une funeste concomitance: l'inflation des images journalistiques s'accompagne d'une déflation de leur prix, du fait de la loi de l'offre et de la demande.

En outre, une photographie – donc une image muette, incomplètement voire pas du tout légendée – a-t-elle un sens en soi? Imaginons, saisi par l'objectif, un cavalier qui cingle sa monture: fuit-il lâchement l'ennemi ou bien le charge-t-il avec bravoure? Toute l'affaire dépend, bien sûr, du texte qui l'accompagne et du crédit qu'on lui porte. On sait aujourd'hui, par exemple, que les photogra-

1. NDLR: le conflit du Biafra a été une tentative de sécession armée de cette région du Nigeria. Il a duré 30 mois (1967-1969).

LE SITE DU MOIS

<http://www.unfpa.org>

Le 12 octobre 1999, la population de la planète devrait franchir le cap des six milliards d'individus. Ce tournant est l'un des thèmes des pages web du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), la plus importante organisation internationale visant à fournir une assistance aux pays en développement en matière de population. Ses missions comprennent aussi la promotion de la planification familiale, de l'accès au soins de santé et de l'égalité des sexes. Le FNUAP, qui fête ses 30 ans, avertit que la prochaine décennie sera cruciale: la population mondiale pourrait atteindre 8 ou 12 milliards, en fonction notamment des programmes sociaux et des décisions qui seront prises dans les toutes prochaines années. ■

PHOTOJOURNALISME: MODE D'EMPLOI

Lactivité dite «photojournalistique» se décline en trois régimes. Le premier, le plus ancien, repose sur des opérateurs solitaires et indépendants, qui conçoivent et réalisent des «sujets» qu'ils vont ensuite proposer pour publication à différents supports, périodiques le plus souvent, parfois quotidiens. A moins que ces supports ne leur passent commande, en fonction de leur spécialité ou de leur talent.

Le deuxième regroupe un certain nombre de ces opérateurs en «agences». La plus ancienne et la plus prestigieuse est certainement Magnum, fondée en 1947, la seule qui soit une coopérative de photographes. La plus célèbre est l'agence Gamma, fondée en 1967 par Raymond Depardon et ses associés. Elles furent suivies par les agences Sygma et Sipa-Press. Toutes ont leur siège à Paris. Le principe de rémunération, et donc de travail, change radicalement: l'agence et le photographe, après concertation avec la rédaction avant chaque mission, se partagent le plus souvent à moitié tant les frais de reportage que les bénéfices potentiels, cette fois payés par les journaux sous forme de

droits de reproduction négociés au cas par cas. Ils conservent des droits d'auteur sur tous leurs clichés. C'est la loi du «50-50» [i.e. pour cent], qui a révolutionné la pratique du grand reportage.

Enfin, il existe un troisième régime, celui des agences (la française Agence France-Presse, l'américaine Associated Press, la britannique Reuters) dites «télégraphiques» du fait de leur origine, il y a 160 ans. Les médias souscrivent auprès des agences des abonnements forfaitaires, l'utilisation des clichés étant ensuite sans limite, comme pour leurs dépêches. Leurs photographes sont salariés, quasi anonymes comme la plupart des agenciers. Ils encaissent des émoluments fixes et définitifs, quel que soit le volume de vente de leurs clichés, immédiate ou à long terme. Plus récemment, les agences internationales dites «magazine» (Gamma, Sygma et Sipa-Press) ont également salarié une partie de leurs photographes.

Le chiffre d'affaires de chacune de ces trois premières agences internationales «magazine» tourne annuellement autour de 100 millions de francs. ■

phies du Vel' d'Hiv', longtemps proposées comme contemporaines de la sinistre raffle², ne représentent qu'un simple meeting deux ans plus tard. Et que dire de cet instantané, commenté par le philosophe français Régis Debray dans son livre *L'Œil naïf*³, où l'on voit un attroupement de badauds parisiens considérer nonchalamment un autobus à plate-forme – une scène banale en somme –, sauf que cet autobus bondé transportait des juifs vers le camp de Drancy?

Telle est l'une des faiblesses majeures du photojournalisme, et plus généralement de la photographie. «L'image à l'ère de sa reproductibilité technique», selon la formule du philosophe allemand Walter Benjamin, ne dit que ceci: «Je suis une image, et rien d'autre». Malgré ce handicap, quelques instantanés ont fait basculer l'opinion et ont changé le cours de l'histoire. On pense évidemment à la petite fille nue fuyant le village de Trang Bang bombardé par erreur au napalm par l'aviation sud-vietnamienne le 8 juin 1972 (photo du Vietnamien Nick Ut, agence AP, page suivante). Ou, quatre ans plus tôt, à l'assassinat à bout portant d'un «suspect» par Nguyen Loan, chef de la police de Saïgon (photo de l'Américain Eddie Adams, agence AP)⁴. Ou encore au cadavre de ce soldat américain

traîné nu dans les rues de Mogadiscio, qui a humilié les Etats-Unis et amené leur opinion publique à rejeter l'engagement de leurs troupes en Somalie.

Telle est la faiblesse du photojournalisme, telle fut aussi sa force: déclencher en une fraction de seconde, pourvu que les magazines et quotidiens du monde entier s'en saisissent et le relaient, un tremblement de terre dans l'opinion. Mais, de ce point de vue primordial, la télévision l'a remplacé. Même si sur le petit écran l'image est souvent moins bonne que nombre d'instantanés illustres, elle y ajoute des compléments de poids: le son, le commentaire, éventuellement le «direct», qui emportent autrement mieux l'adhésion et la conclusion.

La «télé-présence»

Du point de vue de l'esthétique, la photographie n'a certes rien à envier au document télévisé. Elle se laisse regarder et demeure, tandis que l'image télévisée est éphémère. Mais, plus ou moins réussi, le reportage télévisé est explicatif, pédagogique, didactique. Et puisqu'à partir des années 60, presque tous les foyers se sont équipés du petit écran, l'image télévisée conquiert une très grande audience et donc une très grande force utilitaire. La photo n'a pour elle que la beauté de son artisanat, le courage de ses opérateurs et cette noblesse qui consiste à fixer l'instant, ni une seconde trop tôt, ni une seconde trop tard.

La «télé-présence», selon l'expression du Français Jean-Louis Weissberg⁵, a anéanti le

2. NDLR: les 16 et 17 juillet 1942, plus de 12 000 juifs français furent arrêtés et rassemblés au stade du vélodrome d'Hiver (le «Vel' d'Hiv'»), à Paris, avant d'être emmenés, en général, dans le camp de transit de Drancy, dans la banlieue parisienne, puis déportés vers les camps de la mort.

3. Editions du Seuil, Paris, 1994.

4. Ces deux photographies ont chacune reçu le Prix Pulitzer, le plus prestigieux aux Etats-Unis.

5. in *Présence à distance*, L'Harmattan, Paris, 1999.



Une petite fille de 10 ans, Kim Phuc, fuit les bombardements au napalm, qui a entièrement brûlé ses vêtements. Cette photo, prise en 1972, a fait beaucoup pour que les Américains mesurent toute l'horreur de la guerre du Vietnam.

© Nicky/AP-Boomerang, Paris

règne des magazines imprimés, y compris les plus prestigieux qui, sauf «coup» exceptionnel, ne fabriquent plus l'opinion. Ce que Régis Debray nomme la «vidéosphère» s'est définitivement emparé de l'actualité immédiate pour ne plus laisser au photojournalisme que quelques travaux d'auteurs, qu'ils ont d'ailleurs le plus grand mal à faire publier.

Est-ce à dire qu'on assiste à sa fin? Peut-être pas, mais la métaphore sportive de «la dernière ligne droite» pourrait bien s'y appliquer. Toutes les grandes agences dites «magazine», sinon fondatrices, du moins rénovatrices de ce métier (Gamma, Sygma, Sipa-Press; encadré page ci-contre) se sont essouffées au point d'avoir à déplacer leur pratique vers des secteurs qui ne correspondent pas à leur vocation d'origine (illustration de livres, dictionnaires, encyclopédies, etc.; exécution de commandes d'institutions publiques et parapubliques pour illustrer leurs activités de communication; photos *people* sur les hauts et les bas de la vie des gens célèbres; ou même purs et simples travaux de laboratoire). Ainsi l'agence Sygma, juste avant son rachat il y a deux ans, vivait à 60% de son département *people*, son activité *news* n'atteignant pas même 10% de son chiffre d'affaires.

Ces agences se sont ainsi usées, sur le plan économique, au point de devenir une proie tentante pour des capitaux extérieurs. Pour

des groupes financiers n'entretenant initialement aucun lien particulier avec la photo, acquérir des parts d'une agence célèbre leur rapporte beaucoup plus, en terme d'image, que ce que leur coûte cette acquisition à un prix bien faible en regard de leurs moyens. Des capitaux bancaires ont ainsi pris des parts substantielles de Gamma en 1997. Surtout, de gigantesques groupes, tel celui de Bill Gates avec sa banque de données Corbis, essayent de faire main basse sur les fonds d'archives photos: Corbis a ainsi acheté Sygma en juin 1999. Car, toutes les photos prises par les photographes salariés de l'agence sont libres de tout droit d'auteur: elles peuvent être reproduites à l'infini sans que leurs auteurs puissent prétendre aux moindres royalties. Ces groupes peuvent donc puiser à foison dans ces fonds pour illustrer à bas prix leurs activités multimedia ou écouler ces clichés beaucoup moins chers sur le marché, même s'ils sont datés.

Des artisans qui font leur «boulot»

«Il est difficile aujourd'hui de distinguer entre une photo d'actualité qui vient d'être prise à grands frais, et une autre, beaucoup moins chère, extraite d'un fonds d'archives», explique Roger Thérond, ancien directeur de l'hebdomadaire français *Paris-Match*. De fait, trop de photojournalisme tue le photojournalisme, comme trop d'impôt tue

l'impôt. Reste que, bien qu'on prédise sa mort depuis bientôt 20 ans, la presse écrite continue d'exister, et qu'elle est toujours, comme on dit, «illustrée». Alors?

Alors, il y aurait un juste retour des choses. En 1903, l'ingénieur français Edouard Belin inventait une machine à laquelle il allait donner son nom, le béliographe. Elle permettait de transmettre une photo par téléphone, comme aujourd'hui on envoie des fax. Le «belin» a permis à tous les quotidiens de la planète de recevoir des photographies «en temps réel». Pour ce faire, il a fallu construire des réseaux de communication maîtrisés par des agences dites pour cette raison «télégraphiques» (Agence France-Press, Associated Press, Reuters). Maintenant pratiquement seules dans le domaine de la photographie d'actualité, elles continuent à couvrir intégralement, parallèlement aux *networks* de l'industrie télévisée, les événements mondiaux. Leurs opérateurs, salariés, n'ont aucune autre prétention que celle-là. Ces centaines d'artisans quasi anonymes font, comme ils le disent eux-mêmes, tout simplement leur «boulot». L'essentiel des journaux s'en satisferont. Quant au sort du photojournalisme au sens pur, c'est-à-dire la construction d'«histoires» en images fixes, il appartiendra désormais au talent d'une poignée d'artistes, des exceptions consacrées. ■

MANUEL CASTELLS: LE CITOYEN ET L'AUTOMATE

Pour ce sociologue espagnol, la révolution technologique ne bouleverse pas seulement l'économie et les communications: les fondements de la société industrielle vacillent; une nouvelle «société informationnelle» se met en place. Quel pouvoir y aura le citoyen?

Lors de sa dernière réunion, le G8 (les huit premières puissances économiques de la planète) a décidé pour la première fois qu'il fallait «humaniser la mondialisation». Serait-elle donc inhumaine?

Elle est très humaine et très créative pour les forts, et très inhumaine pour les faibles: elle opère une polarisation sans précédent.

Un tiers de la population mondiale a considérablement accru son niveau de vie, ses moyens culturels et technologiques. A l'opposé, le dernier *Rapport sur le développement humain* du PNUD¹ démontre un accroissement extraordinaire aussi bien des inégalités que de la pauvreté – ce sont deux notions différentes –, de l'exclusion sociale et de la marginalisation dans l'ensemble du monde, avec de grandes exceptions comme l'Inde, la Chine ou le Chili. Quarante pour cent des habitants de la planète vivent mal, avec moins de deux dollars par jour. Parmi eux, une proportion croissante subit une misère aiguë et surtout une pauvreté culturelle extrême: elle est totalement incapable de tirer parti de l'émergence de la société informationnelle. «Humaniser» la mondialisation exigerait donc d'orienter l'extraordinaire force créatrice des nouvelles technologies, des nouvelles productivités économiques, de la communication universelle à travers Internet, de façon à ce que cette force ne bénéficie pas uniquement aux secteurs les plus avancés, éduqués, cultivés des pays les plus forts. Mais cette exigence ne reste pour le moment qu'un vœu pieu. On dit: il faudrait faire autrement, mais la tendance n'est pas à la correction de ces effets de discrimination, bien au contraire.

Cette discrimination épouse-t-elle la même frontière que celle qui sépare ce que vous appelez la «main-d'œuvre générique» de la «main-d'œuvre auto-programmable»?

Pas entièrement. La main-d'œuvre auto-programmable possède l'information, l'éducation, la culture suffisantes pour s'adapter

aux changements constants des conditions technologiques et professionnelles. Mais, dans ce système devenu purement individualisé, sans soutien ni solidarité sociales, appartenir à cette catégorie n'est pas synonyme d'invulnérabilité: la moindre panne importante – accident physique ou psychologique, défaillance familiale, etc. – fait basculer de l'autre côté de la barrière. Par exemple, nombre d'enfants de cadres moyens commencent par se droguer à 18 ans ou 20 ans, finissent en prison et sont donc sur la voie de l'exclusion sociale.

Les employés de la Silicon Valley ne sont pas payés en salaires, mais surtout en actions. Il est donc de leur propre intérêt qu'elles grimpent autant que faire se peut, y compris en mettant à la porte leur collègue d'à côté parce qu'il serait insuffisamment productif

Quant à la main-d'œuvre générique, c'est-à-dire les travailleurs qui, faute de qualification spécifique, faute d'avoir atteint ce niveau requis d'éducation et de culture, ne sont pas capables de rentrer dans la logique productive prédominante – des machines peuvent ou pourraient la remplacer –, elle se divise en deux segments. Ceux qui sont encore relativement protégés: ils gardent un travail parce qu'ils sont employés par des institutions ou vivent dans des pays qui les aident, les protègent et leur assurent un certain niveau de vie. Et puis ceux qui se trouvent soit dans des zones des grandes villes des pays développés, soit dans des régions et des pays sous-développés, qui ne disposent les unes et les autres ni des infrastructures ni des entreprises permettant et garantissant le

passage vers une société informationnelle: ils sont complètement exclus. Là, l'exclusion sociale procède par le non travail.

En quoi ce capitalisme d'aujourd'hui serait-il beaucoup plus brutal que dans ses formes précédentes, comme vous l'affirmez?

Parce qu'il a brisé le contrat social. Aujourd'hui, la structure en réseaux permet de connecter tout ce qui a de la valeur pour ce système dominant, et de conférer ainsi aux connectés un extrême dynamisme. Mais cette structure permet aussi de ne pas connecter tout ce qui est dévalorisé à ses yeux: individus, régions, secteurs, entreprises, etc., et de les condamner du même coup à péricliter. Et puisqu'il réussit à s'approprier effectivement tout ce qui pourra lui procurer de la valeur, il peut se montrer extrêmement sélectif et imposer ses règles. D'autant que les Etats et les institutions, politiques et para-politiques, qui jouaient le rôle de contre-pouvoir pendant la révolution industrielle, ont très peu de prise sur les processus mondiaux de communication, de circulation de capitaux, de développement technologique, de production. C'est donc la loi du plus fort, une dynamique purement darwinienne.

Personne n'y échappe?

Elle s'impose, d'une certaine manière, indépendamment de la volonté des entreprises: celles qui la refuseraient seraient éliminées par la concurrence parce que justement les réseaux n'intègrent que les forts. Et elles s'imposent au sein même des entreprises, au-delà de leurs dirigeants ou actionnaires extérieurs. Prenez l'exemple du capitalisme avancé de la Silicon Valley qui, par parenthèses, incarne d'une certaine manière l'idéal autogestionnaire marxiste des années 60. Leurs employés ne sont pas payés en salaires, mais surtout en actions. Il est donc de leur propre intérêt qu'elles grimpent autant que faire se peut, y compris en mettant à la porte leur collègue d'à côté parce qu'il serait insuffisamment productif.

1. 1999, PNUD.



© Isabelle Levy/Éditions Fayard, Paris

Cet exemple illustrerait donc une évolution pour vous fondamentale: l'individualisation absolue phénoménale de la destinée de chacun?

Au-delà des mythes qui ont cours au sujet de l'impact du nouveau système techno-économique sur l'emploi, mesuré principalement par le recul du chômage, le changement fondamental porte sur la flexibilité des rapports de travail. Le fonctionnement en réseaux des entreprises, entre elles et en leur sein, est en train de liquider la règle du poste de travail stable et sûr, né avec l'ère industrielle.

En Angleterre, qui en était le berceau, toutes les formes de travail temporaire, intérimaire, à temps partiel ou autonome, concernent 55% de la population active. La main-d'œuvre organisée sur le modèle traditionnel est devenue minoritaire. La même évolution touche les villes du tiers monde, de plus en plus urbanisées: l'économie dite informelle y prédomine. Les rapports de travail sont caractérisés par l'absence d'un emploi stable et régulier sur le long terme. Les activités peuvent être tout à fait primitives, mais certaines sont très avancées.

Qu'on le veuille ou non, l'organisation flexible du travail est tellement plus efficace par rapport à ses formes antérieures pour les entreprises que celles qui continuent à fonctionner avec une majorité de main-d'œuvre salariée sur un mode de tra-

vail stable et fixe sont condamnées par les règles de la concurrence. Aussi, de plus en plus, les entreprises s'appuient sur un noyau de travailleurs qualifiés qu'elles veulent garder, auxquels elles offrent des postes stables, et sur une vaste périphérie de travailleurs temporaires et de sous-traitants. En bref, on assiste à une individualisation des rapports de travail entre salariés et entreprises d'une part, et au sein même de la population des travailleurs autonomes d'autre part: tout le monde sous-traite avec tout le monde.

Mais cette évolution introduit alors un rapport de force totalement inégal entre les travailleurs et l'entreprise...

Oui, mais également entre les travailleurs eux-mêmes. Les plus forts ont un réel pouvoir de négociation, compte tenu de ce qu'ils peuvent apporter à leur entreprise ou à toute autre, sur le marché. En revanche, les non-qualifiés ne disposent ni de cette force ni de réelle capacité de négociation collective à travers les syndicats: dans le secteur privé, désormais dominant, ceux-ci sont réduits à la portion congrue et les taux de syndicalisation ne cessent de baisser. C'est pourquoi il faut refuser le recul de la protection sociale mais appuyer le passage d'une protection des individus en tant que travailleurs, comme c'est majoritairement le cas aujourd'hui, à un système

LES NATIONS UNIES SELON CASTELLS:

Les organisations internationales telles que l'UNESCO ont, à mon avis, un rôle fondamental à jouer: elles peuvent servir de chaudière entre, d'une part, les gouvernements, qui restent malgré tout des instruments politiques et, d'autre part, les demandes comme les valeurs des populations, notamment dans les domaines du développement et de la paix.

Elles doivent donc servir de lieux de rencontre mais aussi, de plus en plus, de forums qui impulsent des projets pratiques. Par exemple, tout le monde est d'accord sur le fait que l'éducation est la clé de la diminution des inégalités et de l'exclusion. Mais que signifie exactement éduquer? Que faut-il faire à l'échelle mondiale pour que le type d'éducation nécessaire touche les deux tiers de l'humanité qui en sont aujourd'hui exclus? Certes, la réponse appartient aux gouvernements. Mais l'UNESCO est le type même d'organisation où peut s'élaborer une stratégie mondiale d'éducation.

Par ailleurs, des organisations comme le FMI, la Banque mondiale ou le G8 gèrent ces systèmes de flux mondiaux mais en étant axées sur l'innovation technologique, la productivité économique, le développement informationnel. Leur pouvoir doit être contrebalancé par des organisations internationales telles que l'UNESCO, l'OMS ou le BIT, qui seraient à même de construire le nouveau contrat mondial dans les domaines social et culturel, comme les premières le font dans ceux de l'économie et de la technologie. Mais elles n'y parviendront que si elles gagnent les mêmes légitimité et puissance en jouant, à leur tour, de la force des réseaux... ■

de protection généralisée des personnes, qu'elles travaillent ou non.

Le tableau que vous dessinez est particulièrement sombre...

Un discours qui réduirait les effets des bouleversements en cours à la seule exclusion sociale ne peut pas emporter l'adhésion. Ils sont extrêmement positifs pour une proportion substantielle de la population, celle-là même qui crée au niveau mondial les images et l'opinion. Il ne s'agit pas d'une petite élite, d'une minorité oligarchique: 30% à 40% des habitants de pays comme les États-Unis ou la France y appartiennent. Elle a gagné d'immenses possibilités de créativité non seulement économique mais aussi sociale, intellectuelle, culturelle. Parallèlement à l'exclusion sociale, il faut insister sur les aspects créateurs et libérateurs de cette révolution technologique. ▶



© Lars Tunbjörk/Agence Vu, Paris

Cette photo et celle de la page suivante sont extraites d'un reportage du photographe suédois Lars Tunbjörk sur la déshumanisation des bureaux.

► Par exemple?

Internet a réduit l'emprise des grands monopoles médiatiques et la capacité des appareils d'Etat à contrôler leurs sujets. L'une des conséquences en est une transparence accrue, notamment vis-à-vis de la corruption politique: historiquement, les puissants espionnaient les citoyens; maintenant les citoyens peuvent espionner les puissants. Le travail peut devenir plus autonome, et la progression professionnelle plus diversifiée: on n'est pas condamné à rester toute sa vie dans la même bureaucratie en n'avancat qu'à l'ancienneté. Le niveau d'éducation des femmes s'élève de façon extraordinaire (elles constituent par exemple la majorité des diplômés universitaires aux Etats-Unis). Leur progression professionnelle se poursuit, malgré la discrimination qui certes persiste mais diminue. C'est mieux que la réclusion au foyer.

Cette dynamique de la société informationnelle – l'un des points centraux de vos ouvrages – secréterait en même temps sa propre opposition. Comment?

Le processus est très complexe. Premier point: l'Etat moderne (libéral, socialiste ou marxiste) s'est construit sur la négation des identités primaires et historiques. L'Etat faisait la nation, et non le contraire. Mais il avait réussi à fondre ces identités originelles dans le creuset d'une nouvelle identité abstraite qu'il définissait: la citoyenneté. Et il protégeait ses citoyens. Or la mondialisation fait que l'Etat n'arrive plus à être ni cet instrument de protection, ni ce pourvoyeur de sens que donnait la citoyenneté.

Du coup, et c'est le deuxième point, dans le processus d'instauration d'une société informationnelle qui place la compétition au sommet de ses valeurs, deux réactions sont possibles. Pour les plus forts, ceux qui ont argent et pouvoir, la compétition peut donner sens à leur existence s'ils se consti-

tuent une identité totalement individualiste, voire narcissique, à la limite consummatoire: je gagne beaucoup et je dépense beaucoup. Toute société en réseaux est fondamentalement individualiste. C'est l'idéologie de l'élite technique et économique dominante, libérale et libertaire. Mais, tout autour, une multitude de gens n'a tout simplement pas les moyens d'accéder à cette idéologie individualiste, ou la refuse. Ils donnent alors un sens à leur existence en se construisant des identités communautaires. Ils les bâtissent sur des codes culturels qui expriment des valeurs simples et solides: Dieu, la nation, l'ethnie, le terroir, le genre... Ils ont le sentiment qu'elles leur assureraient une certaine protection vis-à-vis des flux mondiaux dont on a perdu le contrôle.

Mais ces identités sont ambivalentes...

Elles peuvent être ouvertes parce qu'engagées dans des dialogues avec les tenants d'autres identités. Mais elles peuvent être fondamentalistes quand elles s'affirment de façon tranchée en se repliant sur elles-mêmes et en excluant toutes les autres identités. Là est le cœur du problème: tout le monde ne pouvant pas être argentin ou serbe, catholique ou islamiste, femme ou homosexuel, l'affirmation forte d'identité exclusive comme seule façon de donner du sens à son existence

UN TRAVAIL DE TIAN

«*D*émésure», «*d*éfiinsensé», «*t*ravail encyclopédique», «*é*rudition impressionnante»: la sortie du «*m*aitre-ouvrage» de Manuel Castells a été saluée par des critiques dithyrambiques.

Il est vrai que l'ambition de l'auteur peut même sembler mégalomane: rien moins que «*com*prendre notre monde» – tout notre monde – pour essayer de «*donner un sens à ce qui nous apparaît aujourd'hui comme un épouvantable chaos*». «*Dans le dernier quart de siècle, une révolution technologique, celle de l'informatique, a transformé la manière de penser, de consommer, d'acheter et de vendre, de diriger une entreprise, de communiquer, de vivre, de mourir, de faire la guerre et de faire l'amour*». Manuel Castells explique pourquoi et comment en trois volumes¹ de près d'un demi-million de pages chacun, fruit de 12 années d'un travail qui s'est moqué des frontières géographiques et des barrières disciplinaires. Il y affirme que l'organisation de la société industrielle – économies, unités politiques, ensembles industriels, identités culturelles – s'opérait toujours autour de centres. Ils disparaissent. Dans la «*société informationnelle*», une logique de réseaux s'impose dans tous les secteurs. «*Le pouvoir des flux prend le pas sur les flux de pouvoir*».

Il fallait probablement un parcours original pour élaborer une pensée aussi iconoclaste. C'est en 1962, à l'âge de 20 ans, que Manuel Castells, alors un peu «*marxiste mais non léniniste*», bien plus «*anarchiste et libertaire*», fuit son Espagne natale et vient poursuivre ses études en France. Il en sera expulsé en mai 68 avant d'y revenir deux ans plus tard. Le hasard le conduit vers la sociologie urbaine dont il deviendra une figure de proue. *La Question urbaine* (1972) est traduit en 10 langues. Sa thèse, *The City and the Grassroots*, a reçu en 1983 le prix C. Wright Mills du meilleur livre de sciences sociales aux Etats-Unis. Il enseigne toujours cette discipline à l'Université de Berkeley, mais y est aussi professeur de sociologie, après avoir enseigné celle-ci pendant 12 ans à Paris.

Chaleureux et donc convaincant, toujours enjoué, voir ironique, Manuel Castells refuse de jouer les gourous en répétant à qui veut l'entendre les limites de son travail. «*A chaque fois qu'un intellectuel a voulu répondre à la question "Que faire?", une catastrophe s'est produite*» ■

1. Publiés sous le titre générique *LEre de l'information*, ces trois ouvrages sont *La Société en réseaux*, 1998, *Le Pouvoir de l'identité*, 1999, *Fin de Millénaire*, 1999, tous trois chez Fayard, Paris.

conduit à l'éclatement en tribus, à une sorte d'atomisation collective.

La seule riposte à ce danger majeur est de réussir à jeter des ponts entre ces identités si diverses. Et le principal défi adressé à l'Etat est d'établir, en plus du contrat politique entre les citoyens, un contrat cette fois d'ordre culturel pour que ces multiples codes culturels, ces multiples identités communiquent entre elles. Ce n'est que fort de ce contrat que l'Etat pourra assurer la coexistence de celles-ci tout en prenant en compte leur affirmation. Mais, vu son mode historique de construction, il est en porte-à-faux pour ce faire...

Face à ce double danger d'exclusion et d'atomisation, comment pourrait émerger une conscience collective qui déboucherait sur une action politique globale?

C'est la question centrale et je n'y apporte pas de réponse. J'ai basé mon travail sur l'observation: il n'est pas prospectif. Ce que j'observe, c'est un bouillonnement de résistances face à l'emprise du système des réseaux, dont certains n'obéissent d'ailleurs plus à une logique humaine: ils sont devenus ce que j'appelle des automates.

Toute société en réseaux est fondamentalement individualiste. C'est l'idéologie de l'élite technique et économique dominante, libérale et libertaire

Le meilleur exemple en est le marché financier mondial: il contrôle tout, personne ne le contrôle, pas même les Etats. D'abord, il intègre tout argent de toute origine, pas seulement celui des financiers mais celui de tout un chacun, y compris le vôtre (à travers vos économies ou votre fonds de pension). Ensuite, ce sont des logiciels et des circuits électroniques qui animent sa circulation permanente. Enfin et surtout, celle-ci obéit à des règles qui ne sont que partiellement économiques: ce que je nomme les turbulences d'information y jouent un rôle fondamental. Différents acteurs, y compris politiques, lancent des messages et créent des images qui amènent une myriade d'acteurs à réagir sur ce marché. Mais ils ne sont pas coordonnés

entre eux, et aucun ne peut prévoir à coup sûr la réaction des marchés. De multiples acteurs, dont certains ont plus de pouvoir que d'autres, peuvent donc influencer sur le cadre dans lequel s'opèrent toutes ces transactions financières. Ils se livrent ainsi à des jeux de stratégie, mais personne ne peut contrôler ni le déroulement ni l'issue de la partie: on a créé un automate.

Que devient alors la politique?

Elle est aujourd'hui définie non par les médias mais au sein de l'espace médiatique. Ce sont principalement les innombrables chaînes de télévision de types de plus en plus divers qui l'occupent, et de plus en plus l'Internet. N'a donc d'existence politique, c'est-à-dire ne devient une opinion politique dans la tête des gens, que ce qui apparaît dans les médias. Bien sûr, les acteurs politiques traditionnels s'organisent désormais en fonction de cette scène médiatique. Mais ils sont loin d'y jouer les premiers rôles. Une multitude et une pluralité de lobbies, de groupes d'intérêts, d'organisations professionnelles de création et de manipulation de messages et d'images les ont rejoints. Ces dernières créent



© Lois Turbik/Agence W, Paris

► à nouveau des turbulences d'informations, fruits de leurs stratégies délibérées et du degré d'autonomie des médias eux-mêmes. Mais le résultat politique final – l'impact sur la décision des citoyens – est indépendant de la volonté de chacun des acteurs. Il est l'aboutissement «automatique» d'interactions que personne ne contrôle.

Comment le citoyen réagit-il alors à cet «automatisme»?

J'observe qu'il fait deux choses. D'abord, il vote contre. Les principaux changements électoraux, dus aux oscillations de seulement 5% à 10% de l'électorat, sont le résultat de mouvements d'opposition à un événement ou à une décision passés et non de mouvements d'adhésion à un projet politique à venir. Ces votes de défiance prouvent que le citoyen est dans un rapport défensif vis-à-vis du système politique. Ensuite, il place les acteurs de ce système au plus bas échelon du prestige social. Il les juge corrompus, dispendieux, inefficaces. En conséquence, les gens pensent de plus en plus massivement que la politique n'est plus un instrument pour changer leur vie.

Et pour ceux qui voudraient la changer?

Notre génération a vécu dans la conviction que l'Etat était le levier fondamental sur lequel il fallait s'appuyer pour faire aboutir un projet politique qui réponde aux attentes et aux besoins de la société civile. Mais que peut-il faire aujourd'hui, conditionné comme il l'est par l'automate financier et l'automate médiatique? Sa marge de manœuvre est extrêmement réduite. Désormais, parmi tous ceux qu'anime une volonté de transformation ou de faire autre chose de leur vie que de gagner de l'argent, se développe une nouvelle façon de faire de la politique, cette fois sans aucune médiation de l'Etat. Ils en viennent à agir politiquement par une démarche éthico-pratique: dans une aire géographique étroite, à un moment donné, dans un domaine restreint, opérer un changement bien réel. Il est évidemment plus que minime à l'échelle des changements nécessaires, mais il est au moins effectif. C'est une politique empirique de résultats immédiats. L'ONG Médecins du monde par exemple, ou le mouvement Jubilee 2000, qui a obtenu des résultats incontestables pour alléger la dette des pays les plus pauvres, ont suivi cette démarche avec succès.

Cette politique des petits pas peut-elle être à la hauteur des enjeux?

Mon pari est que toutes ces actions partielles et parcellaires, menées par des centaines de milliers de personnes, se constitueront peu à peu en réseau. Mon espoir est que le développement des réseaux s'enracine jusqu'à englober ceux-là mêmes qui veulent en combattre les effets inacceptables. Qu'à coté des réseaux de l'argent, de la technologie, de l'information, se bâtissent des réseaux tout aussi puissants, et donc tout aussi efficaces, mais alternatifs, véhiculant des valeurs alternatives, finissant par construire peu à peu de nouvelles stratégies politiques globales.

Mais des évolutions fondamentales interviennent déjà sans atteindre ce dernier stade. Regardez le mouvement des femmes. Il a réussi la plus grande révolution culturelle de l'histoire de l'humanité, et ce sans emprunter les chemins politiques traditionnels. Pourtant, les changements de codes culturels, d'abord dans les têtes des femmes, étaient si profonds qu'ils ont finalement été institutionnalisés par les systèmes politiques, au moins quand ils sont dynamiques et démocratiques. ■

Propos recueillis par René Lefort

Directeur du *Courrier de l'UNESCO*

OUI, je désire m'abonner au Courrier de l'UNESCO

Langue choisie: anglais espagnol français

Tarifs (frais d'expédition inclus):

Pays industrialisés:

- 1 an: 211 FF (32,15€) au lieu de 264 FF* pour 11 numéros dont un double
- 2 ans: 396 FF (60,35€) au lieu de 528 FF* pour 22 numéros dont deux doubles
- Reliure: 72 FF (11€) pour 11 numéros dont un double

Pays en développement, étudiants ou lycéens

(joindre la copie de la carte):

- 1 an: 132 FF (20,10€) pour 11 numéros dont un double
- 2 ans: 211 FF (32,15€) pour 22 numéros dont deux doubles

Ci-joint mon règlement par:

- chèque bancaire, sauf Eurochèque chèque postal Visa Mastercard Eurocard

N° _____

Expiration: _____

Date et signature: _____

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Facultatif

Âge: _____ Profession: _____ Enseignants et étudiants
 matière principale: _____ niveau: _____

Savoir qui sont nos lecteurs nous permet de mieux répondre à leurs attentes: nous vous remercions de bien vouloir compléter cette demande de renseignements facultatifs. *Loi Informatique et Libertés: vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant auprès de l'éditeur et vous pouvez vous opposer à la cession de vos coordonnées.*

(*) Prix total de vente au numéro

Bulletin d'abonnement à retourner avec votre règlement en francs français à l'ordre du **Courrier de l'UNESCO, Service Abonnements: 31, rue François Bonvin 75732 Paris CEDEX 15**

Pour les paiements effectués en une autre monnaie, veuillez vous adresser directement à l'un de nos agents de vente dont l'adresse figure sur la page de droite.

retrouvez sur rfi le magazine de l'éducation

d'Emmanuelle Bastide

le jeudi à 11h40
le dimanche à 20h40

(heures de Paris)

- la vie de l'École et des universités dans le monde.
- des reportages et des témoignages.
- des infos pratiques pour aider les étudiants du monde entier.

rfi radiofrance internationale, le monde est chez vous.
paris **89fm** et sur **CanalSatellite**

Mensuel, en vente chez votre marchand de journaux



**Offre
spéciale :
5 numéros
99 F**

Je joins mon règlement (99 F pour 5 N^{os}) par chèque à l'ordre de :
Le Monde des Débats / Service Abonnements
70, rue Compans 75019 Paris / Tél. 01 44 84 85 00 - Fax 01 42 00 56 92

Je règle par carte bancaire n° : _____

Je souhaite recevoir une facture acquittée.

M. Mme Mlle

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél. : _____ Fax : _____

E-mail : _____

Conformément à la «Loi Informatique et Libertés», vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.

EEA 7

LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

AFRIQUE DU SUD : International Subscription Services,
PO Box 41095, Craighall 2024. Fax: 880 6248.
Mast Publications, PO Box 901, Parklands 2121.
Fax: 886 4512.

ALLEMAGNE : German Commission for UNESCO,
Colmantstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.

Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus,
Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.

ARGENTINE : Edilyr Srl, Librería Correo de la UNESCO,
Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194

AUSTRALIE : Hunter Publications, 58A Gipps Street,
Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154. ISA Australia, PO
Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566. United
Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's
Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.

AUTRICHE : Gerold & Co, Import & Export,
Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne.
Fax: 512 47 31 29.

BELGIQUE : Monsieur Jean de Lannoy, 202 av du Roi,
B-1060 Bruxelles. Fax: 538 08 41.

BRESIL : Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de
Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro
RJ. Fax: 551-0948.

CANADA : Renouf Publishing Company Ltd,
5369 ch. Canotek Road, Unit 1, Ottawa, Ont K1J 9J3.
Fax: (1-613) 745 7660. Faxon Canada, PO Box 2382,
London, Ont. N6A 5A7. Fax: (1-519) 472 1072.

CHILI : Universitaria Textolibro Ltda.,
Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.

CHINE : China National Publications, Import & Export
Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020.
Fax: 010-65063101.

COREE : Korean National Commission for UNESCO,
CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.

DANEMARK : Munksgaard, Norre Sogade 35,
PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.

ESPAGNE : Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001
Madrid. Fax: 91575 39 98. Librería Al Andalus, Roldana
3 y 4, 410091 Séville. Fax: 95422 53 38. Los Amigos de la

UNESCO, Avenida Urquijo 62,2 Izd., 48011 Bilbao.
Fax: 94427 51 59/69

ETATS-UNIS : Bernan-Associates, 4611-F Assembly
Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax: 459 0056.

FINLANDE : Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO
Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.

Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa.
Fax: 852 7990.

GRECE : Librairie Kauffmann SA, Mauvorkordatou 9,
GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.

GUATEMALA : Comisión Guatemalteca de Cooperación
con la UNESCO, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado
Postal 2630, Ciudad de Guatemala.

HONG KONG : Hong Kong Government Information
Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong.

HONGRIE : Librotrade K F T, Periodical Import/K,
POB 126, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.

INDE : Orient Longman Ltd (Subscr. Account), Kamani
Marg, Ballard Estate, Bombay 400 038. Fax: 26 91 278.

Oxford Book & Stationery Co, Code No D 8208052,
Scindia House, New Delhi 110 001. Fax: 33 22 639.

ISRAEL : Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd.,
PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.

ITALIE : Licos/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via
Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.

JAPON : Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3
13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113.
Fax: 818 0864.

LUXEMBOURG : Messageries Paul Kraus, BP 2022,
L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.

MALTE : Sapientias & Sons Ltd., PO Box 36,
26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax: 24 61 82.

MAROC : UNESCO, B.P. 1777 RP, Rabat
Fax: 212-767 03 75, Tél.: 212-767 03 74/72.

MEXIQUE : Librería El Correo de la UNESCO SA,
Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc,
06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.

NORVEGE : Swets Norge AS, Østensjøveien 18-0606 Oslo,
PO Box 6512, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.

NOUVELLE ZELANDE : GP Legislation Services,
PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.

PAYS-BAS : Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ
Lisse. Fax: 2524 15888. Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int.
Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht.
Fax: 32 50 103.

PORTUGAL : Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda),
Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisbonne. Fax: 34 70 264.

REPUBLIQUE TCHEQUE : Artia, Ve Smeckach 30, 111
27 Prague 1.

ROYAUME-UNI : The Stationery Office Publications
Ctre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR.
Fax: 873 84 63.

RUSSIE : Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39,
Moscou 113095.

SRI LANKA : Lake House Bookshop, 100 Chittampalam,
Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.

SUEDE : Wennergren Williams AB, PO Box 1305,
S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.

SUISSE : Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38
av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59. Edigroup
SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022)
348 44 82. Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich.
Fax: 251 60 81. Karger Libri AG, Wissenschaftl.
Buchhandlung, Petersgraben 31, CH-4009 Bâle.
Fax: 306 12 34. Van Diermen Editions Techniques-
ADECO, Chemin du Lacuez, CH-1807 Blonay.
Fax: 943 36 05.

THAILANDE : Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamnern
Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.

TUNISIE : Commission Nationale Tunisienne auprès de
l'UNESCO, 22, rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis.
Fax: 33 10 14.

URUGUAY : Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos,
Maldonado 1090, Montevideo. Fax: 90 59 83.

VENEZUELA : UNESCO/CRESALC, Edif. Asovincar, Av
Los Chorrros, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebucañ,
Caracas. Fax: 286 03 26.



Dans le prochain numéro:

Le dossier du mois:

Après-dictatures:

la longue marche vers un état de droit

- Les leçons d'une décennie d'assistance de l'Ouest à l'Est
- Ukraine: l'encombrant héritage soviétique
- Kirghistan: repartir à zéro
- Quand la justice importée étouffe la justice locale
- Afrique du Sud: le droit «coutumier» à l'épreuve du droit «moderne»
- Bénin: une justice modèle mais lointaine
- Nouveaux droits et équité sociale

Et dans les rubriques:

- Avoir 20 ans au Japon
- Climats: évolutions lentes et sautes brusques
- Codes de bonne conduite: consommateurs et travailleurs s'allient
- Internet et la télévision: les grandes manœuvres
- Entretien avec l'écrivain italien Antonio Tabucchi: inquiéter, toujours

Vous pouvez consulter l'intégralité du Courrier de l'UNESCO sur Internet, à l'adresse:

www.unesco.org/courier